

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Canadiana.org has attempted to obtain the best copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

Canadiana.org a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Coloured covers /
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> | Coloured pages / Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> | Covers damaged /
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> | Pages damaged / Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> | Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> | Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> | Cover title missing /
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> | Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> | Pages detached / Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> | Showthrough / Transparence |
| <input type="checkbox"/> | Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur | <input checked="" type="checkbox"/> | Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Bound with other material /
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> | Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire |
| <input type="checkbox"/> | Only edition available /
Seule édition disponible | <input type="checkbox"/> | Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure. | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Additional comments /
Commentaires supplémentaires: | | Pagination continue. |

DON GARCIA MORENO

PRÉSIDENT DE L'ÉQUATEUR.

L'histoire de la civilisation est l'histoire du christianisme : l'histoire du christianisme est l'histoire de l'Eglise catholique.

DONOSO CORTEZ.

Un poète ancien disait : " Je suis homme ; rien de ce qui se rapporte à l'homme ne saurait donc m'être étranger." Nous sommes catholiques, dirons-nous aussi, et, comme tels, nous devons nous intéresser à tout ce qui concerne l'Eglise, notre mère. Nous ne saurions être indifférents à ses travaux, à ses luttes, à ses victoires. Son histoire doit nous être familière jusque dans ses moindres détails ; car dans ses moindres détails, aussi bien que dans son ensemble, nous trouvons la preuve de sa divine origine et de l'infailibilité de ses enseignements.

Dépositaire de l'éternelle Vérité, l'Eglise ne change pas ; le présent, comme le passé, nous fait voir qu'elle seule peut assurer le bonheur des individus et des sociétés, et toutes les époques de l'histoire nous la montrent poursuivant son œuvre de régénération et de salut.

Dans le siècle où nous vivons, lorsque la Révolution bouleverse le monde, et veut s'attribuer la direction de l'humanité, il a plu à Dieu de manifester d'une manière éclatante la puissance civilisatrice de l'Eglise, par le succès et les heureux résultats d'un gouvernement fondé entièrement sur les principes catholiques. En même temps, la divine Providence a voulu montrer à une génération abâtardie le type de la véritable grandeur dans la personne d'un souverain soumis à Dieu et à l'Eglise, aimé de ses sujets, et redouté de ses ennemis. C'est ainsi que la vie de don Garcia Moreno et l'histoire de l'Equateur sous sa présidence, formeront

une des pages les plus belles et les plus glorieuses de l'histoire de l'Eglise au XIX^e siècle. Persuadé que l'on ne saurait trop étudier cette vie féconde en leçons et en exemples et ce caractère étonnant de force et de dignité, nous avons entrepris ce travail, dans lequel, en rendant hommage à la mémoire de Garcia Moreno, nous voulons, avant tout, rendre hommage à la cause catholique dont il fut le champion intrépide, et pour laquelle il a versé son sang.

On comprend qu'il ne s'agit pas ici de faire l'histoire de ce grand homme, mais simplement de reproduire, en les coordonnant, quelques documents, relatifs à sa vie, à son gouvernement et à sa mort. Quelque incomplets que soient les renseignements que nous avons eus jusqu'à présent sur don Garcia Moreno, ils suffiront, croyons-nous, pour faire connaître les travaux qu'il a accomplis, les principes dont il s'est inspiré, et pour faire voir en lui le modèle parfait du magistrat catholique.

I

Gabriel Garcia Moreno naquit à Guayaquil, le 24 décembre 1821, de don Gabriel Garcia Gomez, noble castillan, et de dona Rosario Moreno. Par sa mère, il était neveu de Son Eminence le cardinal Moreno, aujourd'hui archevêque de Tolède. Il fit de brillantes études au collège de Quito, et se distingua par sa précocité et son caractère. Sorti du collège, il choisit la carrière de la médecine, et il voulut aller en Europe, au centre des lumières et de la civilisation, pour se perfectionner dans l'étude des sciences. En 1850, il parcourt l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Il revient dans son pays, au lendemain d'une révolution. Les révolutions, disons-le en passant, étaient alors, à l'Equateur, encore plus fréquentes que les tremblements de terre. Heureux pays! Cette fois, c'était le général Urbina qui avait opéré le changement politique, en s'emparant du pouvoir. Mais, peu confiant dans sa popularité, il avait eu le soin de mettre en avant, comme chef apparent du mouvement, Naboia, citoyen respecté et honoré. Ce fut sur ces entrefaites qu'arriva le Dr. Moreno. Mais il n'arriva pas seul. Il avait rencontré sur les côtes de la Nouvelle-Grenade les jésuites que le gouvernement de cette République venait d'expulser. Il apprit bientôt à les connaître et devint leur ami dévoué.

Les pauvres religieux venaient demander un asile à l'Equateur. Naturellement, les libéraux s'opposent à leur entrée de tout leur

pouvoir. Mais les jésuites ont désormais en Moreno un protecteur sur lequel ils peuvent compter. Avec cette activité qui le caractérise, il se rend auprès de Naboá, s'entretient avec lui, et en obtient le débarquement des premiers jésuites que l'Equateur ait vus dans ce siècle. C'était un événement. La Révolution admettait dans ses murs ses plus redoutables ennemis : et ils arrivaient, guidés et soutenus par la main puissante de l'homme qui devait plus tard être le vainqueur de la Révolution dans la République de l'Equateur. Le doigt de Dieu était là.

En attendant, ce premier séjour devait être de courte durée. Fatigué du rôle secondaire qu'il s'était d'abord imposé, Urbina s'empare bientôt du pouvoir exécutif, et s'entoure des libéraux.

Naturellement, encore, leur premier soin est de chasser les jésuites, non sans leur prodiguer les tourments et les avanies. Le gouvernement des radicaux se signale, à son ordinaire, par le désordre et l'anarchie, et se maintient par la terreur. "Ce que les populations de l'Equateur eurent alors à souffrir est à peine croyable," dit M. Ascathé. La force armée n'e se composait plus que d'une soldatesque sans frein, à tel point que les autorités ne pouvaient donner aux pères de famille d'autre conseil que celui de ne jamais sortir de chez eux la nuit, quelle qu'en fût la nécessité, et cela dans la capitale même de la République. Il ne restait plus un seul collège, les écoles étaient totalement abandonnées, les revenus de l'Etat étaient à la discrétion des soudards, et pour combler les vides du trésor, on criblait les propriétaires d'impôts."

L'âme généreuse de Garcia Moreno ne pouvait rester indifférente et inactive en présence d'un tel état de choses. Il fonde un journal afin de signaler les abus monstrueux et de combattre le mal sans nom qui afflige sa patrie. C'était poser aux yeux des libéraux comme un ennemi de la liberté, un traître, un jésuite déguisé, et il était facile de présager le sort qui l'attendait. A peine le journal eut-il paru, que Urbina fit arrêter Moreno et quelques-uns de ses amis, et les envoya en exil.

Cependant, malgré la tristesse des temps, la cause du bien avait conservé des partisans dans l'Equateur, et Moreno s'y était créé des sympathies qui ne lui firent pas défaut. Il était encore en exil lorsque la province de Guayaquil le nomma sénateur. Il voulut alors aller prendre place au Congrès en se prévalant de l'immunité due aux représentants de la nation, mais, au mépris de ce droit, il fut détenu dans le fort de Guayaquil, et encore une fois exilé.

Sans se laisser abattre par ce nouvel échec, il veut le faire servir à son profit et pour le but qu'il a donné à toute sa vie. Il revient

en France, et s'y livre de nouveau avec ardeur à l'étude des sciences. Il veut se mettre en état de remplir la mission à laquelle il se sent appelé. Il se prépare au combat. Paris sera l'atelier où ce génie puissant ira fourbir ses armes. Il veut emprunter à la civilisation européenne les éléments de progrès qu'elle renferme, pour les consacrer à la régénération de son pays.

Pendant qu'il travaille ainsi, les événements marchent à l'Equateur, c'est-à-dire que les révolutions y succèdent aux révolutions. Enfin la chute du général Urbina permet à Moreno de retourner dans sa patrie. Sa renommée a grandi. On a appris à connaître son mérite et ses grandes qualités. A peine arrivé à Quito, il est nommé en même temps alcade par la municipalité de cette ville, et recteur de l'Université par le corps des docteurs. Son premier soin est d'établir dans l'Université un cours de chimie complètement gratuit, qui n'existait pas, et qu'il dirigea lui-même.

Il fut élu sénateur une seconde fois par la ville de Quito, capitale de la République, mais à partir de ce moment le Congrès se tient à Guayaquil. Urbina n'était plus au pouvoir, mais le gouvernement était toujours aux mains des libéraux, c'est-à-dire des ennemis de Moreno. Ce dernier fut arrêté à Guayaquil, et banni sans autres formes de procès. Heureusement, ce nouvel exil ne fut pas de longue durée. Le peuple de l'Equateur était las de ses misérables gouvernants. Une réaction se faisait, lente mais puissante, irrésistible. Elle eut pour effet une nouvelle révolution opérée, non par l'intrigue et les sourdes menées, mais par la seule force de l'opinion publique. Le 1er mai 1859, le gouvernement libéral fut remplacé par un gouvernement provisoire, composé de trois consuls, et de trois suppléants. Et le premier nommé à ces charges importantes fut le proscrit Garcia Moreno. Il se rendit sur le champ à Quito où on le reçut comme un sauveur. Le gouvernement lui donna plein pouvoir, et le mit à la tête de l'armée, conjointement avec le général Florès. Grâce aux efforts énergiques et à l'habileté de don Moreno, le parti de l'ordre finit par triompher entièrement.

Une convention fut assemblée en 1864. Un de ses premiers actes fut de nommer le Dr. Garcia Moreno, président de la République. Les premières années de son gouvernement furent paisibles.

Après une longue période d'anarchie et de terreur, l'Equateur respirait enfin. Cependant les révolutionnaires vaincus n'avaient pas renoncé à prendre leur revanche. Ils firent tant qu'une révolte éclata, vers la fin de cette première présidence de Moreno. Les rebelles, guidés par le général Urbina, s'emparèrent du seul vaisseau de guerre que possédait alors l'Equateur, après en avoir

assassiné le capitaine, et ils en firent leur repaire. En apprenant ces faits Garcia Moreno accourt à Guayaquil. A défaut de vaisseau de guerre, il prend un vapeur de transport, l'arme comme il peut, et marche sur les révoltés. Il dirige lui-même les manœuvres, et attaque les insurgés avec une telle résolution qu'il coule à fond le vaisseau qu'ils avaient volé, fait l'équipage prisonnier et s'empare des autres vaisseaux de moindre importance.

En partant de Guayaquil, il avait excité l'hilarité de quelques marins étrangers à cause de l'aspect étrange de ses forces improvisées. Mais à son retour, ils avaient à le complimenter sur son courage et sur sa victoire.

Il revient donc à Quito en triomphateur. Comme le terme de sa présidence était expiré, il s'empessa de remettre ses pouvoirs pour se retirer dans la vie privée.

En 1869, l'Equateur vit s'opérer un nouveau changement politique, mais d'une nature tout-à-fait pacifique. Une convention se réunit pour faire la constitution qui régit aujourd'hui le pays—et Garcia Moreno fut réélu président. " Comme il refusait cet honneur, dit son biographe, l'assemblée tout entière se transporta auprès de lui, regardant son acceptation comme absolument nécessaire au maintien de l'ordre." On l'avait vu à l'œuvre, et chacun avait pu se convaincre qu'il était vraiment l'homme de la situation. Ses hautes capacités, ses aptitudes multiples, son intégrité et son énergie lui avaient acquis la confiance du peuple, condition essentielle au succès d'un gouvernement, et dont Garcia Moreno avait surtout besoin pour remplir ses fonctions difficiles, et accomplir la tâche qu'il s'était imposée, en acceptant le pouvoir.

Cette tâche était immense. Il s'agissait, non d'une réforme partielle, mais d'une réforme totale et absolue. Nous avons le tableau tracé par un Equatorien, du désordre effroyable qui régnait alors dans ce malheureux pays. Certes, il y avait de quoi décourager l'âme la plus vaillante. Mais le nouveau président était soutenu par la force d'en haut, et n'ayant à cœur que le bonheur de sa patrie, il se mit courageusement à l'œuvre.

Je l'ai dit : tout était à refaire, et l'on pouvait se demander par où il fallait commencer. Mais le président n'en était pas à se poser cette question. Voulant du petit Etat de l'Equateur faire une grande nation, voulant transformer ce peuple, il savait qu'il devait commencer par le moraliser.

Moraliser le peuple : c'est le but que se proposent, en théorie, sinon en pratique, tous ceux qui dirigent, ou prétendent diriger les sociétés modernes. Mais ayant rompu avec toutes les traditions du passé, et, surtout, avec les traditions chrétiennes, ils veulent se

servir d'une morale nouvelle, inventée par les philosophes du siècle dernier, et adoptée par la Révolution. Depuis cent ans, ils la proclament et la prônent leur morale sans Dieu destinée à faire le bonheur de l'humanité en l'affranchissant du joug ridicule et vieilli de la superstition. On a vu les effets de cette morale aux jours de la Terreur et de la Commune : on peut les voir encore tous les jours dans les prisons et les bagnes.

Mais ce n'était pas suivant les idées et les principes modernes que le catholique président entendait travailler au bonheur de son peuple. A ses yeux, éclairés de la lumière de la foi, il ne pouvait y avoir de morale sans religion, et la première chose qu'il avait à faire c'était de travailler à la réforme religieuse. Le malheur des temps avait été cause que le relâchement et l'indiscipline s'étaient introduits dans les rangs du clergé, régulier et séculier. Ce fut de ce côté que se portèrent d'abord l'attention et les efforts du président. Avant tout, il fallait ramener au devoir ceux à qui il a été dit : " Vous êtes le sel de la terre ; si le sel perd sa force avec quoi conservera-t-on les aliments ? (1) Grâce à sa fermeté et à sa vigilance, Garcia Moreno vint à bout de cette entreprise délicate, et les évêques virent sous leurs ordres des prêtres et des religieux fervents et disciplinés. En même temps Moreno eut soin que les biens du clergé ne fussent pas dissipés. Quatre nouveaux diocèses furent fondés, et des missionnaires furent envoyés dans les provinces les plus reculées de la République pour évangéliser les peuplades sauvages qui s'y trouvent encore. La licence de la presse fut réprimée, le jugement des productions littéraires fut déferé au magistère ecclésiastique. Des peines sévères frappèrent non seulement les crimes contre les mœurs, mais encore toute action ou tout discours offensant publiquement l'honnêteté ; la mise en circulation des gravures indécentes ou irréligieuses fut également prohibée.

L'instruction publique venait aussi en premier lieu dans le plan de régénération sociale. Le désordre des gouvernements antérieurs avait ruiné les établissements scolaires. Moreno consacra la plus grande partie de son revenu à les rétablir et à en fonder de nouveaux. Le gouvernement surveilla avec sollicitude le progrès de ces écoles, et en 1875 on constatait que dans une période de huit ans, le nombre des élèves s'était accru de 13,000 à 32,000. La haute éducation ne fut pas moins encouragée, comme on le voit par la fondation d'une école polytechnique, d'un grand nombre de collèges, d'un conservatoire de musique, et la création

(1) *Vos estis sal terræ ; quod si sal evanuerit, in quo salietur ?* Math. 5, 13.

de quatre musées et d'un observatoire astronomique. Cet observatoire a été construit et dirigé par les Pères jésuites. C'est un des plus beaux qu'il y ait au monde. Garcia Moreno a donné la plupart des instruments. Très versé dans les sciences mathématiques, il s'intéressait vivement au succès de cet établissement, et il voulait le rendre incomparable. Enfin, il a complété ses travaux pour l'éducation publique par l'établissement d'un protectorat catholique, vaste et magnifique école des métiers, destinée à rendre les plus grands services au pays.

Les institutions de bienfaisance réclamaient aussi l'attention et les soins du chef de l'Etat. Moreno se fit nommer président de l'hôpital de Quito, en réforma le service, et le mit sur très un bon pied. Pour la direction de ces derniers établissements, Moreno fit venir des jésuites, des Frères des Ecoles Chrétiennes, des Sœurs de la Charité, du Sacré-Cœur, du Bon-Pasteur, de la Providence et des Petites Sœurs des Pauvres. C'est de Montréal que sont parties les Sœurs du Bon-Pasteur que le président Moreno demandait pour en faire des auxiliaires dans sa grande œuvre de civilisation catholique. Il était dans l'ordre des choses et des événements que Moreno reçut cette aide et cette coopération de notre pays, dont la mission spéciale, on l'a dit tant de fois et on le voit chaque jour avec plus d'évidence, est de répandre la foi catholique jusqu'aux limites les plus reculées du nouveau continent.

On comprend que les travaux publics n'avaient pas été plus favorisés que les autres branches de l'administration dans l'état de pénurie où la République s'était trouvée réduite. La capitale se trouvait pendant l'hiver privée de communications avec la mer, à cause du mauvais état des chemins. Moreno entreprit sans tarder la grande route qui doit relier Quito à Guayaquil, le principal port de mer de l'Equateur. Cette route qui, l'année dernière, était à peu près terminée, s'étend sur un parcours de 80 lieues. Elle est pavée et compte 120 ponts. C'est un travail admirable. On a construit des phares, il n'y en avait pas sur toute la côte.

A l'activité et au talent de Moreno, l'Equateur est aussi redevable de la formation de l'armée. Auparavant, l'armée était un amas qui n'avait ni organisation, ni obéissance. Elle constituait plutôt un danger et une source de trouble et de désordre qu'une protection et une garantie de paix. Elle est maintenant organisée à la française et bien disciplinée.

Enfin, nous avons à considérer le changement véritablement prodigieux qui s'est opéré dans la condition financière de l'Equateur sous l'administration de Moreno. Lorsqu'il fut nommé président, en 1864, l'Etat était en banqueroute.

En 1875, après les dépenses énormes nécessitées pour l'accomplissement des travaux que nous venons d'énumérer, Moreno pouvait, dans son dernier message au Congrès, constater que le pays se trouvait dans une situation des plus prospères. En 1873, les revenus publics dépassaient de 154,782 pesos (1) ceux de 1872; ils baissaient en 1874, par suite de la crise commerciale qui se faisait sentir alors. Les importations de janvier 1873 à décembre 1874 ont augmenté du triple. Et ce qu'il importe de remarquer particulièrement, c'est qu'au lieu d'augmenter les impôts, Moreno en a supprimé six. Dans les deux dernières années de sa présidence, le gouvernement a pu satisfaire à toutes les dépenses ordinaires, éteindre plusieurs dettes, payer 358,000 pesos, et dégrever de 4,845,598 pesos la dette publique. La dette consolidée allait être éteinte en 1876, et la dette flottante était réduite au chiffre de 1,668,904 pesos, et bientôt éteinte.

Ces chiffres parlent d'une manière assez éloquente pour qu'il soit besoin de démontrer autrement les capacités administratives du président Moreno. Qu'un ministre quelconque des gouvernements libéraux fasse seulement la plus petite partie de ce qu'a fait le président de l'Equateur, on n'aurait pas assez d'éloges pour lui, et son nom serait porté aux nues. Mais c'est à peine si le nom de Garcia Moreno a été prononcé. A part quelques feuilles religieuses, la presse, en général, s'est tue à son égard, et n'a rien dit des œuvres merveilleuses qu'il a accomplies. Ou, si l'on a parlé de lui cela a été ou pour essayer de le tourner en ridicule, comme a fait le *Figaro*, ou pour répandre sur son compte les calomnies les plus atroces, et les mensonges les plus impudents. Le *Herald* de New-York n'a-t-il pas été jusqu'à représenter le président de l'Equateur comme un cannibal altéré de sang humain ?

Certes, il y a lieu de s'étonner en voyant le monde méconnaître à un tel point le mérite évident de ce grand homme. Et pourtant, il n'est pas difficile d'en trouver la raison. Garcia Moreno était et s'est montré ouvertement et sincèrement catholique;—cela explique l'oubli auquel on a voulu condamner sa mémoire, et le silence qu'on a gardé sur les heureux résultats de sa politique. Le publier, c'eût-été admettre qu'une nation peut vivre heureuse et prospère en reconnaissant Dieu et en obéissant à l'Eglise: et cet aveu n'entrait pas dans le programme de l'école libérale. On trouvait beaucoup plus facile de rire et de calomnier.

(1) Le peso vaut à peu près une piastre de notre monnaie.

LE CHRISTIANISME DANS L'HISTOIRE

(Suite)

II

Heureusement, le Christianisme est arrivé qui a réformé ou fait disparaître tout cela. Une rénovation universelle était devenue absolument nécessaire, et il sut l'accomplir par la vertu toute-puissante qui sort de la Croix. Toutes les voies avaient été essayées dans la philosophie, la politique, la science ; et on n'avait fait que rétrograder davantage sous l'action de l'intelligence cultivée en recherche d'une règle morale et d'une loi religieuse. La multitude des systèmes avait engendré la contradiction des principes et des opinions. Tandis que la vérité restait toujours à l'état de chose inconnue, l'erreur s'était multipliée sous les formes les plus diverses, et parfois sous des images attrayantes pour étreindre les esprits et les cœurs dans un réseau de misères qui enveloppait l'homme tout entier. Après tant de tâtonnements et d'efforts, on n'avait embrassé que le vide, et bien qu'on parût encore attaché à la tradition païenne et au culte des faux dieux, on était en proie au scepticisme, terme fatal où succombe l'entendement avide de connaître quand il manque du flambeau, de la Révélation pour éclairer sa marche à travers le dédale des mystères de la vie. La raison humaine était pleinement convaincue d'impuissance ; ses lumières n'avaient été que ténèbres, ses combinaisons, qu'aberrations insensées. Désabusée de son rêve présomptueux de savoir par ses seules forces naturelles, déçue dans ses fières espérances de progrès en contemplant l'inutilité de ses travaux, dégoûtée d'elle-même et n'ayant plus l'illusion de faire mieux, elle refusait de se lancer de nouveau dans la carrière qu'elle pensait avoir parcourue jusqu'au bout, et cherchait tristement le repos dans sa stérilité.

En effet, aux premiers siècles de l'Eglise, et même avant les grands faits opérés en Judée, le monde savant, au lieu d'accroître le trésor commun des idées, vivait surtout du passé, et produisait peu en dehors des œuvres purement littéraires. On était las de théories ne menant à rien, se contredisant entre elles pour aboutir au doute systématique qui ne saurait satisfaire un esprit curieux de problèmes, mais que la certitude seulement peut fixer. On ne voulait plus d'utopies plus ou moins chimériques, et on n'estimait que les réalités de ce monde qui, d'ailleurs, étaient, aussi bien qu'aujourd'hui, loin de tenir ce qu'elles promettaient à la foule. La Providence choisit cette heure de désenchantement et de lassitude après quoi il ne reste plus que le désespoir ou la mort, pour intervenir avec éclat dans l'univers et venir en aide à l'humanité sur le point de périr, en la renouvelant au sein de l'Eternel. "Le genre humain, dit Quinet, haletant, épuisé, dégoûté de lui-même, fit comme le disciple bien-aimé, il pencha la tête, et se reposa dans l'ample sein du Christ." Cet événement, l'un des plus heureux de l'histoire, et peut-être le plus fertile en résultats de toute sorte, fut pour le monde l'aurore d'une ère qui ne ressemble en aucune façon aux époques plus ou moins désolantes qui l'ont précédée.

Jusque-là, on s'était cru, et avec trop de raison, sous la loi d'une décadence invincible à laquelle on n'apercevait ni fin ni remède, et on attribuait avec non moins de justesse ce triste ordre de choses à une malédiction divine encourue par la prévarication humaine dans un état entièrement changé depuis. Mais sous l'influence de la religion nouvelle, on allait sortir de cette période de la vengeance et du châtement pour naître à un autre mode d'existence où l'oppression ne serait plus qu'un accident au lieu d'être la règle générale, le fait permanent, comme dans l'antiquité. Au règne d'une justice vengeresse, toujours armée contre le coupable, et qui ne cessait jamais de sévir, allait succéder, grâce à la victime expiatoire du Calvaire et à l'action perpétuelle de l'Eglise, le règne de la miséricorde et du pardon. Ce règne à la durée duquel il n'est pas assigné de limites, s'affirme non-seulement dans l'ordre spirituel où il est plus sensible en ses effets salutaires, mais encore dans l'ordre temporel où il se manifeste à chaque page des archives des nations. Aux quarante siècles de malheur et d'abjection qui ont pesé de tout leur poids sur l'espèce humaine avant la venue de son Rédempteur, nous pouvons opposer les dix-huit siècles de grandeur et de gloire qui se sont écoulés depuis lors. La réhabilitation par l'exercice des vertus n'est pas moins évidente que l'était autrefois la dégradation par le vice. La liberté ayant pour fondement le droit, pour condition le devoir, et pour

attribut la justice, a remplacé l'asservissement antique qui se développait à tous les degrés de l'échelle sociale. La charité avec ses prodiges de bienfaisance et de dévouement, s'est substituée à l'égoïsme qui isolait les hommes et les rendait réciproquement ennemis dans les sociétés formées au sein de l'idolâtrie ; et c'est là le meilleur changement que l'on doive au principe chrétien, si profondément pénétré du dogme sauveur de la fraternité humaine et de la paternité divine.

Le type du paganisme, c'est l'être intelligent divinisé avec son orgueil et ses misères, ses abaissements et ses hontes, sa soif de jouissances et son horreur du sacrifice et de l'épreuve ; c'est le sensualisme élevé à la hauteur d'un système sacro-saint, confondant la licence avec la liberté naturelle, et prenant souvent le mal pour le bien ; c'est la matière usurpant la place de l'esprit, requérant l'adoration au profit des passions, c'est le ciel tombé sur la terre,

“ Marchant et respirant dans un peuple de dieux.”

c'est Vénus sortant des flots et respirant la luxure qu'elle inspire pour convier toute créature au plaisir.

Le symbole du Christianisme au contraire, c'est l'expiation, fille de la douleur ; se dévouant pour effacer les fautes dans l'âme des mortels ; c'est Jésus expirant sur une croix et nous invitant à le suivre dans la voix sanctifiante de la souffrance où, bon gré mal gré, il faut entrer tôt ou tard ; c'est le spiritualisme décrétant la servitude de la chair pour en prévenir les abus, et élargissant à l'intelligence son domaine en lui ouvrant par la sublimité de sa doctrine des perspectives infinies ; c'est Dieu se faisant homme pour régénérer l'homme déchu, le délivrer de soi-même et de ses inclinations vicieuses, lui inoculer ce sang précieux qui lui donne une valeur inestimable en le libérant de l'esclavage du péché et de la mort, le restaurer dans l'excellence de sa condition première, le détacher de la terre où il ne saurait trouver le bonheur inconnu auquel il aspire, et l'entraîner à sa suite vers le ciel.

Par la différence de leur but, on peut juger d'un coup d'œil de la différence des effets que l'une et l'autre de ces formes religieuses engendrent dans l'humanité qui a alternativement subi leur empire.

Le Christianisme est un fait qui s'impose forcément à la considération de tous, fait unique dans sa cause surnaturelle et ses développements historiques, sans rien qui lui ressemble et sans rien qui le suive ; fait générateur d'une époque de perfectibilité et de

progrès que nul principe de vie, aucun élément de salut ne faisait pressentir au moment où il se produisit dans l'univers ; fait miraculeux qui domine de sa hauteur prodigieuse tous les phénomènes de l'histoire ; le plus grand, le plus providentiel qui se soit incarné au sein du genre humain puisqu'il créa au milieu de la confusion, de l'anarchie et de l'effrayante immoralité de la civilisation païenne, tout un nouvel ordre de choses différant essentiellement des institutions du passé.

De ce fait historique et divin découlent comme de leur source la plupart des idées et des événements qui ont pris place sur la scène du monde depuis Constantin jusqu'à nos jours. Partout, dans tous les ordres de connaissances et dans toutes les branches de l'activité humaine, son influence généreuse s'est fait voir et sentir. La politique, la législation, les sciences, les arts et les lettres, durant cette longue et active période, ont évolué d'un mouvement continu autour du Christianisme soit pour l'affermir ou en tirer parti, soit pour l'attaquer ou le défendre, le protéger ou le proscrire. Il a rempli de sa présence l'arène sociale ou s'agitent les destinées des peuples, et s'incorporant à la société domestique et civile pour les régler et les contenir dans le bien, il a mené à lui seul, depuis le quatrième siècle, le drame mouvementé de l'histoire. Personne n'est resté indifférent à son égard. Tous, avec des sentiments divers, se sont intéressés à son œuvre. Tous, même les incrédules, ont été saisis de respect et d'admiration à son aspect. Les uns sont allés le chercher dans leurs doutes, et l'ayant connu dans sa vérité, dans sa perfection, dans ses preuves, ils ont incliné leur raison devant son génie, et s'y sont attachés avec amour. Les autres l'ont fui ou renié dans leur orgueil, et l'ont combattu à outrance. On a crié *Hosanna* ou *Tolle* sur son passage, on a chanté son éternelle jeunesse et l'immortalité qui le couronne, ou prophétisé follement ses funérailles ; la foi l'a élevé jusqu'aux nues et l'incroyance a essayé de le faire descendre aux abîmes ; chacun, en un mot, a pris parti pour ou contre lui dans la lutte des principes et des opinions : mais jamais il n'a cessé de remuer profondément les entrailles de l'humanité. C'est uniquement par la vertu surhumaine de son concours et de ses lumières que celle-ci a réalisé infiniment plus de progrès dans une phase de quinze siècles qu'elle n'en avait fait dans l'espace des trois mille ans compris entre l'époque de la dispersion des hommes dans les plaines de Sennaar, après la tentative infructueuse de la tour de Babel, jusqu'à celle de l'invasion des Barbares. Le rayonnement de sa doctrine a éclairé et civilisé le monde presque aussi vite que l'avaient aveuglé et perverti les ténèbres du polythéisme.

Abstraction faite des prophéties qui prédisaient dans leur langage symbolique l'avènement du Christ attendu en Judée, rien, à considérer l'état des esprits, n'annonçait quelque chose de semblable au Christianisme quand il parut rayonnant de lumière et de vie au milieu des ombres mortelles du paganisme. Il régnait bien alors, il est vrai, en différentes parties de l'univers, une attente de quelque grand changement qu'on croyait devoir bientôt arriver. Car la situation universelle était si mauvaise et si désespérante qu'on se réfugiait en quelque sorte dans l'avenir pour échapper aux tristesses du présent. L'espérance, qui ne s'éteint jamais entièrement au cœur de l'homme, reprenait vigueur à l'approche de Celui que le Prophète appelle le Désiré des nations, par une de ces attractions mystérieuses que la raison est forcée d'admettre sans pouvoir en expliquer la nature. Mais nulle part on n'avait le presentiment ou l'idée de cette religion nouvelle à laquelle on était loin de s'attendre, et de cette immense révolution religieuse qui allait déplacer en les renouvelant, toutes les bases du monde moral. Dans l'horrible condition où se trouvaient les idées et les mœurs, cela était une utopie absolument irréalisable dans l'ordre des faits. Les intelligences étaient tellement matérialisées, les doctrines prédominantes si profondément vicieuses, et les tendances générales si imprégnées de sensualisme qu'on n'aurait pu même s'élever à une conception si sublime, si parfaite et si pure de Dieu, du monde et de leurs rapports.

On nous objectera peut-être Sénèque et sa philosophie effectivement supérieure en substance aux créations du génie philosophique de la Grèce. Mais ce philosophe moraliste écrivit après que le Christianisme se fut introduit à Rome aussi bien que dans les provinces de l'empire ; il avait dû entendre St. Paul qui y prêcha en toute liberté pendant deux ans, et dont l'éloquence ainsi que l'originalité doctrinale devaient impressionner vivement les païens qui l'écoutaient. Quelques écrivains ont même soutenu qu'il avait entretenu une correspondance épistolaire avec le grand Apôtre, et qu'il n'était pas éloigné de partager ses enseignements. Par des extraits comparés, on a confronté beaucoup de ses maximes et de ses sentences avec des passages empruntés aux épîtres de St. Paul, et on est frappé de la ressemblance des uns et des autres. Or, il est certain que Paul ne connaissait pas les écrits de Sénèque : le Juif converti sur le chemin de Damas mettait toute sa gloire à ne savoir que Jésus, et Jésus crucifié. Sans croire donc au christianisme de Sénèque et à sa prétendue conversion, nous restons persuadé qu'il eut une connaissance plus ou moins étendue des Livres Saints et

de la prédication évangélique : ce qui explique les beautés clair-semées de sa morale si peu d'accord avec l'esprit qui anime généralement ses ouvrages, remarquables sans doute pour le temps, mais trop admirés par un certain nombre de penseurs plus enclins au paradoxe que sincèrement amoureux de la vérité. A part lui dont les œuvres, surtout ses *Epîtres* et son traité sur la *Providence*, méritent mieux que celles de Platon d'être appelées *la préface humaine de l'Évangile*, il n'y a personne dans l'antiquité profane qui ait exprimé des sentiments ou des opinions approchant du Christianisme.

Mais pour se convaincre davantage qu'il fut exclusivement l'ouvrage du ciel, et non le résultat des progrès de l'entendement humain, il suffit de rappeler la guerre implacable que lui déclarèrent dès sa naissance les esprits les plus lettrés chez les Juifs et les Gentils. S'il n'eût été que le fruit, le couronnement du travail intellectuel accompli dans la succession des âges, il eût, dès l'origine, acquis les sympathies des savants qui, y apercevant l'œuvre du génie développé, mûri par l'expérience et la science, auraient été les premiers à l'accueillir et à le répandre comme le chef-d'œuvre de la pensée au service de l'idée religieuse. Mais ils virent bien qu'au lieu d'être l'expression perfectionnée des systèmes en vogue, il en était au contraire la négation manifeste et vivante ; qu'il rompait violemment et ouvertement avec le passé pour créer un avenir inconnu dont ils redoutaient le mystère ; qu'il renversait avec leurs doctrines toutes les idées reçues en philosophies et en science sociale, de même qu'il contredisait tous les préjugés populaires.

Aussi, irrités d'une pareille audace, et jaloux d'une innovation qui échappait naturellement à leur contrôle, firent-ils un pacte avec l'ignorance, la politique et la superstition pour courir sus à l'ennemi commun dont le triomphe menaçait de ruiner leur prestige en même temps que leurs utopies. Ils ne pardonnaient pas à un Juif obscur, qui n'avait jamais fréquenté leurs écoles, d'avoir sans effort laissé fort loin derrière lui le Lycée et le Portique ; d'avoir, par ses leçons et ses exemples, inspiré l'amour d'une sagesse très-supérieure à tout ce qu'ils avaient rêvé dans leur plus haute présomption ; d'avoir établi entre Dieu et l'homme des rapports de subordination et de tendresse qu'ils n'avaient pas même soupçonnés, et enfin, d'avoir résumé en quelques préceptes d'une compréhension facile toute la science de la vie.

Quand on s'est fatigué dans l'étude de ces vieux systèmes qui s'adressent à l'intérêt, flattent les passions, autorisent le plaisir, épaississent les ténèbres à l'horizon du monde moral, et qu'on

ouvre ensuite l'Évangile pour lui demander la lumière et le repos, on se croirait transporté dans un autre univers.

Loin donc d'avoir préparé les voies au Christianisme, la philosophie antique fut plutôt un obstacle à la régénération universelle qu'il devait entreprendre.

Avant lui, il n'y avait qu'une institution sur laquelle on pût fonder une espérance quelconque de réforme, c'était le judaïsme. Mais soit qu'on l'examine en lui-même, ou dans ses rapports avec les sociétés païennes, le judaïsme était impuissant à renouveler l'univers. La législation mosaïque faite spécialement pour un peuple peu nombreux, réglant tout par des prescriptions minutieuses et compliquées, se mêlant à tout, même aux actes les moins importants de la vie commune pour les gouverner au moyen d'observances gênantes d'un accomplissement difficile, décrétant la constitution politique et civile aussi bien que la constitution religieuse des tribus confiées à sa garde, donnant des règles invariables de gouvernement et d'administration en même temps qu'elle établissait une foule de cérémonies et de rites d'une complication infinie, cette législation particulière, admirablement combinée, il est vrai, pour une œuvre de conservation rendue nécessaire au milieu de l'idolâtrie générale afin de maintenir la race choisie de Dieu dans le culte de l'unité divine en l'éloignant des idolâtres et de leurs coutumes, n'était pas, on le sent, destinée dans la pensée même de son auteur, à captiver le genre humain tout entier sous ses lois. L'aurait-elle été d'ailleurs, que ceux qui en possédaient le privilège n'auraient pas voulu le partager sans restriction avec les profanes.

Les Juifs, fiers de leur situation unique dans le monde ancien, et jaloux de leurs prérogatives que leur avaient méritées la foi des aïeux, n'avaient pas le pouvoir ni surtout la volonté d'inculquer leur croyance aux Gentils qu'ils regardaient à tort comme irrévocablement réprouvés du ciel. De plus, l'esprit de secte et de contradiction devait finir par exercer des ravages terribles parmi eux. S'ils témoignaient encore un respect affecté pour la loi de Moïse dont ils observaient la lettre sans en pénétrer le sens sacré, ils l'outrageaient sans remords par le scandale de leur conduite. Ils la faisaient mépriser et haïr des étrangers en la surchargeant de pratiques superstitieuses, puériles, et en la faisant servir de texte à d'interminables disputes. Au reste, leur condition politique était trop misérable et trop dépendante, leurs principes et leurs mœurs ne se distinguaient point assez de ce qui se voyait ailleurs pour faire surgir de là une réaction morale dans le monde, devenu esclave en devenant Romain. Obéissant à la destinée commune,

suivant ce même chemin de la décadence où les autres nations privées de règle précipitaient leurs pas, les enfants d'Israël opprimés dans leur patrie, victimes, eux aussi, de la conquête qui avait tout absorbé : les nationalités, les libertés et les droits, n'avaient plus d'espérance que dans le Messie pour les affranchir des misères de la servitude.

Plus on étudie les origines du Christianisme, plus on approfondit les obstacles au sein desquels il s'est produit, et l'absence de tout principe régénérateur, de tout établissement favorable pour l'aider dans son travail de géant lorsqu'il s'affirma en face des esprits comme un signe de contradiction, comme une marque de censure, mieux on est en état de conclure avec St. Augustin qu'en supposant même, contre la vérité historique, qu'il se soit établi sans l'assistance des miracles, sa fondation au milieu de la civilisation matérialiste du siècle d'Auguste, des prestiges de la théurgie, de l'opposition des philosophes, des souverains et des prêtres, et du nombre innombrable des bourreaux, constitue en vérité le plus grand des miracles.

Pour restaurer tout, les hommes et leurs institutions anti-naturelles ou anti-sociales, il lui fallait s'emparer du mouvement des choses humaines afin de pouvoir leur imprimer une direction différente. Cette nécessité qui formait la condition obligée de ses succès dans l'avenir, le mettait aux prises avec toutes les passions et toutes les puissances de la terre. Mais il naquit tout armé, et descendant aussitôt dans l'arène, il engagea la lutte.

Elle dura trois siècles avec un emportement inouï d'un côté, et une abnégation infinie de l'autre. Elle se ralentit ensuite pour éclater par intervalles avec une vigueur nouvelle, et elle se prolonge en passant par des vicissitudes diverses pour perpétuer, au milieu du sang et des ruines, dans les générations qui se succèdent, ce duel redoutable entre le bien et le mal, engagé dès l'origine du monde, et dont les péripéties composent le drame de la vie humaine, avant de servir à la composition de celui de l'histoire. Mais le Christianisme, ne voulant agir que sur l'âme au moyen de la persuasion et de l'exemple, ne songeait nullement à triompher par la force, à l'instar de ses adversaires. Aussi, rejetant avec horreur la violence loin de lui, il n'appela à son aide que la charité, qui fut l'instrument sublime de son triomphe sur Rome et César.

F. X. DEMERS.

(à continuer)

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

PAR LE R. P. LIBERATORE, S. J.

CHAPITRE I.

(suite)

§ IV.—*Absurdité du système catholique libéral*

Le vice radical des catholiques libéraux est l'incohérence. Cela ressort de ce qui a été dit jusqu'ici, car si le libéralisme même entendu au sens modéré est une doctrine hétérodoxe, il y a évidente et solennelle contradiction à vouloir y adhérer et faire en même temps profession d'orthodoxie. Les catholiques libéraux rejettent le manichéisme en principe, mais ils l'approuvent en pratique ; ils l'écartent de la cause, mais ils l'introduisent dans l'effet. Ce qu'il ne sera pas mauvais d'éclaircir un peu plus au long.

Et d'abord leur incohérence apparaît en ce qu'ils veulent faire abstraction des principes qu'ils appellent injurieusement des principes abstraits.

Mais ces principes sont-ils vrais, oui ou non ? Nier qu'ils le soient, ils ne le peuvent pas, à moins de renoncer au catholicisme, puisqu'en dernière analyse ils se réduisent à des vérités de foi, telles que celles-ci : l'ordre naturel doit être subordonné à l'ordre surnaturel, la nature à la grâce, la vie présente à la vie future. Et puisque ces vérités ne le sont pas pour l'individu seulement,

mais pour l'homme en quelque'état qu'il soit, on voit d'ici la conséquence qui en résulte pour ce qui regarde l'ordre. Les libéraux catholiques (au moins le plus grand nombre) admettent cette conséquence prise en soi, seulement ils n'en veulent pas l'application.

Mais grand Dieu ! est-ce que ce ne sont pas des vérités pratiques, c'est-à-dire destinées à régler nos actes ? Et peut-on sans incohérence admettre une vérité destinée à régler nos actes, et ne vouloir pas qu'elle en vienne à les régler en effet.

Les circonstances le défendent, reprennent-ils. Ceci est une autre affaire. Si telle est vraiment la considération qui vous fait agir, tenez-vous-y. Distinguez, comme on l'a dit heureusement, la thèse de l'hypothèse. Dites hautement que l'alliance de l'Etat avec l'Eglise, et, par suite, l'harmonie entre les deux pouvoirs est nécessaire en soi et imposée par le plan de Dieu, mais que par malheur le monde actuel n'en veut rien savoir. Louez donc l'alliance et déplorez l'aveuglement et la malice du monde. Mais ce n'est pas ce que vous faites. Au contraire, vous conseillez à l'Eglise de rompre par sa propre initiative toute attache avec l'Etat, de ne prétendre à aucune ingérence dans ses affaires, de rentrer dans les limites de l'ordre purement spirituel ; et vous apportez pour raison que l'Eglise en aura plus d'avantage !

En quoi nous voyons une nouvelle contradiction. Comment, en effet, peut-il être plus avantageux de faire l'opposé de ce qui est dans le plan divin ? Ou il faut nier que l'accord de l'Eglise et de l'Etat soit voulu de Dieu (et alors nous voilà de nouveau à la négation des principes), ou il faut soutenir qu'il est plus avantageux à l'Eglise et à l'Etat de mettre à exécution le plan divin, et que ne pouvoir le faire en des circonstances données, c'est un mal qu'on peut déplorer, mais qu'on ne doit jamais louer et beaucoup moins conseiller.

Mais que de maux l'Eglise a eu à souffrir de la part des princes qui se faisaient ses protecteurs ! Qu'on se rappelle ses luttes avec les empereurs de Byzance, les Césars d'Allemagne, les rois de France, d'Espagne et les autres ! Fort bien ; tel est le lieu commun qu'on ne se lasse pas d'invoquer. Mais que prouve-t-il ? Une seule chose : les efforts de l'homme dépravé pour corrompre l'œuvre de Dieu. Mais parce que l'homme essaie de corrompre l'œuvre de Dieu, faut-il pour cela la méconnaître ou l'abandonner ? D'abord l'objection que l'on fait pêche par incomplète énumération, elle ne regarde en effet que le mal et ne voit pas le bien ; elle ne rapporte que les maux mêlés au bien, et ne parle pas des biens considérables qui demeuraient et couvraient le mal. Si parfois la protection des princes dégénérait en oppression, le plus souvent elle

était une aide et un appui pour l'Eglise. Ensuite l'objection pèche par défaut de comparaison. Car s'il s'agissait de peser les maux que les princes firent souffrir à l'Eglise et ceux que les libéraux sont en train de lui faire souffrir, nous ne savons trop de quel côté pencherait la balance. Ne parlons pas de l'Italie où le système politique est le libéralisme absolu ; n'avons-nous pas quelque autre pays où le libéralisme implanté par une majorité catholique paraît avoir tous ces tempéraments, toutes ces prudentes réserves qui doivent en assurer le prétendu bienfait, et où malgré cela l'Eglise reçoit de si graves blessures qu'on ne sait où elles aboutiront dans un avenir plus ou moins prochain ? Enfin l'argument pèche par fausse conséquence. En effet, de ce que des abus s'introduisent dans un système nécessaire en soit et prescrit de Dieu, il s'ensuit uniquement qu'on doit tout faire pour séparer le bien du mal, mais nullement qu'on doit les rejeter l'un et l'autre pour se tourner vers un autre système criminel en soi et contraire au plan divin.

Cette dernière chose, disent-ils enfin, encore qu'elle soit désirable, n'est plus possible ; le siècle y répugne, et s'obstiner à la soutenir n'aboutirait qu'à irriter les esprits et à augmenter leur aversion pour l'Eglise. Il y aura plus de prudence à faire, comme on dit vulgairement, de nécessité vertu, et, en acceptant un état de choses que nous ne pouvons faire disparaître, à empêcher une ruine totale. Tel est le raisonnement capital des adversaires. Seulement de cette manière, les catholiques libéraux tombent, à notre idée, dans une incohérence sans pareille puisqu'ils sortent complètement de la question. Il ne s'agit pas ici de savoir si, la mauvaise volonté du monde étant posée, on doit patienter et essayer d'en tirer le meilleur parti possible, mais il s'agit de savoir s'il convient d'approuver une condition sociale pareille et de la soutenir de ses efforts. Dans les trois premiers siècles aussi, l'Eglise persécutée dut vivre comme elle put, mais était-ce pour cela un état de choses à glorifier et devait-on travailler à le rendre durable ? Nous savons bien que le monde est malade et qu'il court à sa perte en furieux. Mais c'est justement pour cela qu'il faut le guérir, et par la persuasion et par des actes l'amener à réfléchir. Favoriser en ce cas-là ses volontés, flatter ses folles visées, c'est le trahir. Que diriez-vous d'un médecin qui, pour ne pas irriter son malade, laisserait envenimer ses plaies ? Vous l'accuseriez de pitié cruelle et malavisée. Et si ce médecin soutenait en outre que ce régime, mortel d'après les règles de l'art, est néanmoins salutaire en pratique, attendu la volonté du malade, ne croiriez-vous pas qu'il a perdu le sens ?

CHAPITRE II.

LE CONCEPT CATHOLIQUE.

Nous venons de voir les trois formes du concept libéral relativement aux rapports de l'Eglise et de l'Etat et nous en avons montré l'absurdité; mais pour qu'il y ait égalité il faut nous arrêter quelque peu à considérer le concept des catholiques sans épithètes.

§ I.—Exposition du concept catholique.

Le catholicisme pur n'admet aucune de ces trois prétentions. Il n'admet pas la suprématie de l'Etat, parce qu'elle se fonde sur la négation de Jésus-Christ, de l'immortalité de l'âme, de l'existence même de Dieu. Il n'admet pas l'indépendance absolue de l'Etat, parce qu'elle se fonde sur la négation de l'unité de Dieu et professe un dualisme insensé. Enfin il n'admet pas la séparation même uniquement pratique de l'Eglise et de l'Etat, parce que c'est une désastreuse incohérence fondée sur le divorce de la théorie et de la pratique, des dispositions de l'homme et des plans de Dieu. Il soutient comme nécessaire l'harmonie entre l'Eglise et l'Etat, harmonie qui vient de la subordination de l'un à l'autre. Sans cela ce serait un mot vide de sens; car la concorde, la paix n'est que la permanence de l'ordre, et point d'ordre possible dans les choses si elles ne sont disposées, suivant l'exigence de leurs mutuels rapports. C'est une doctrine qui est commune parmi les catholiques, comme Suarez l'affirme expressément; après avoir établi cette thèse: *Dicendum est potestatem ecclesiasticam non solum esse in se nobiliorem, sed etiam superiorem, et habere sibi subordinatam et subjectam potestatem civilem*, il ajoute: *Est conclusio hæc certa et communis apud catholicos* (1). Et il dresse en preuve de son assertion une longue liste de théologiens et de Papes dont l'enseignement, sans aucun doute, doit servir de règle à qui veut avoir du catholique non-seulement le nom, mais encore la réalité. Nous rapporterons ailleurs un assez grand nombre de ces autorités; pour le moment, citons-en deux seulement, un Docteur et un Pape. Saint Thomas dans son premier livre de *Regimine Principum* raisonne ainsi: La société humaine a pour flu la vie vertueuse, puisque les hommes ne s'unissent en société que pour

(1) *De Legibus*, l. IV, c. IX.

s'entr'aider à bien vivre, et que bien vivre pour l'homme, c'est vivre dans la vertu. Néanmoins c'est une fin qui ne peut pas être absolument la dernière, puisque l'homme, par son âme immortelle, est ordonné au bonheur éternel, et que la société instituée au profit de l'homme ne peut faire abstraction de ce qui est le bien suprême de celui-ci. La fin dernière de la société n'est donc pas de vivre dans la vertu, mais de parvenir par la vie vertueuse au bonheur éternel. Or, on ne parvient au bonheur éternel que sous la conduite et la direction du Christ, lequel n'a pas commis ce soin ici bas aux princes séculiers, mais au sacerdoce qu'il a institué, et surtout au prince des prêtres, à son Vicaire, au Pontife romain. Il faut donc que les princes chrétiens demeurent soumis au sacerdoce chrétien et principalement au Pontife romain, puisque de celui que regarde le soin de la fin dernière doivent dépendre ceux à qui revient le soin des fins prochaines ou intermédiaires (1).

Ce raisonnement est la limpidité même et il est irréfutable. Quelle est, en effet, la proposition qu'on pourrait reprendre? Serait-ce celle où il est dit que la fin de la société civile consiste dans la vie vertueuse? Mais pour cela il faudrait nier ou que la société est instituée pour le bien des hommes qui en font partie, ou que le premier des biens de l'homme à l'état social, celui par conséquent qui par rapport aux autres a la raison de fin, est la vertu. Et encore nierait-on cette proposition, qu'on ne gagnerait absolument rien, car il est trop évident, quelle que soit la fin qu'on assigne à la société civile, qu'elle doit toujours être subordonnée à la fin dernière, à moins qu'on ne veuille faire de l'homme une brute sans autre destinée que le bien-être de la vie présente. Supposé ensuite que la fin civile est de sa nature subordonnée à la religieuse, tout le monde le voit, la conséquence nécessaire qui en découle est que le pouvoir qui conduit à la première doit être subordonné au pouvoir qui mène à la seconde.

Voyons maintenant de quelle manière la même vérité est exposée par un Pape. Prenons Boniface VIII qui l'a affirmée plus expressément que tout autre dans sa bulle dogmatique *Unam Sanct-*

(1) Ad hoc homines congregantur ut bene simul vivant; bona autem vita est secundum virtutem; virtuosus igitur vita est congregationis humanae finis.... Quia homo vivendo secundum virtutem ad ulteriorem finem ordinatur qui consistit in fruitione divina, oportet eundem finem esse multitudinis humanae. Non est ergo ultimus finis multitudinis congregatae vivere secundum virtutem, sed per virtuosam vitam pervenire ad fruitionem divinam. Hujus regni (c'est-à-dire de l'Église) ministerium, ut a terrenis essent spiritalia distincta, non terrenis regibus sed sacerdotibus est commissum et præcipue summo sacerdoti, successori Petri, Christi Vicario, romano Pontifici; cui omnes reges populi christiani oportet esse subditos, sicut ipsi Domino Jesu Christo. Sic enim ei ad quem finis ultimi cura pertinet, subditi debent illi ad quos pertinet cura antecedentium finium et ejus imperio dirigi. De Reg. Princ., l. 1, c. XIV.

iam Ecclesiam (1). Le Saint-Père commence par établir l'unité de l'Eglise, cette grande et universelle société dans laquelle tous les chrétiens ne forment qu'un seul corps. De ce corps qui est un, poursuit-il, une doit être absolument la tête ; et cette tête, invisiblement c'est le Christ, visiblement c'est son Vicaire en terre, le Pontife romain auquel le Christ lui-même a confié l'office de Pasteur suprême de l'Eglise. Mais si une est la tête, il faut que tout ce qui se trouve dans ce corps ou lui appartient de quelque manière lui soit soumis. Il faut donc que le glaive matériel, symbole du pouvoir civil, soit subordonné au glaive spirituel, symbole du pouvoir ecclésiastique. Ainsi l'exigeait indispensablement et le bon ordre et le rapport voulu des choses dont c'est une loi divine que les inférieures soient soumises aux moyennes, et celles-ci aux supérieures. Or, ceci n'est ignoré de personne : la puissance ecclésiastique dépasse autant en noblesse et en dignité la puissance terrestre, quelle qu'elle soit, que les intérêts spirituels surpassent les intérêts temporels (2).

Cette décision est péremptoire, et l'on ne peut la rejeter sans cesser d'être catholique. Du reste outre l'autorité qu'elle a pour elle, la raison qu'elle apporte est très-convaincante. En effet il n'y

(1) Il est des revues et des publicistes de l'école libérale qui s'irritent d'entendre appeler cette bulle dogmatique. Mais elle l'est évidemment, soit en raison de sa matière, soit en raison de l'autorité dont elle émane. Le Pape y parle à l'Eglise universelle, en sa qualité de Docteur, sur des points doctrinaux de la plus haute importance comme est certainement celui des relations de l'Eglise et de l'Etat. Enfin il termine sa bulle par une définition expresse : "Subesse romano Pontifici omnem humanam creaturam, declaramus, dicimus, definimus et pronunciamus omnino esse de necessitate salutis." Quant à son autorité, elle a déjà celle de Boniface VIII, suffisante par elle-même, et de plus celle de Léon X qui la confirma dans la bulle qu'il donna pour condamner et annuler ce qu'on appelle la Pragmatique sanction de France. Enfin elle a l'approbation d'un concile œcuménique qui fut le cinquième de Latran. Voici les paroles du Pape Léon : "Cum de necessitate salutis existat, omnes Christiani fideles romano Pontifici subesse, prout divinis Scripturæ et Sanctorum Patrum testimonio edocemur ac constitutione fel. mem. Bonificii Papæ VIII, similiter prædecessoris nostri quæ incipit UNAM SANCTAM, declaratur; pro eorumdem animarum salute ac romanæ Pontificis et hujus Sanctæ Sedis suprema auctoritate, et Ecclesiæ Sponsæ suæ unitate et potestate Constitutionem ipsam, sacro præsentî Concilio approbant, innovamus et approbamus." Or une bulle qui est sanctionnée par deux Papes avec l'approbation d'un concile œcuménique, et qui renferme une définition solennelle, est sans contredit une bulle dogmatique. *Corpus Juris Canonici*, t. 2, sept. Decr., l. III, tit. VII, De Conciliis.

(2) Unam sanctam Ecclesiam catholicam et ipsam apostolicam, urgente fide, credere cogimur et tenere... Igitur Ecclesiæ unus et unicus unus corpus, unum caput, non duo capita quasi monstrum, Christus (videlicet) et Christi Vicarius Petrus Petrique successor, dicente Domino ipso Petro : "Pascere oves meas..." Oportet gladium esse sub gladio et temporalem auctoritatem spirituali subijci potestati. Nam cum dicat Apostolus : "Non est potestas nisi a Deo, quæ autem sunt a Deo ordinatæ sunt," non ordinatæ essent, nisi gladius esset sub gladio, et, tanquam inferior reduceretur per alium in supremam. Nam secundum B. Dionysium lex divinitatis est, infima per media in supremam reduci. Spiritualem autem et dignitatem et nobilitatem terrenam quamlibet præcellere potestatem, oportet tanto clarius nos fateri quanto spiritualia temporalia antecellunt. *Corpus Juris Canonici*, t. 2. Extrav. commun., l. I, tit. VIII.

a qu'un insensé qui puisse imaginer qu'ayant toutes deux leur origine en Dieu, la puissance spirituelle et la puissance temporelle en dérivent sans ordre entre elles, ou ce qui est pis avec un tel désordre que la plus noble, je veux dire la spirituelle, soit soumise à la temporelle. Pareillement on ne peut pas concevoir que les hommes, formant un seul corps (car la personnalité humaine est une et ne peut se scinder en deux), n'aient pas en dernière analyse un seul chef suprême de qui vient la suprême direction à laquelle doit se conformer toute direction secondaire. Sans cela, il ne peut y avoir que bouleversement et confusion (1).

§ II.—Autres Preuves

“ Le fondement principal de cette vérité (ainsi parle Suarez exposant le même sujet) est fourni et par la raison et par l'autorité. Il se tire en effet de l'unité de l'Eglise de Jésus-Christ, unité suffisamment indiquée dans l'Evangile et expliquée par St. Paul écrivant aux Corinthiens: *Tous nous avons été baptisés pour être un seul corps* (2), et aux Romains: *Quoique beaucoup, nous sommes un seul corps dans le Christ* (3); aux Ephésiens (4) il a dit la même chose et souvent ailleurs. Le Christ Seigneur a donc fait de son Eglise un unique royaume spirituel dans lequel un seul également doit être Roi et prince spirituel. Donc il est nécessaire que la puissance temporelle lui soit soumise comme le corps est soumis à l'âme. C'est par cet exemple que saint Grégoire de Nazianze explique la subordination des deux pouvoirs (5). Et avec raison. De même en effet que l'homme ne serait pas bien ordonné, si le corps n'était soumis à l'âme, ainsi l'Eglise ne serait pas convenablement instituée, si la puissance temporelle n'était soumise à la puissance spirituelle..... Où est un seul corps, il faut qu'il y ait une seule tête qui de quelque manière ramène tout à soi, autrement il n'y aurait ni paix, ni unité parfaite possible. Mais l'Eglise de Jésus-Christ est un seul corps comme nous avons dit, donc malgré qu'il existe en elle diverses puissances, diverses magistratures, il est nécessaire qu'elles soient toutes subordonnées entre elles, de sorte qu'elles soient en quelque façon ramenées à l'unité. Donc ou la puissance spirituelle est subordonnée à la puissance temporelle, ou celle-ci à

(1) *Unum corpus, unum caput. Oportet igitur gladium esse sub gladio et temporalem auctoritatem spirituali subijci potestati.* Ibid., I. c.

(2) I Corinth., XII, 13.

(3) Rom., XII, 5.

(4) Eph., IV *passim*.

(5) Orat., 17 ad popul. timore percussam.

celle-là. La première partie de la disjonctive n'est pas possible parce que, comme raisonne le Pape Boniface d'après saint Paul, les choses qui sont de Dieu sont ordonnées, et ce serait l'ordre renversé, si le spirituel était soumis au temporel; c'est donc la seconde partie qu'il faut admettre (1)."

"Il est une autre preuve qu'on peut tirer de l'obligation où sont les Papes de rendre compte à Dieu des âmes des rois et de les paître en vertu de leur autorité. Par ces paroles : *Pais mes brebis*, les rois aussi et les empereurs furent assujettis à Pierre; car, comme nous l'avons expliqué, dans le mot *paître* est aussi contenue la puissance de régir. Et ne dites pas que cela s'entend de la puissance spirituelle; non, parce que le gouvernement temporel, pour être juste et bon, doit avoir une règle spirituelle. Donc il est nécessaire que la puissance temporelle de régir soit réglée par la puissance spirituelle, et cela est lui être soumise et subordonnée. Et voilà comment les Papes doivent rendre compte à Dieu des rois et des empereurs, en tant que c'est à eux qu'il appartient de les reprendre et de corriger les fautes qu'ils font non-seulement comme hommes, mais aussi comme rois, dans l'exercice de leur puissance. (2)."

Et puisqu'on vient encore de rappeler la comparaison du corps dans ses rapports avec l'âme, développons-la dans la forme élégante que lui a donnée Bellarmin: "Tels, dit-il, les rapports de l'esprit et de la chair dans l'homme, tels les rapports des deux pouvoirs dans l'Eglise. La chair et l'esprit en effet sont comme deux républiques qui se trouvent tantôt séparées tantôt conjointes.

(1) Sicut homo non esset recte compositus nisi corpus esset anime subordinatum, ita neque Ecclesia esset convenienter instituta, nisi temporalis potestas spirituali subderetur.... Ubi est enim corpus, necesse est esse unum caput ad quod omnia aliquo modo revocentur: quoniam alia neque pax neque perfecta unitas posset esse in corpore. Ecclesia autem Christi unum corpus est ut diximus. Ergo quamvis in eo sint plures potestates seu magistratus, necesse est ut inter se habeant subordinationem ita ut ad unum aliquo modo revocentur propter rationem factam. Ergo vel spiritualis potestas subordinatur temporali, vel a contrario. Primum dici non potest, nam ut ibidem ex Paulo affert Pontifex: "Quæ a Deo sunt, ordinatæ sunt," esset autem perversus ordo si spiritualis subiecta essent temporalibus; ergo, secundum necessario dicendum est. (De Legibus, l. iv, c. ix, n. 3.)

(2) Potest nova confirmatio addi, fundata in verbis Gelasii Pape in cap. Duo sunt, dist. 96, quia pro animabus Regum Pontifices sunt reddituri rationem, in-inuans in verbis illis: *Patre oras meas* etiam Reges et Imperatores Petro fuisse subiectos, quia sub Christi ovibus comprehendi debent; ergo etiam debent pasci et regi a Petro; jam enim explicuimus sub verbo *pascendi* etiam potestatem regendi contineri. Dices hoc verum esse quoad spirituale regimen. Sed contra, quia regula regiminis temporalis ut sit rectum et honestum debet esse spiritualis; ergo necesse est ut ipsamet potestas temporaliter regendi regeretur per spirituales; et hoc est illi esse subiectam et subordinatam. Et hac ratione Pontifices reddituri sunt rationem pro Regibus et Imperatoribus quia ad illos pertinet corrigere et emendare quidquid ipsi non solum ut homines sed etiam ut Reges in usu suis potestatis peccaverint. [L. c.]

La chair a ses sens et son instinct auxquels répondent des actes et des objets proportionnés et dont la fin immédiate est la santé et le bon état du corps. L'esprit a l'intelligence et la volonté avec leurs actes et leurs objets proportionnés, et il a pour fin la santé et la perfection de l'âme. La chair se trouve sous l'esprit dans les brutes; l'esprit se trouve sous la chair dans les anges. Par où il apparaît qu'ils ne sont pas faits précisément l'un pour l'autre. La chair néanmoins se trouve jointe à l'esprit dans l'homme; et parce qu'ils y forment une seule personne, et y sont nécessairement unis et subordonnés. La chair est en bas, l'esprit en haut; et malgré que l'esprit ne se mêle pas aux actions de la chair, mais la laisse faire toutes ses opérations, comme dans la brute, néanmoins quand elles entravent la fin de l'esprit, l'esprit commande à la chair et la réprime et au besoin lui prescrit des jeûnes et autres afflictions, encore qu'il en résulte pour le corps quelque détriment et quelque affaiblissement, et force la langue à se taire et les yeux à ne pas voir..... Pareillement si pour atteindre la fin spirituelle, quelque acte de la chair est nécessaire, voire même la mort, l'esprit peut commander à la chair de s'exposer, elle et ce qui lui appartient, comme nous le voyons dans les martyrs. De même, le pouvoir politique a ses princes, ses lois, ses tribunaux etc., et le pouvoir ecclésiastique a également ses évêques, ses règles canoniques, ses tribunaux. Celui-là a pour fin la paix temporelle; celui-ci, la vie éternelle. Ils peuvent se trouver séparés comme jadis au temps apostolique; ils peuvent se trouver unis comme maintenant. Unis, ils forment un seul corps et partant doivent coexister de manière que le pouvoir inférieur soit soumis et subordonné au pouvoir supérieur. Par conséquent le pouvoir spirituel ne s'immisce pas dans les affaires temporelles, mais laisse tout marcher comme avant l'union, pourvu que ces affaires ne s'opposent pas à la fin spirituelle ou ne soient pas nécessaires pour l'obtenir. Auxquels cas, le pouvoir spirituel peut et doit réprimer le pouvoir temporel et le contraindre par toutes les voies et manières qui paraîtront nécessaires (1)."

Impossible d'exposer avec plus de limpidité la distinction et l'indépendance relative du pouvoir civil dans les choses de l'ordre purement temporel, comme aussi sa dépendance du pouvoir spirituel quand le temporel vient à toucher de quelque façon le spirituel.

(1) *De Controvers.*, t. 1., *De Romano Pontifice*, lib. vi. cap. vi.

LE MARQUIS DE MONTCAIM

ET LA PERTE DU CANADA

D'APRÈS LES RÉCENTES PUBLICATIONS ET DES DOCUMENTS INÉDITS.

(suite)

Les coups de feu tirés en pleine paix dans les "Grandes Prairies" avaient retenti de l'autre côté de l'Atlantique : les deux nations rivales tressaillirent, l'une d'indignation, l'autre de joie, car l'Angleterre souhaitait une nouvelle guerre qui lui permit d'achever la destruction de la marine française. Chacun des deux gouvernements se mit à l'œuvre pour soutenir sous-main ses colons. Pendant que l'Angleterre envoyait en Amérique le général Braddock avec deux nouveaux régiments, on embarquait à Brest, pour Québec, 3,000 hommes de bonnes troupes. En vue de Terre-Neuve, trois bâtiments français, qui s'étaient séparés du gros de l'escadre, furent accostés, le 8 juin 1751, par la flotte anglaise et, à bout portant, sans signal, criblés de boulets. Cependant la paix officielle durait toujours. Bientôt toute la frontière du Canada fut en feu. En Acadie, dont on venait de disperser la population, les forts, construits par les Français en travers de l'Isthme, furent enlevés par les Anglais. Dans la vallée de l'Ohio, Braddock et ses deux régiments marchaient sur le fort Duquesne, quand ils furent attaqués par une poignée de Canadiens et par six cents sauvages, leurs alliés. Les deux tiers du corps d'expédition, Braddock et tout son état-major périrent, il n'échappa qu'un officier : Georges Washington. C'est la rencontre qui a pris dans l'histoire le nom de bataille de

la "Belle-Rivière ou de l'Ohio" (9 juillet 1755). Sur le lac Champlain, la fortune nous fut moins favorable : les opérations de ce côté étaient dirigées par le commandant en chef des troupes françaises au Canada, le baron de Dieskau. C'était un ami du maréchal de Saxe, mais, comme talents militaires, il n'avait rien acquis dans le commerce de ce grand capitaine. Le 11 septembre 1755, il se fit maladroitement battre, blesser et prendre, près du lac Saint-Sacrement, par les milices de la Nouvelle-Angleterre. En Europe, la paix durait toujours ; situation étrange, peut-être unique dans l'histoire. Depuis deux années, le sang anglais et français rougissait l'herbe des forêts d'Amérique, et les ambassadeurs des deux nations étaient de toutes les fêtes à Versailles et à Saint James. Hélas ! le gouvernement français, qui sentait son incurable faiblesse, se rattachait désespérément même à une ombre de paix. Mais un jour, "au mépris du droit des gens, de la foi, des traités et des coutumes des nations civilisées," à un signal parti de l'Amirauté de Londres, de tous les coins de l'horizon, les vaisseaux anglais fondent sur nos navires de commerce et de guerre, sur nos bateaux pêcheurs, sur nos baleiniers, sur nos caboteurs. En un mois, 300 bâtiments avec 8,000 hommes d'équipage tombaient au pouvoir de l'ennemi et étaient remorqués en triomphe dans les ports de la Grande-Bretagne. Le glorieux écusson de l'Angleterre en est resté marqué d'une tache que ne saurait laver toute l'eau de l'Océan, théâtre de ces pirateries. Louis XV. Louis XV lui-même ; ressentit l'affront et redevint un instant le roi de Fontenoy. Il écrivit à Georges II une lettre indignée pour lui demander réparation, et cette paix mensongère, qui n'abritait que des guets-à-pens, fut officiellement rompue le 18 mai 1756. Quelle était alors la situation respective des deux colonies qui allaient se mesurer dans un duel à mort ? Les plantations anglaises, avec leurs 1,500,000 habitants, étaient à cette époque vingt fois plus peuplées que le Canada, qui n'en comptait encore que 80,000. En même temps, leur territoire, mieux rassemblé et infiniment moins vaste que celui de la Nouvelle-France, se trouvait moins difficile à défendre ; il était, en outre, adossé à la mer et en communication directe avec la métropole, tandis que, depuis la perte de l'Acadie, le Canada n'avait d'autre avenue que le Saint Laurent. A ces avantages de la situation et du nombre, ajoutez-en un autre ; les colonies britanniques étaient plus riches, plus florissantes. A quelle cause attribuer leur supériorité sur nos établissements cependant plus anciens ? A l'essor fécondant des libertés politiques et religieuses, répondent M. Bancroft et ses disciples : et dès lors, cette école célèbre la chute de la domination française en Amérique comme la défaite du despotisme

par la liberté, comme la victoire de la race germanique sur la race latine. (1) Cette explication trop absolue est vivement discutée en ce moment par des publicistes franco-canadiens : suivant eux, c'est à d'autres causes, surtout à l'énorme disproportion numérique de la population, qu'on doit faire honneur des progrès plus rapides de la colonisation anglaise : ce qui manqua à la Nouvelle-France pour développer ses éléments de richesse, ce fut d'avoir 1,500,000 habitants comme les plantations voisines, au lieu de 80,000. La question ainsi posée se résout par l'arithmétique (2). Quelle que fut la cause de l'infériorité du Canada vis-à-vis des colonies anglaises dans l'industrie et l'agriculture, peu importe : ce qui n'est pas contestable, c'est qu'au point de vue militaire, notre désastre a été le résultat de la pénurie d'hommes. Dans une lutte soutenue contre un peuple vingt fois plus nombreux, inévitable est la défaite, et quand même le Canada eut joui alors de toutes les libertés du monde, il n'en eut pas moins perdu la sienne. Jamais lutte ne fut plus inégale et le nombre plus décisif ; notre colonie ne fut pas vaincue, écrasée, mais submergée par l'invasion et, au cri de : "Vive la France," elle s'engloutit dans les flots avec son pavillon.

Cependant, au début des hostilités, les Canadiens possédaient sur leurs redoutables voisins, un avantage, l'unité, puissante machine de guerre. Les ressources de la Nouvelle-France étaient faibles, mais elles portaient toutes d'un même centre et, dès lors les mouvements avaient plus d'ensemble et de rapidité. Chez les Anglo-Américains, rien de tel : Les treize colonies qui devinrent, vingt ans plus tard, les treize premiers Etats-Unis, étaient encore fort désunies en 1756, quoiqu'ayant en commun certains principes religieux et politiques qui se reflétaient dans l'ensemble des institutions. Chacune des plantations avait été fondée par une charte distincte ; toutes avaient des lois particulières, souvent des intérêts opposés. Les mœurs, les tempéraments et quelquefois l'origine des habitants n'étaient pas semblables (3). La main du gouvernement

(1) Nous citons comme écrit à ce point de vue systématiquement hostile à la France, l'ouvrage remarquable intitulé : "The old regim in Canada" publié cette année à Boston, par M. Francis Parkman, professeur au collège Harvard.

(2) M. Rameau, dans un intéressant rapport présenté à la Société d'économie sociale à Paris, en 1873, a établi que, de 1606 à 1700, c'est-à-dire pendant presque tout le dix-septième siècle, les colonies anglaises ont reçu 100,000 émigrants anglais ou allemands, et que durant la même période le Canada reçut 5,500 colons et l'Acadie 500 : semblable proportion s'est maintenue dans le dix-huitième siècle. La race gauloise, qui possède de si précieuses qualités pour coloniser, est absolument rebelle à l'expatriation, qui en est la première condition : au dix-huitième siècle il fallait recourir à la violence pour peupler la Louisiane ; de nos jours l'Algérie, presque en vue de nos côtes, est encore déserte.

(3) Pour ne parler que des nationalités différentes, les Hollandais étaient les premiers colons des Etats de New-York et de New-Jersey, qui furent d'abord connus sous le nom des nouveaux Pays-Bas, avec la nouvelle Amsterdam (aujourd'hui New-York) pour capitale. Le Delaware avait été colonisé par les Suédois, et un grand nombre d'Allemands s'étaient établis en Pensylvanie.

britannique, écrasante dans les questions commerciales et industrielles, était légère en politique; les gouverneurs royaux laissaient, à peu près les colonies s'administrer elles-mêmes, et ils se gardaient bien de mettre fin à des rivalités qui, en divisant les Etats d'Outre-Mer déjà trop puissants, faisaient la force de la Métropole. De leur côté, les treize plantations isolées les unes des autres par tant de causes n'avaient pas encore senti le besoin de s'unir pour le triomphe de la chose publique, ou plutôt, jusqu'alors, la chose publique n'existait pas. La nouvelle guerre fera naître et grandir l'idée fédérative et, sous la pression des événements, tous les Anglo-Américains en arriveront à mettre en commun leurs finances, leurs soldats et leurs passions. Ce jour-là, la France perdra le Canada, et, le lendemain, l'Angleterre luttera contre ses vieilles colonies d'Amérique: elles auront signé la célèbre déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776.

II

“ Versailles, 25 janvier 1756, à minuit.

“ Peut-être ne vous attendiez-vous plus, Monsieur, à recevoir de mes nouvelles au sujet de la dernière conversation que j'ai eue avec vous le jour que vous m'êtes venu dire adieu à Paris. Je n'ai pas cependant perdu de vue, un instant, depuis ce temps-là, l'ouverture que je vous ai faite alors, et c'est avec le plus grand plaisir que je vous en annonce le succès. Le roi a donc déterminé sur vous son choix pour vous charger du commandement de ses troupes dans l'Amérique septentrionale, et il vous honorerà à votre départ du grade de maréchal de camp.”

C'est ainsi que M. d'Argenson, un ministre qui n'avait d'autre ambition, disait-il, que de faire jouer à son pays le rôle d'un honnête homme, annonça à un colonel-brigadier, presque inconnu à la Cour, sa nomination au poste laissé vacant par la triste aventure du baron de Dieskau. M. d'Argenson avait trouvé en lui un des rares officiers qui, à cette époque de décadence, “ se portaient encore vers le *grand*,” selon le mot du maréchal de Noailles.

Quelques dépêches adressées par Montcalm aux ministres de la guerre et de la marine et publiées récemment (1) avaient déjà fait entrevoir l'homme de guerre, l'ardent patriote et l'écrivain de bon style. La correspondance complète qu'on possède aujourd'hui

(1) *Histoire du Canada*, par M. Dussieux.

donne la véritable mesure de la force morale, des vertus et de l'ambition de Montcalm. En même temps, dans ses lettres de libre allure, sa gaieté naturelle, sa verve languedocienne éclatent même au milieu des jours les plus sombres; sa vivacité prodigieuse s'y devine dans un style saccadé, souvent elliptique, "c'est une de ces natures rapides, intelligentes et brillantes, telles qu'en fait parfois éclore le soleil des Cévennes."

Louis-Joseph, marquis de Montcalm, était né le 28 février 1712, au château de Candiac, près de Nîmes. Sa famille, une des plus antiques du Rouergue, savait répandre son sang pour la France; "la guerre, suivant un vieux dicton du pays, est le tombeau des Montcalm."

L'éducation de l'enfant fût confiée à un maître célèbre dans l'enseignement, Louis Dumas, l'inventeur du bureau typographique, curieux procédé qui, dans des mains habiles, a plus d'une fois donné de prodigieux résultats, témoin le frère cadet de Louis-Joseph, mort à sept ans, parlant l'hébreu, le grec et le latin. A peine entré dans sa quinzième année, le jeune Montcalm quitta l'école pour l'armée, mais sans cesser l'étude. Du camp d'Otrebach, en 1734, il écrit à son père: "J'apprends l'allemand... et je lis plus de grec, grâce à la solitude, que je n'en avais lu depuis trois ou quatre ans."—Il fit sa première campagne avec le maréchal de Berwick, déjà vieillissant, mais toujours victorieux. Dans la tranchée de Phalsbourg, où il vit tomber sous un boulet le vainqueur d'Almanza, le jeune enseigne put apprendre, dès ses débuts, comment meurt un chef d'armée. La guerre de la succession d'Autriche, qui éclata quelques années après, conduisit Montcalm sur presque tous les champs de bataille de l'Allemagne et de l'Italie; il commandait le régiment d'Auxerrois-Infanterie lors de la défaite des Français devant Plaisance (1746): sa carrière faillit s'arrêter là. "Nous avons eu hier, écrit-il à sa mère, une affaire des plus fâcheuses. Nous avons nombre d'officiers généraux et colonels tués ou blessés. Je suis des derniers avec cinq coups de sabre. Heureusement aucun n'est dangereux, à ce que l'on m'assure, et je le juge par les forces qui me restent, quoique j'aie perdu de mon sang en abondance, ayant une artère coupée.—Mon régiment, que j'avais deux fois rallié, est anéanti." L'année suivante, à peine guéri, le voici à la tête de son régiment pour le conduire à l'assaut du Col d'Exilles, où le téméraire chevalier de Belle Isle alla se faire tuer avec 4,000 hommes de son armée. Dans cette affaire insensée Montcalm reçut de nouvelles blessures. Entre deux campagnes il s'était marié, épousant par hasard la petite nièce de ce Talon qui fut le véritable fondateur de l'administration royale

en Canada. Avant d'aller mourir solitaire à quinze cents lieues des siens, il avait connu les joies du foyer domestique, mais aussi les angoisses et les douleurs de ces saintes affections. "J'ai eu dix enfants," écrivait-il dans son journal au commencement de 1752, "il ne m'en reste que six... Dieu veuille les conserver tous et les faire prospérer et pour ce monde et pour l'autre."

Montcalm, envoyé en Amérique, s'embarqua à Brest le 3 avril 1756, sur la frégate *la Licorne*; avec lui partait, comme aide de camp, un jeune homme de vingt-sept ans, un futur amiral, qui faisait alors son premier voyage en mer : il se nommait Antoine de Bongainville, et était le fils d'un notaire et échevin de la bonne ville de Paris. Peu d'hommes ont été doués plus heureusement; après de fortes études, il débuta à dix-neuf ans, avec éclat, au barreau; puis, sans quitter des travaux sur la géométrie qui le firent un jour admettre à l'Académie des Sciences, il entra dans l'armée; l'illustre Chevert, qui l'avait apprécié, le recommanda à son ami Montcalm. Son rôle fut important dans la guerre du Canada; l'intrépidité et l'intelligence qu'il déploya le révélèrent bien vite comme un homme supérieur. "Vous ne sauriez croire," écrit au ministre, dès 1756, le général de Montcalm, les ressources que je trouve en lui. Il est en état de bien rendre ce qu'il voit : il se présente de bonne grâce au coup de fusil; ou je serai bien trompé, ou il aura la tête bien militaire quand l'expérience lui aura fait entrevoir la possibilité des difficultés. En attendant, il n'y a guère de jeune homme qui, n'ayant eu que la théorie, en sache autant que lui." La seconde frégate du convoi portait un autre officier appelé également à une grande illustration, le chevalier de Lévis, depuis maréchal de France, l'élève de Montcalm et son successeur à la tête des troupes du Canada.

La Licorne, après avoir échappé à une tempête de quatre-vingt-dix heures, aux Anglais, aux brumes, aux bancs flottants de glace, déposa à Québec, le 13 mai 1756, Montcalm et son état-major qui avaient occupé les loisirs de la traversée par la lecture de l'ouvrage célèbre que le Père de Charlevoix venait de publier sur l'*Histoire de la Nouvelle-France*. 3,800 hommes, tel était le chiffre officiel des troupes régulières dont le général devait prendre le commandement. L'année suivante, un convoi, arrivé à bon port, en amena 1,500 de plus, en tout 5,300. Cinq ans après, il en restait vivants 2,200! Royal-Roussillon, Languedoc, La Reine, Artois, Guyenne, La Sarre, Béarn et Berry, voilà les noms, autant oubliés que les exploits de ces vieux régiments français, qui, au bout du monde, accomplirent obscurément de si grands devoirs. A cet effectif, ajoutons le contingent des milices canadiennes et de nos *savages*.

Avec une telle armée, mal nourrie, sans solde et sans soutiens, souvent sans autres munitions que celles prises sur l'ennemi, il fallait garder une frontière de plusieurs centaines de lieues, occuper vingt forts et faire face partout à l'invasion dont les forces faisaient par s'élever au chiffre officiel de 60,000 hommes.

Etonnantes campagnes, dont aucune guerre d'Europe ne donne l'idée. Pour champs de bataille, des lacs immenses, des forêts sans limites et sans routes, succédant à d'autres forêts. Pour adversaires, des troupes étranges, où le highlander écossais et le grenadier de France qui porte la queue et l'habit blanc combattent près de l'Iroquois et du Huron à la plume d'aigle. Tantôt les soldats de ces armées cheminent sous bois, la hache à la main, le fusil en bandoulière : tantôt ils portent à bras, au-delà des rapides écumeux, les bateaux où ils se embarquent, et l'hiver, des raquettes aux pieds, la peau d'ours au dos, ils poussent sur la neige des traîneaux de campagne.

Guerre remplie de surprises, de massacres, de combats corps à corps, dans laquelle les décharges de l'artillerie et le roulement des tambours répondent aux hurlements des Peaux-Rouges et au fracas des cataractes.

La guerre du Canada a deux phases : la première, presque offensive, de 1756 à 1758 ; la seconde, toute défensive et de désespoir, de 1758 à 1760. Le théâtre des opérations se déplaça avec la fortune ; la frontière fut le premier champ de bataille : puis, quand cette ligne fut forcée par l'invasion, le Saint-Laurent, dans toute sa longueur, devint le témoin de la lutte. Sur la côte méridionale du lac Ontario, presque en face du fort de Frontenac construit sur la rive du nord, les Anglais avaient, sans aucun droit, bâti en 1727 un fort nommé Chouaguen ou Oswego, qui leur avait ouvert l'accès de la grande nappe d'eau d'où sort le Saint-Laurent. "Ce poste, dit un mémoire du temps, mettait les Anglais à même d'envahir le commerce des lacs que les Français n'avaient partagé jusque-là avec aucune nation européenne et qui formait leur principale richesse. De là il était facile de couper la colonie par le centre et d'arrêter immédiatement toutes ses communications avec les postes qui en dépendent. Tous les pays d'en haut et la Louisiane entière se trouvaient ainsi complètement isolés. Les tribus sauvages de ces contrées, parmi lesquelles la France comptait des amis nombreux et fidèles, ne pouvaient plus se concerter avec elle dans ses projets, et le Canada devenait ainsi une conquête facile."

Dans le premier conseil de guerre tenu depuis l'arrivée du gé-

néral, on décida l'attaque de cette place et Montcalm fut chargé de l'exécution du plan.

Il fallait d'abord tromper le comte de Loudon, généralissime anglais, qui avait concentré 12,000 hommes sur l'Hudson à Albany ; Chouagnen était à l'ouest de cette ville. Montcalm se transporte à l'est, au camp de Carillon, sur le lac Champlain et attire de ce côté toutes les forces anglaises. L'ennemi fourvoyé, le général se dérobait, vole à plus de cent lieues prendre le commandement de 3,500 hommes, soldats de ligne, canadiens et sauvages qu'on a rassemblés au fort de Frontenac. Le corps d'expédition traverse le lac, débarque au pied de Chouagnen et le siège commence : il fut mené avec une célérité, un bonheur, *un brio* inouïs. Le commandant anglais tué, vingt pièces portées à bras et mises en batterie, on somma les assiégés de se rendre, en leur donnant une heure pour délibérer. " Les menaces et les hurlements des sauvages, écrit Montcalm à sa mère, les firent promptement se décider. Ils se sont rendus prisonniers de guerre au nombre de 1,700, dont quatre-vingts officiers, deux régiments de la vieille Angleterre. Je leur ai pris cinq drapeaux, trois caisses militaires d'argent, cent vingt-et-une bouches à feu, y compris quarante-cinq pierriers, un amas de provisions pour 3,000 hommes durant un an, six barques armées et portées depuis quatre jusqu'à vingt canons. Et comme il fallait, dans cette expédition user de la plus grande diligence pour envoyer les Canadiens faire les récoltes et ramener les troupes sur une autre frontière, du 15 au 21, j'ai démoli ou brûlé leurs trois forts, leurs hangars, et amené leur artillerie, leurs barques, leurs vivres et leurs prisonniers."

Avant de quitter le rivage, par les ordres de Montcalm, une grande croix fut dressée, et à côté une colonne avec l'écusson de France et cette inscription : "*Manibus date lilia plenis.* Apportez des lys à pleines mains." Le 21 août, la flottille française leva l'ancre, et saluant une dernière fois les deux éphémères monuments de sa victoire, elle laissa le bruit du flot troubler seul le silence des ruines d'Oswego.

Cette campagne était si hardie que, pendant qu'aux chants du *Te Drum* on suspendait sous les voûtes des églises de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières, les drapeaux conquis par Montcalm, celui-ci crut devoir en quelque sorte s'excuser d'avoir vaincu. " C'est peut-être la première fois, écrit-il au ministre, qu'avec 3,000 hommes et moins d'artillerie que l'ennemi, on en a assiégé 1,800 qui pouvaient être promptement secourus par 2,000, et s'opposer à notre débarquement avec une supériorité de marine sur le lac Ontario. Le succès a été au-delà de toute espérance. Toute la

“ conduite que j’ai tenue en cette circonstance et les dispositions que j’avais arrêtées sont si fort contre les règles ordinaires, que l’audace qui a été mise dans cette entreprise doit passer pour de la témérité en Europe. En tout événement, j’aurais fait ma retraite, sauvé l’artillerie et l’honneur des armes du roi. Aussi je vous supplie, Monseigneur, pour toute grâce, d’assurer Sa Majesté que si jamais elle veut, comme je l’espère, m’employer dans ses armées, je me conduirai par des principes différents.”

En même temps, il adresse à la marquise de Montcalm ce *presté* billet : “ Voilà une assez jolie aventure, ma très-chère, je vous prie d’en faire dire une messe dans ma chapelle ; j’ai encore un bon bout de campagne à faire. Je pars pour aller rejoindre avec un renfort de troupes le chevalier de Lévis au lac Saint-Sacrement, à quatre-vingts lieues d’ici. Je n’écris qu’à vous, à notre mère, aux Molé, à Chevert et aux trois ministres, à personne d’autre ; ma foi, suppléez-y, je suis excédé de travail : que ma mère et vous m’aimiez, et que je vous rejoigne tous l’année prochaine. J’embrasse mes filles ; on ne peut vous aimer plus tendrement, ma très-chère.”

C’est dans la campagne de Chouaguen que Montcalm se trouva, pour la première fois, à la tête de “ nos sauvages ; ” ses relations avec eux furent si curieuses qu’il est nécessaire d’y insister un peu ; mais d’abord nous jetterons un coup-d’œil rapide sur les relations antérieures des indigènes de l’Amérique avec les Français, et nous dirons combien nos pères se firent aimer d’un peuple courageux et fier qu’ils avaient su vaincre sans l’humilier.

CH. DE BONNECHOSE.

(à continuer)

LES ORIGINES DE LA PHOTOGRAPHIE

NIEPCE (1765-1833)—DAGUERRE (1787-1851)

(suite)

V

Ce succès n'avait fait que stimuler son ardeur. Il rêvait une célébrité plus durable, plus haute: *Excelsior!*

Dès l'époque où il travaillait aux premiers tableaux du Diorama pour lequel il faisait, comme Canaletto, un fréquent usage de la chambre noire, Daguerre s'était épris de l'idée de forcer, comme il disait, le soleil à peindre pour lui, en retenant et fixant l'image fugitive tracée par la lumière sur l'écran, image que lui-même ne réussissait qu'imparfaitement à copier. Daguerre n'était heureusement pas assez savant pour apprécier toute la difficulté de l'entreprise; heureusement, disons-nous, car, plus instruit, il s'en fut détourné peut-être. Mais il avait entendu parler des silhouettes de Charles, et pressentait qu'il suffirait, peut-être, d'un nouvel et puissant effort pour transformer ces invasions éphémères en conquête, en occupation permanente de la lumière. Sous l'impression de cette idée, il aborda l'étude de la chimie avec cette fougue, cette passion qu'il mettait en toutes choses. Dès ce temps (1823-25), il s'était organisé un laboratoire, dans les dépendances du Diorama, où il demeurait avec sa famille. Il y avait rassemblé des produits chimiques de toute espèce, et passait là de longues heures à manipuler, à étudier les réactions, à épier les impressions produites sur diverses substances par une lumière plus ou moins diffuse, notamment dans la chambre noire.

Daguerre parlait avec tant de conviction, d'exaltation, de ses projets sur le soleil; il consacrait tant de temps à la poursuite de ce qui semblait alors une utopie comparable à la pierre philosophale, que plusieurs de ses amis craignirent un moment pour sa raison. L'un d'eux crut même devoir faire, à cette occasion, une démarche auprès de M. Dumas, dont le nom faisait déjà autorité en chimie, bien qu'il n'eût alors que vingt-quatre ans. Cet incident curieux de l'histoire de la photographie resta longtemps inconnu. Voici dans quels termes l'a révélé lui-même l'illustre

secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, dans un discours prononcé en 1864 à une séance publique de la société pour l'encouragement de l'industrie nationale.

“ Il y a quarante ans, je fus conseillé par un ami de la famille de Daguerre, qui s'était ému des allures étranges de cet homme célèbre. Sa raison n'était-elle pas menacée? que penser, me demandait-il, d'un artiste habile abandonnant ses pinceaux, et poursuivant cette idée insensée de saisir les fuyantes images de la chambre obscure, et de fixer sur le papier, sous une forme matérielle et durable, ce spectre insaisissable, ce rien? Je me suis souvent reporté aux heures de méditation que je consacrai alors à préparer une réponse, qui rendit peut-être à Daguerre un repos troublé par des empressements inquiets. S'il eut été détourné de sa voie, cependant, la photographie n'existerait pas, qui oserait en douter? Savez-vous combien de temps s'écoula pour lui en études, en essais ruineux, en tentatives trompées? Quinze ans! Oui, quinze ans séparent ce moment où Daguerre était menacé dans sa raison, et celui où l'Europe apprenait son triomphe. Lorsqu'il vint, au bout de ces quinze ans d'épreuves, me montrer ses planches admirables, il n'en sut rien; mais ma première pensée, je l'avoue, fut un sentiment de reconnaissance envers Dieu, qui avait permis que je fusse appelé à défendre un si heureux génie, et qui m'avait inspiré, malgré ma jeunesse, la confiance de le protéger contre le zèle de ses amis.”

Après avoir mûrement étudié l'état de la question, M. Dumas avait répondu que la solution du problème de la fixation des images offrait de grandes difficultés, mais ne pouvait être considéré comme chimérique. Cette réponse n'est peut-être pas l'un des moindres services rendus à la science par cet homme si justement célèbre.

A la même époque (1824), Daguerre allait souvent causer “chambre noire” avec le fameux opticien du Pont-Neuf, “l'ingénieur Chevalier,” qui avait introduit dans cet appareil des améliorations en partie suggérées par Daguerre lui-même. “ Il ne se passait guère de semaine sans qu'il vint à notre atelier, dit Chevalier, dans des *Souvenirs* publiés trente ans après. Le sujet de la conversation ne variait guère, et si parfois on se laissait aller à quelque digression, c'était pour revenir avec une ardeur nouvelle à la disposition de la chambre noire, à la forme des verres, à la pureté des images.” Praticien habile, mais positif, Chevalier écoutait complaisamment les utopies de l'auteur du diorama sans y ajouter foi. Il connaissait pourtant déjà, par oui-dire, les expériences héliographiques de Niepce auquel il avait fourni des objectifs, mais il ne le prenait pas davantage au sérieux. C'est ainsi que les appli-

cations de la vapeur à la locomotion, celles de l'électricité à bien d'autres progrès aujourd'hui accomplis, ont rencontré tour à tour des incrédules et souvent des adversaires obstinés parmi les savants officiels. Chevalier ne croyait pas alors à la fixation des images. Il était loin de prévoir que lui-même allait bientôt concourir à la solution de ce problème, en mettant en rapport Niepce et Daguerre.

Toutefois, son incrédulité fut ébranlée, vers la fin de 1825, par un incident qu'il a longuement raconté dans ses souvenirs. Il reçut un jour la visite d'un jeune homme souffreteux et d'un extérieur misérable, qui venait marchander une chambre noire perfectionnée, mais parut effrayé du prix. Cet inconnu disait avoir réussi à fixer sur le papier des images produites à l'aide d'un appareil grossier qu'il avait fabriqué lui-même, et fit voir en effet à l'opticien un papier sur lequel était empreinte, *en noir*, une vue prise de sa mansarde, un ensemble de toits, de cheminées, où l'on distinguait notamment le dôme du Panthéon. Il n'y avait pas à s'y méprendre, ce n'était ni une peinture, ni un dessin, mais une silhouette bien différente de celles de Charles, puisqu'elle était *positive*, se découpant en noir sur un fond blanc; bien supérieure aussi, puisque la substance quelconque employée n'avait pas seulement reçu, mais retenu l'impression de la lumière. L'inconnu remit à Chevalier un flacon de cette substance, lui indiqua la manière d'en faire usage, et partit brusquement, sans donner son nom ni son adresse, en promettant de revenir. Chevalier fit l'essai du liquide, mais, soit qu'il fut éventé, soit que lui-même s'y prit mal, il n'obtint aucun résultat. L'inconnu ne reparut jamais; peut-être avait-il définitivement abandonné ces recherches trop coûteuses; peut-être était-il mort à la peine! Parmi ces pionniers ignorés de la science, combien en est-il auxquels il n'a manqué qu'un jour de courage, comme à ces soldats de 1812, qui, après avoir surmonté, presque tous les périls, les fatigues de l'affreuse retraite, tombaient pour ne plus se relever, pendant la dernière étape, en vue du Niémen sauveur!

Cette aventure rendit Chevalier plus circonspect; il commença à croire qu'il pouvait bien y avoir là quelque chose à faire. Aussi, quand, quelques semaines plus tard, il se trouva avec Daguerre, qui déjà se vantait un peu prématurément d'avoir "arrêté la lumière au passage," pour la première fois il lui parla de Niepce et de ses travaux, et l'engagea à s'entendre avec lui.

Les relations qui ne tardèrent pas à s'établir entre eux, forment un des épisodes les plus intéressants de l'histoire moderne des sciences. Il a souvent été raconté d'une manière inexacte par des écrivains superficiels ou passionnés. A l'époque de la grande

Exposition française de 1867, on s'est encore efforcé de représenter Nicéphore Niepce comme le véritable, l'unique auteur de la photographie. D'après cette version, Niepce aurait été le Christophe Colomb, et son associé l'Améric Vespuce de "la découverte improprement nommée daguerréotype." L'examen impartial des faits démontre que cette assertion n'est seulement pas exagérée, mais absolument inexacte.

Niepce accueillit d'abord avec une méfiance marquée l'offre que lui faisait Daguerre de se communiquer mutuellement leurs procédés sous le sceau du secret (janvier 1826). Il croyait avoir affaire, non à un véritable confrère, mais à un spéculateur, n'ayant d'autre idée que d'accaparer le bénéfice de sa découverte; aussi répondit-il d'une manière absolument évasive. Un an après, nouvelle proposition plus explicite, plus pressante de Daguerre qui, dans cet intervalle, avait continué, de son côté, ses expériences, et affirmait être arrivé à des résultats assez importants, quoique bien imparfaits. On a insinué qu'à cette époque Daguerre en imposait à Niepce qui, seul, avait déjà découvert quelque chose, pour lui arracher son secret et en partager le profit, sans rien lui apporter en échange. A défaut de notes de Daguerre, détruites pendant l'invasion de 1870, la correspondance de Niepce, publiée par sa famille, suffit pour faire justice de ce reproche. Dans une lettre écrite par Niepce, peu de mois après cette nouvelle démarche de Daguerre, et à la suite de la première entrevue des deux futurs associés, Niepce exposait le résultat des expériences faites en sa présence par Daguerre lui-même. On entrevoit, par ses explications, que le créateur du Diorama, ne doutant de rien à son ordinaire, avait abordé de front, non-seulement le problème de la fixation des images, mais ceux, bien autrement difficiles, de la reproduction et de la fixation des couleurs. Pour atteindre le but qu'il poursuivait, le même auquel Niepce avait songé d'abord, pour "forcer le soleil à lui peindre ses tableaux," il aurait eu besoin, comme auxiliaire, d'une substance susceptible, non-seulement de reproduire, mais de retenir la couleur propre à chaque rayon lumineux; ce phénix est encore à trouver! Mais on va voir que Daguerre n'en imposait nullement, quand il disait avoir obtenu déjà des résultats intéressants, malgré leur imperfection.

Cette seconde démarche avait fait sur Niepce une meilleure impression. Il avait d'ailleurs eu sur Daguerre des renseignements favorables. Toutefois sa réponse était encore un ajournement indéfini, dissimulé sous une forme courtoise. Depuis plusieurs mois, le mauvais temps l'empêchait absolument de travailler; d'ailleurs, il n'était pas encore assez satisfait de ce qu'il avait pro-

duit jusque-là, pour se prêter à un échange dans lequel tout l'avantage serait évidemment en sa faveur, etc. Comme le fait observer avec raison M. Tissandier, il y avait de l'ironie dans ces compliments. Niepce n'était pas si convaincu qu'il affectait de le paraître que Daguerre fut plus avancé que lui.

Daguerre lui-même était convaincu du contraire, car deux mois plus tard, il risquait une troisième démarche et envoyait comme spécimen de ses études, un de ces dessins appelés alors dessins *fumée*, qui n'étaient pas autre chose que des silhouettes prises à la chambre noire, repassées et terminées à la sépia. Il était bien difficile, sinon impossible, de faire exactement, dans un tel ouvrage, la part du procédé et celle du pinceau. De son côté, Niepce riposta à ce cadeau par celui d'une plaque gravée, mais après avoir fait disparaître soigneusement par le lavage, toute trace de la substance employée pour l'impression héliographique préalable (l'asphalte). Néanmoins, la lettre qui accompagnait cet envoi était plus amicale que les précédentes, et ouvrit la voie à des rapports plus intimes. Cette fois, Niepce exprimait le désir d'être informé, à charge de revanche, du résultat des essais ultérieurs de l'auteur du Diorama.

Bientôt une circonstance imprévue les mit en présence l'un de l'autre. Appelé en Angleterre par l'état inquiétant de la santé de son frère, Nicéphore Niepce, lors de son passage à Paris, eut avec Daguerre plusieurs entrevues, dont l'une (3 septembre 1827) se prolongea pendant trois heures. Une lettre adressée le lendemain par Nicéphore à son fils contient des détails caractéristiques sur ces premiers rapports immédiats des deux inventeurs de la photographie. Après avoir exprimé naïvement son admiration pour les merveilles du Diorama, dont Daguerre s'était empressé de lui faire les honneurs, Nicéphore poursuivait ainsi :

“ Il (Daguerre) persiste à croire que je suis plus avancé que lui dans les recherches qui nous occupent. Ce qui est bien démontré, maintenant, c'est que son procédé et le mien sont tout à fait différents. Le sien a... dans les effets une promptitude qu'on peut comparer à celle du fluide électrique. M. Daguerre est parvenu à réunir sur sa substance chimique quelques-uns des rayons colorés du prisme ; il en a déjà rassemblé quatre et il travaille à réunir les trois autres, afin d'avoir les sept couleurs primitives. Mais les difficultés qu'ils rencontrent croissent dans le rapport des modifications que cette même substance doit subir pour pouvoir retenir plusieurs couleurs à la fois... C'est une poudre très-fine qui n'adhère point au corps sur lequel on la projette, ce qui nécessite un plan horizontal. Cette poudre, au moindre contact de la lumière, devient si lumineuse que la chambre noire en est parfaitement

éclairée. Ce procédé a la plus grande analogie avec le sulfate de baryte, qui jouit également de la propriété de retenir certains rayons du prisme...

“ M. Daguerre ne prétend point fixer par ce procédé l'image colorée des objets, quand bien même il parviendrait à surmonter tous les obstacles qu'il rencontre (dans la reproduction des couleurs.) D'après ce qu'il m'a dit, il aurait peu d'espoir de réussir; et les recherches ne seraient guère autre chose qu'un objet de pure curiosité. *Mon procédé lui paraît donc préférable et beaucoup plus satisfaisant, à raison des résultats que j'ai obtenus.*”

On voit que l'attitude franche et loyale de Daguerre avait amené de la part de son interlocuteur, des explications catégoriques, non sur la nature de la substance employée, mais sur son mode d'opération. Ces détails avaient provoqué à leur tour diverses observations dont Niepce avait reconnu la justesse. Préoccupé surtout de la possibilité d'appliquer ces procédés à la reproduction des paysages et des monuments pour le Diorama, Daguerre insistait vivement sur la nécessité d'accélérer la fixation des images, “ condition bien essentielle en effet, ajoutait Niepce et qui va être le principal objet de mes recherches.”

Ainsi Daguerre, à cette époque (septembre 1827), est bien revenu de ses premières illusions. Il ne s'abuse ni ne cherche à abuser personne sur la valeur pratique de ses recherches personnelles. Toutes ses espérances se rattachent désormais aux travaux de Niepce, à la possibilité de les perfectionner. De son côté, Niepce, avancé en âge et peu soucieux de se déplacer, sent le prix du concours d'un homme jeune, actif, établi et connu à Paris.

A la suite de cette première rencontre, Niepce alla passer un mois auprès de son frère, dans les environs de Londres. Ses premiers travaux héliographiques étaient dès lors connus de plusieurs savants anglais. Aussi Niepce fut engagé par l'un d'eux à communiquer sa découverte à la Société royale, ce qu'il refusa de faire, parce qu'il aurait fallu en même temps, suivant l'usage invariable de la Société, lui faire connaître, sous le sceau du secret, la substance qu'il employait. En repassant par Paris, il eut encore une entrevue avec Daguerre, et lui proposa de venir à Chalon pour voir fonctionner l'appareil. Après de nombreuses lettres échangées, et de nouveaux retards occasionnés par les travaux du Diorama, Daguerre put enfin se rendre à cette invitation, et un premier traité d'association fut signé entre Niepce et lui, le 14 déc. 1829.

Baron ERNOUF.

(à continuer.)

L'ÉGLISE ET LE MONDE INTELLECTUEL

PAR LE RÉV. P. AUG. J. THÉBAUD, S. J.

Cette courte esquisse de la supériorité intellectuelle de l'Église à sa naissance autoriserait à dire que, sans l'invasion des barbares en Occident et celle des Sarrasins en Orient, l'activité déployée par l'Église dans les œuvres de l'intelligence, eut immédiatement amené sur le globe un développement artistique et littéraire plus fécond qu'aucun de ceux qui se sont produits depuis lors—développement peut-être supérieur à ce que les nations modernes ont produit en Italie, en Espagne, en France, en Angleterre et en Allemagne pendant les trois ou quatre siècles derniers. Mais il serait de peu d'utilité de parler longuement sur ce sujet ; ce n'est qu'une conjecture, à la vérité bien fondée, car les barbares firent tout d'abord table rase de tout ce qui existait en Occident. Conséquemment nous devons examiner à présent comment l'Église répara le mal et montra sa grande intelligence avec encore plus de vigueur que dans la première circonstance. Nous avons fait cette promesse ; nous devons la tenir. Malheureusement, le cadre de cet écrit ne nous permet pas de donner à ce sujet si important le développement qu'il exigerait.

Beaucoup "d'hommes d'intelligence modernes"—nous l'avons déjà dit, pensent qu'ils se sont acquittés en plein du tribut de reconnaissance dû à l'Église pour les services qu'elle a rendus à la société pendant les invasions des Germains, depuis le Ve jusqu'au Xe siècle, en admettant, "avec un demi-sourire de dédain," que, dans le temps, c'était la meilleure chose pour le christianisme "de parler une langue barbare à des populations barbares." N'ont-ils donc jamais envisagé la longue série d'études par laquelle ont dû passer toutes les nations de l'Europe pour atteindre à ce sommet de haut intellect, d'éducation parfaite et de connaissances universelles, d'où, à présent, elles dominent le monde ? Ou bien s'imagi-

nent-ils que l'Eglise a abandonné ces nations à leur propre gouverne, après les avoir baptisées à la hâte? Guizot a dit quelque part que "les évêques ont fait la nation française." Cette pensée est aussi juste que grande, mais elle n'est pas assez large; la France n'est pas l'Europe entière, les évêques ne sont pas l'Eglise entière, quoiqu'ils en soient, lorsque le pape est à leur tête, la principale et la seule autorité dirigeante.

Quiconque lit avec attention quelques-uns des excellents livres d'histoire qui ont été écrits récemment sur l'origine, sur la première ébullition d'esprit, sur l'apaisement graduel des diverses nations de l'Europe se constituant enfin au sein d'une tranquillité et d'une dignité relatives, ne peut contempler sans étonnement le spectacle merveilleux qui s'offre à sa vue et à sa méditation. Quels efforts persévérants pour secouer et pour briser le joug pesant de la féodalité! Quelle énergie pour étendre de plus en plus le règne du droit à la place de celui de la force! Quelle ardeur à tirer des anciens codes barbares les principes éternels de droit et de justice qu'ils contenaient sans doute, mais ensevelis sous l'épaisse couche de la cruauté du vieux paganisme! Il a fallu des siècles pour passer à travers ces diverses transformations. Mais qui, pendant ces siècles, a guidé l'Europe dans cette pénible mais glorieuse carrière d'amélioration et de bien-être? Les papes, les évêques et les prêtres. Prenez quelle nation vous voudrez—la France, l'Espagne, l'Angleterre, l'Allemagne ou l'Italie—l'Italie particulièrement, qui est sortie la première de la barbarie, par la seule raison qu'elle était plus rapprochée du centre de la vie intellectuelle. Il en a été de même pour toutes ces nations. Ainsi élargissons-nous la pensée de Guizot, et cela faisant nous exprimons mieux la vérité. Il est singulier que tous les écrivains modernes qui parlent du moyen-âge attribuent à l'Eglise n'importe ce qu'il y a d'obscur dans cette période, tandis que l'Eglise n'a pas fait autre chose que propager la lumière afin d'effacer jusqu'à la trace de la barbarie. Des recherches récentes rendent aujourd'hui cette vérité encore plus évidente, et nous ne cesserons de la *corner aux oreilles* de ceux qui s'obstinent à ne pas entendre jusqu'à ce qu'ils courbent la tête devant ce grand fait.

Il est utile à ce sujet d'examiner quelques-uns des plus importants moyens employés par l'Eglise pour donner une éducation complète aux races occidentales de l'ancien monde. Dans quelques contrées, comme la France et peut-être l'Angleterre, ce fut surtout l'œuvre des évêques; dans quelques autres, comme l'Italie, et peut-être l'Espagne, ce fut principalement l'œuvre des papes et des moines; dans d'autres contrées, comme l'Allemagne et le Nord,

cette œuvre fut accomplie par l'action combinée des trois, la part des uns et des autres étant à peu près égale. Au fait, papes, évêques et prêtres étaient partout occupés à la grande œuvre qui devait avoir pour résultat d'élever toutes ces races au plus degré d'éducation et développer dans leur sein une énergie vitale.

Premièrement voyons quelle fut l'influence des papes et des évêques en modelant les formes parfaites de gouvernement que leurs efforts prolongés firent sortir de la féodalité primitive et barbare. Les papes, comme arbitres souverains de la morale, les évêques, comme chefs de la noblesse, se mirent partout à la tête du mouvement, soit pour restreindre le pouvoir royal, soit pour discuter dans les parlements, ou souvent pour diriger l'administration des affaires publiques, comme ministres d'Etat. Ils apparaissent toujours dans l'histoire du moyen âge occupant le premier rang avec distinction. Dans un écrit précédent nous avons brièvement fait allusion à la noble part que les évêques et les moines ont prise à la formation du Tiers Etat et à la libération des paysans du servage auquel ils étaient soumis. Une remarque est nécessaire ici : nous la ferons en peu de mots. Dans cet écrit nous n'avons rien dit de la grande influence que les évêques et les moines ont eue sur l'abolition de l'esclavage ; ce simple rappel du fait doit suffire, car après sa démonstration par un grand nombre d'écrivains distingués, il n'y a personne qui hasardât un doute à l'encontre.

Il faut se rappeler que, en parlant de la forme que le clergé donna aux divers gouvernements européens, nous n'entendons pas faire allusion aux institutions politiques des deux ou trois siècles derniers. Il est bien connu que, marchant de pair avec le protestantisme, le pouvoir absolu remplaça graduellement dans tous les Etats de l'Europe les constitutions libérales que l'Eglise avait autrefois établies partout. Ce fait est aujourd'hui trop bien prouvé pour être même sujet à discussion. Depuis le X^e siècle jusqu'au XVI^e, l'Europe, avec ses débats parlementaires, avec son Tiers Etat acquérant constamment plus d'importance, avec ses villes dotées d'administrations municipales indépendantes, avec ses corps de métiers et ses corporations ouvrières, l'Europe était beaucoup plus libre qu'elle ne l'a jamais été depuis, même et y compris le temps présent. Si les odieuses traditions de l'ancienne féodalité donnèrent occasionnellement naissance au pouvoir arbitraire et à plusieurs abus, ils auraient disparu et se seraient éteints avec la disparition totale de cette institution barbare. Mais il est certain que les gouvernements libres, dont nous avons parlé, furent l'œuvre de l'Eglise ; la féodalité ne fut jamais son œuvre. Cela doit suffire sur ce premier point.

Le second effet de l'influence de l'Eglise sur l'Europe au moyen âge se fit sentir sur les mœurs des populations, qui, composées de Burgondes farouches, de Vandales pillards, de Goths sauvages, etc., etc., devaient être transformées en une société relativement policée, connue sous le nom de peuple chrétien,—*populus christianus*. Prenez un bourgeois italien du XIV^e siècle; le plus humble des sujets de Louis IX, au XIII^e; un Castillan de la plus basse classe, ou encore mieux un paysan navarrais du pied des Pyrénées, au XV^e; enfin choisissez bien—car ici le bon n'était pas aussi commun que dans les pays que nous venons de désigner—choisissez bien les nombreux spécimens que vous pouvez trouver parmi les paysans anglais ou les rustres germains d'un des siècles, n'importe lequel, que nous avons mentionnés, et dites quels grands soins, quelle attention continuelle, quel zèle affectueux, il a fallu pour produire cette transformation. Mais en toute vérité, et sans la moindre exagération, ces soins, cette attention, ce zèle ont été déployés par l'Eglise seule, pour le bien du peuple. L'Eglise seule, nous le répétons, opéra le merveilleux changement qu'on constate en Europe pendant les XIII^e, XIV^e et XV^e siècles.

L'Eglise avait employé pour produire ce changement tous les moyens que sa divine tendresse avait pu lui inspirer : les beautés de sa liturgie, la grandeur de ses cérémonies, la douceur de ses chants, la magnificence de ses édifices sacrés, les innombrables institutions établies pour le soulagement de toutes les misères humaines. Elle avait fait plus : elle avait parlé au cœur de ces êtres abandonnés, et mérité qu'ils l'appelassent leur mère, la sainte Eglise ! Elle avait instruit leurs enfants ; ouvert des écoles pour eux—nous ne parlons pas encore de ses institutions pour les hautes études ;—elle avait formé leur esprit et développé leurs facultés morales ; et, grâce à son enseignement, chacun savait au moins qu'il avait été créé à l'image de Dieu, et qu'il était destiné à être en sa compagnie éternellement heureux dans le ciel. Combien sont ingrats les Européens qui, de nos jours, insultent l'Eglise après tout ce qu'elle a fait pour leurs ancêtres. Qu'ils réfléchissent, seulement un instant, ils comprendront ce que seraient devenus leurs pères, si, comme ils le prétendent d'une manière odieuse, l'Eglise eut été l'ennemie orgueilleuse, rusée ambitieuse et perfide du genre humain. Qu'ils réfléchissent aussi un peu sur la sorte de langage qu'ils parleraient à présent, si l'Eglise n'eut pas adouci celui de leurs pères et si elle ne leur eut pas donné les langues fécondes dont ils se servent eux-mêmes. Ce simple fait n'est pas sans importance, et, à lui seul, il mériterait la reconnaissance de l'humanité. En troisième lieu, la formation de tous les idiomes

modernes de l'Europe, idiomes si riches, si mélodieux, d'une philosophie élevée et d'une douceur persuasive, est certainement due à l'action de l'Eglise. Cela peut, à première vue, ne pas paraître aussi certain que ce que nous venons de démontrer quant à l'institution des gouvernements européens et à la formation des mœurs des habitants. Cependant cela est certainement vrai, et le lecteur en sera bientôt convaincu. Un grand fait, tout à l'honneur de l'Eglise dans un autre sens, semble contredire cette assertion. Ne fut-elle pas, dit-on, surtout un instrument en répandant partout son latin, et ainsi faisant obstacle à l'énergie de ces jeunes races pour former chacune son idiome propre. *Oui* répondons-nous à la première partie de la proposition, *non* répondons-nous résolument à la seconde.

La chrétienté devait être une société véritable : c'est pourquoi une langue universelle était nécessaire à son unité ; la langue latine était la plus appropriée à cette fin. Dans l'action intellectuelle qu'elle exerçait sur la formation de l'Europe, l'Eglise ne pouvait trouver un meilleur moyen de répandre les connaissances humaines que l'usage de l'ancienne langue de Rome dans ses universités. Tout à l'heure nous le prouverons plus clairement. Mais que l'usage du latin ait fait, même le moindre obstacle à la naissance de nouveaux idiomes adaptés aux inclinations particulières de chaque peuple, c'est une assertion complètement fautive, comme nous le démontrons en peu de mots.

Comment aurait-on pu former ces nouveaux idiomes, si ce n'est de quelques idiomes antérieurs ? Les hommes ne s'étaient pas encore imaginé que les langues, les constitutions, les religions, etc., pouvaient être fabriquées et façonnées philosophiquement, comme le ridicule abbé Sièyès pensait avoir logiquement élaboré une constitution pour la France, laquelle constitution, Napoléon envoya si joliment promener en quelques mots. Des langues nouvelles se forment par degrés des langues anciennes ; et, à moins que les jeunes races européennes ne préférassent continuer à se servir des idiomes barbares qu'elles avaient apportés du Nord, il était nécessaire qu'elles suivissent la marche naturelle. La langue latine s'offrait juste à propos pour cette grande opération ; quiconque possède les moindres connaissances philologiques sait que toutes les langues européennes modernes dérivent principalement du latin. Les expressions les meilleures, les plus appropriées, les plus nobles, les plus énergiques employées dans l'origine des dialectes german, scandinave et celtique furent soigneusement conservées et entremêlées parmi des expressions latines très-nombreuses pour ajouter à la majesté de l'ensemble. Ces dernières forment

généralement le fond des langues modernes en même temps qu'ont été conservés des mots énergiques et lucides empruntés aux dialectes dont nous venons de parler.

Ces quelques lignes, pensons-nous, montrent d'une façon satisfaisante l'origine de tous nos idiomes; mais il a fallu plusieurs siècles pour les polir, pour les compléter et pour les perfectionner. Quels furent les hommes qui ont fait cette grande œuvre? Ils doivent avoir été maîtres de latin, puisque cette langue a été un si grand élément du résultat. Ils doivent avoir été habitués à écrire, à composer, à parler, seules choses qui exigent un langage recherché. Ils doivent avoir attaché une grande importance à tout ce qui avait un caractère littéraire. Ils ne peuvent conséquemment avoir été autres que des ecclésiastiques, parce que, seuls, les ecclésiastiques savaient alors le latin; eux seuls consacraient leur temps à la littérature, à la composition et à l'éloquence; ils étaient enfin les seuls hommes qui attachassent une importance quelconque aux essais littéraires. Aucune de ces assertions n'a besoin d'être prouvée; c'est pourquoi on peut considérer comme solidement démontrée l'action de l'Eglise sur la formation des langues modernes.

Mais il y a des hommes qui ne cèdent pas facilement devant ce qui est clair et convaincant. Ils vous diront: Dante et Pétrarque, deux laïques, n'ont-ils pas formé la langue italienne? Les auteurs des *Chansons de geste*, n'ont-ils pas formé la langue française? Les *cancioneros*, n'ont-ils pas créé la langue espagnole? Les premiers chroniqueurs n'ont-ils pas fait de même pour la langue anglaise? Nous pourrions répondre que ces hommes, pris séparément ou ensemble, avaient tous été faits, instruits et élevés par l'Eglise, à laquelle revient finalement l'honneur du résultat. Plusieurs des auteurs des *Chansons de geste* en France, plusieurs des *cancioneros* en Espagne, plusieurs des premiers chroniqueurs d'Angleterre doivent avoir été des prêtres ou des moines. Mais nous aimons mieux dire succinctement, car nous n'avons pas de place pour discuter la question tout au long, que, sans l'action préalable, lente, persévérante, même séculaire de l'Eglise sur la société, Dante n'eut jamais écrit son grand poème, ni Pétrarque ses *rimes* souvent insipides. De même aussi les poètes épiques en France, les auteurs de romances en Espagne et de chroniques en Angleterre, n'ont été que le produit naturel de l'action prolongée de l'Eglise. Ainsi ils prouvent précisément notre thèse, puisqu'ils procèdent en ligne directe d'une cause universelle dans le temps du moyen âge, laquelle n'était autre que les efforts laborieux et constants de l'Eglise chrétienne prolongés avec vigilance pendant tant de siècles. Nous n'avons jamais présumé dire que des laïques ne participèrent pas

à l'œuvre littéraire. Au contraire, comme eux aussi avaient eu part aux avantages offerts à tous, il était convenable qu'ils montrassent qu'ils en avaient profité. Quel bien aurait fait l'Eglise en travaillant avec tant d'assiduité à la formation des langues européennes, si les Européens n'avaient à la fin parlé la langue qui avait été faite pour eux ?

Assez sur ce sujet. Nous arrivons maintenant au trait le plus saillant de l'action de l'Eglise sur l'Europe au moyen âge, c'est-à-dire à ses universités ; car personne ne peut nier que les universités étaient siennes, étaient l'œuvre de l'Eglise chrétienne. Elles furent primitivement conçues, ensuite organisées dans tous leurs détails, dirigées dans toutes les branches de l'enseignement scientifique, et toujours soutenues par les papes, par les évêques et par les moines. Il est dommage que nous n'ayons pas de place pour dire de quel éclat elles brillèrent lorsqu'elles furent complètement organisées. Toutes les universités qui existent aujourd'hui ne peuvent en donner la moindre idée. Oxford, en Angleterre, Tubingue, Halle, etc., en Allemagne, ont été énervées par le protestantisme. Depuis près de cent ans les universités ont disparu du sol de la France ; l'Espagne, avec ses institutions bâtardes actuelles, n'en possède plus que l'ombre ; Victor Emmanuel travaille, juste à présent, à la tâche vraiment louable de les détruire en Italie. Une longue description de ces universités serait nécessaire pour les rappeler à la vie sur le papier où nous écrivons, en les montrant avec leurs centaines de professeurs ; avec leurs armées de vingt ou trente mille étudiants ; avec leurs savantes discussions sur les plus importantes questions sociales, morales et religieuses qui puissent éveiller l'attention de l'humanité ; avec leurs grands jours de débats conduits par des hommes et en présence d'hommes qui avaient souvent publié des ouvrages extraordinaires que l'imprimerie n'a pas encore reproduits en totalité.

Ces jours étaient ceux du règne de l'intelligence, et on les a appelés *Siècles des Ténèbres* ! Dans notre temps, l'établissement d'une de ces universités est réellement une œuvre surhumaine. L'Eglise un peu plus libre aujourd'hui qu'elle ne l'était hier, cherche maintenant à restaurer à la vie des universités en France, en Belgique, en Angleterre et en Irlande. Elle réussira si on la laisse tout à fait libre ; mais elle seule peut réussir ; l'*Intellectualisme* moderne doit nécessairement échouer, parce que ses principes mêmes nient l'*intellect*, et réduisent tout à la *matière*. Lisez d'après une encyclopédie moderne les statistiques complètes des universités antérieures à l'an de grâce 1500. Il y avait soixante-quatre universités en Europe, savoir : quinze en France, desquelles

les plus célèbres, après l'université de Paris, étaient celles de Montpellier, de Toulouse et d'Orléans.... ; dix-neuf en Italie, l'une d'elles à Salerne, probablement la plus ancienne de l'Europe, datant du Xe siècle.... ; quinze en Allemagne, Hollande et Suisse, comprenant celles de Vienne, Prague, Heidelberg, Cologne, Erfurt, Leipzig, Louvain, Bazil, Ingolstadt et Tubingue ; neuf en Espagne et Portugal, comprenant Salamanque, Coïmbre, Valladolid, Saragosse et Alcalá ; deux en Angleterre, Oxford et Cambridge ; une en Pologne, à Cracovie ; une en Hongrie, à Bude ; une en Danemark, à Copenhague, et une en Suède, à Upsal."

On voit du premier coup d'œil jeté sur cette simple mais glorieuse liste que l'Eglise avait intellectuellement pris complète possession de l'Europe. Dans ces chiffres éloquents nous découvrons la source féconde de la puissance que l'Europe moderne possède sur la terre entière. Car dans ces soixante-quatre centres de la pensée, il y avait constamment en œuvre deux grands principes qui doivent nécessairement régir le monde, à savoir la Foi et la Raison. Elles doivent être unies ensemble ; leur séparation est fatale à l'une et à l'autre ; et par la constitution même de ces universités, la Foi et la Raison furent plus solennellement consacrées reines intellectuelles de l'univers.

Il est regrettable que nous ne puissions en dire davantage sur un si vaste sujet. Après tout, nous en aurons dit assez, si seulement nous montrons du doigt les magnifiques résultats produits en Europe par ces utiles institutions. Voyez d'un coup-d'œil ces nations policées qui, au commencement du XVIe siècle, aussitôt après l'invention de l'imprimerie et la découverte de l'Inde et de l'Amérique, s'élançant dans une carrière de domination universelle, laquelle aurait été un si grand bienfait, si elle n'eut servi qu'au développement de la religion et de la vertu. Voyez l'Italie, alors si brillante par ses innombrables œuvres d'art, par ses temples magnifiques et par sa littérature déjà si riche et si noble. Voyez l'Espagne, si jeune et si vigoureuse après sa lutte de sept cents ans contre les Maures, prête à faire le tour du globe avec ses vaisseaux, et à planter son drapeau sur tous les continents et sur les plus grandes îles. Voyez la France se relevant après la lutte qu'elle a soutenue pour chasser l'Anglais, fixant des yeux envieux sur l'Italie et sur l'Espagne, mais préoccupée seulement de rivaliser avec elles en beaux arts, en poésie, en commerce, jusqu'à ce que le calvinisme vienne apporter la discorde civile. Voyez l'Allemagne avec le prestige séculaire de l'empire, et fière à la pensée que trois de ses enfants ont inventé un art nouveau pour la diffusion des idées. Enfin, voyez l'Angleterre encore libre, avant que les Tu-

dors eussent achevé leurs projets d'asservissement, certainement pleine d'énergie, même après que ses enfants eurent été forcés de quitter leurs possessions sur le continent et de revenir dans leur ile natale. Regardez partout où vous voudrez, vous trouverez génie, activité, fraîcheur, vie surabondante. Et les plus grandes causes de tout cela, c'étaient ces centres d'intellect, c'est-à-dire de Foi et de Raison, qui avaient été appelées universités ; toutes filles de l'Eglise, nourries non-seulement de son lait, mais de sa plus haute sagesse qui est, en substance, " la lumière du Saint Esprit dans le monde."

Mais une voix de contradiction se fait entendre et elle s'énonce assez clairement : " Il se peut, dit-elle, qu'il en ait été ainsi autrefois, mais il n'en est plus de même à présent. L'*intellectualisme* a remplacé la théologie. L'Eglise a perdu la plus grande partie de son influence sur l'esprit de l'homme, qui se rit de ses foudres et marche d'un pas ferme à la conquête intellectuelle du monde.

Il serait étrange en vérité que, après avoir montré pendant plusieurs siècles une si grande puissance intellectuelle, l'Eglise ait atteint la période du radotage, et qu'elle soit réduite à céder à ses ennemis la direction de l'humanité. Il y a eu, cela est vrai, une vaste conspiration contre la puissance intellectuelle de l'Eglise ; et, à cette heure, le complot est à peine tenu secret. Tout le monde, aujourd'hui, connaît ce complot ; le jour est venu de s'expliquer clairement sur ce sujet. Lorsque nous aurons terminé, le lecteur pourra dire si l'Eglise radote, étant tombée dans l'enfance sénile, si le Saint Esprit l'a abandonnée en la laissant dans les ténèbres ; si elle doit désespérer de renverser les plans et les calculs de ses ennemis.

Au début ces plans se dévoilèrent avec le caractère le plus évident et le plus clair. En tout pays où le protestantisme prit pied solidement, il refusa l'existence à l'Eglise ; bien plus il lui refusa toute vie intellectuelle, ensemble les moyens de la raviver et de la soutenir. Cette partie de notre sujet ne demande pas que nous le traitions longuement parce que les plus petits détails de cette persécution ouverte sont connus de tout le monde. En Angleterre, en Irlande, dans tous les Etats scandinaves, dans une grande partie de l'Allemagne, toutes les écoles catholiques furent fermées ; pas une voix catholique ne put désormais se faire entendre dans une université ; il ne fut plus permis au plus humble maître d'école d'enseigner aux enfants les premiers éléments de la science ; aucun livre traitant d'une matière religieuse quelconque ne put être écrit, ni publié par un catholique ; les lois pénales défendant à tout catholique de quitter l'Angleterre ou l'Irlande pour se faire instruire

sur le continent sont bien connues. Il n'y a pas de doute que, dans ces pays, l'Eglise perdit presque entièrement son caractère intellectuel. Si les *Intellectualistes* trouvent là un bon motif de railler l'Eglise, libre à eux; mais nous n'envions pas les sentiments qui les animent.

Ces temps sont passés, Dieu merci, mais on a inauguré un autre système, peut-être pire, dont nous allons nous occuper. Pour bien faire comprendre ce système, il est nécessaire d'examiner ses diverses phases depuis la naissance de la réforme jusqu'à nos jours; nous serons bref, mais chacune de nos paroles peut-être prouvée par des volumes de documents.

Luther avait ouvert les écluses de l'incroyance, qu'il essaya vainement de tenir fermées, si ce n'est pour donner cours aux eaux infectes de son hérésie. Avant de mourir il vit des sectes innombrables déchirer l'Allemagne en lambeaux; il vit les dogmes fondamentaux des chrétiens attaqués chacun séparément et tous ensemble. L'Allemagne actuelle est sortie de là; un seul fait doit suffire à le prouver: sur une population de cinq cent mille habitants qu'on compte à Berlin, il n'y a que trente mille personnes qui vont à l'église le dimanche, et la grande majorité se compose de catholiques ou de femmes.

En Angleterre, le résultat a été presque le même, mais plus graduel. Par suite des mesures de coercition adoptées par le gouvernement pour faire vivre l'Eglise anglicane en vertu de décrets du parlement—par suite du fanatisme des puritains qui, pour le sûr, avaient un code religieux—ce fut seulement vers la fin du XVII^e siècle que l'incrédulité jeta le masque. Mais elle le jeta hardiment dans les œuvres de Bolingbroke, de Tyndal, de Collins, etc. Ce fut beaucoup plus tard que Wesley arrêta momentanément ce courant.

Voltaire alla à Londres au commencement du XVIII^e siècle pour apprendre la doctrine et, à son retour en France, il publia ses *Lettres sur les Anglais*, le premier pamphlet ouvertement anti-religieux qu'il ait écrit. Alors il commença à s'entourer de disciples et la secte des philosophes, si bien connue de nos jours, inaugura sa carrière de dévastation religieuse. Comme le catholicisme était encore fort en France, il fallut recourir à l'hypocrisie, et ainsi le gigantesque effort pour répandre la lumière devint un complot ténébreux. Le patriarche de la secte étant un littérateur, versé dans les classiques, entouré d'érudits, toute sa politique consistait à faire paraître l'Eglise ignorante, ridicule et infâme. *Ecrasez l'infâme!* devint le cri de guerre. Le sang de Voltaire se figeait dans ses veines à la pensée que douze pêcheurs galiléens et leurs absurdes

successeurs avaient guidé le monde intellectuellement pendant tant de siècles. Il voulait montrer que lui et sa bande de philosophes avaient plus d'intellect que l'Eglise n'en avait jamais eu. Ce projet de Voltaire est bien connu. C'était la première fois que, en dehors des sentines du protestantisme, on prononçait une parole contre l'intellect éclatant dont l'Eglise avait toujours brillé ; et cette parole fut prononcée juste le lendemain des funérailles de Bossuet et de Fénelon en France, et lorsque Massillon, orateur d'une élégance un peu trop recherchée, était encore vivant.

Le lecteur sait quels flots de médisances, de mensonges, de grossières calomnies, parés du nom de bel esprit, commencèrent à inonder la France et l'Europe. Ce fut la première guerre de l'intellectualisme moderne contre le christianisme. Nous venons d'ajouter le nom de l'Europe à celui de la France. Pourquoi cela ? Parce qu'il arriva malheureusement qu'on comprit et même qu'on parlât alors la langue française dans toute l'Europe : en Russie où cette langue était exclusivement celle de la haute société ; en Allemagne, où Frédéric II s'entourait du rebut des philosophes français en aussi grand nombre qu'il pouvait les recruter, ne dédaignant pas même La Mettrie, matérialiste abject, qui mourut *glorieusement* d'une indigestion, après avoir avalé à son souper tout un pâté de faisan aux truffes ; en Italie, où la langue française a toujours été connue universellement ; en Espagne et dans toutes les parties de l'Amérique Espagnole, où elle commençait à fournir aux plus hautes classes de la société des sujets de lecture à la mode. Dans presque tous ces pays on se mit à prendre pour avéré que l'Ancien Testament et le Nouveau étaient des contes absurdes ; que l'Eglise, à toutes les époques, avait exercé sur l'humanité un despotisme dégradant ; que la littérature chrétienne était un pauvre et stérile essai d'écrire en prose et en vers ; que l'art chrétien n'était même pas digne d'un regard en comparaison des beautés de Boucher, le peintre lascif, et de David, l'artiste païen. En critique, en histoire, en archéologie, les philosophes étaient grands. Quand ils ont parlé sur ces sujets dans leur *Encyclopédie* composée de plus de quatre cents gros volumes in quarto, ils ont démontré comment tout était faux dans l'Ecriture—Tom Paine nous en a dit quelque chose—ridicule dans les chroniques écrites par les moines du moyen âge, et fabuleux dans les anciennes traditions ; l'archéologie moderne, affirmaient-ils, ayant démontré la fausseté du tout ensemble.

Malheureusement pour le système de ces philosophes, il est prouvé de jour en jour plus clairement par des recherches et des découvertes récentes, que l'Ecriture est vraie dans tous ses détails ;

qu'il est plus sûr d'ajouter foi aux chroniques des moines du moyen-âge qu'aux romans des historiens du XVIIIe siècle, et la critique archéologique la plus judicieuse venge de nos jours toutes les traditions de l'humanité.

Aussitôt que les résultats certains de ces recherches et de ces découvertes ont été connus, les intellectualistes modernes ont changé de tactique. Ils ont abandonné soudain la critique philologique, les nobles récits de l'histoire ancienne, les ruines de l'antiquité étudiées par les archéologues. Ils ont alors tourné toute leur attention vers les sciences naturelles,—la géologie, la zoologie, l'embryologie, l'hybridisme, etc., etc.,—en un mot vers toutes les grandes divisions de la science physique étudiée à la lumière de l'évolutionisme; puis ils ont audacieusement affirmé que ces sciences seules peuvent former le véritable apanage de l'intellect humain. En même temps ils ont proclamé qu'il existe une opposition radicale entre leur haut intellectualisme et l'esprit arriéré de l'Eglise. Cette reine vieillie, découronnée, doit abdiquer complètement sa position d'autrefois et laisser le trône à ses ennemis. En ce moment même, l'intellectualisme lui propose avec solennité les belles conditions de paix que nous avons mentionnées en commençant: "Que le prêtre catholique enseigne son catéchisme dans son église, mais qu'il me laisse tout le reste, surtout les écoles!"

Le court examen, que nous avons promis, des diverses phases de l'intellectualisme depuis la Réforme jusqu'à nos jours est presque complet. Mais par inadvertance, nous avons omis une des phases principales dont nous devons cependant dire au moins quelques mots. Il arriva que, juste au moment où Voltaire rapporta sa philosophie d'Angleterre, lord Derwentwater et Ramsay apportèrent aussi du même pays le système primitif des loges de francs-maçons conçu à l'origine dans l'intérêt des jacobites. Les nouveaux philosophes virent immédiatement les immenses avantages qu'ils pouvaient tirer d'une telle organisation. La France fut bientôt couverte de sociétés franc-maçonniques, et quoiqu'on eût fait des lois d'Etat pour interdire ces associations, elles continuèrent à fleurir, protégées qu'elles étaient par la connivence des magistrats, qui commencèrent bientôt à devenir, en grand nombre, philosophes et franc-maçons. C'est aujourd'hui un fait bien connu et certain.

Nous n'entreprendrons pas d'écrire l'histoire de cette ténébreuse conspiration contre la Religion et l'Etat, qui a conduit à la première révolution française, ni de donner le programme positif de ses aspirations. Bien des choses, sans doute, lui ont été attribuées,

qui peuvent avoir été le fait personnel de francs-maçons, et non celui de la secte entière. Mais il y a une chose certaine, c'est qu'il faudrait une surabondance de simplicité pour refuser de croire qu'un parti puissant a été organisé, il y a plus de cent ans, ayant pour un deses principaux objets la ruine du pouvoir de l'Eglise dans l'ordre intellectuel en même temps que dans l'ordre social et politique. L'intention des conspirateurs était certainement de substituer leur puissante organisation à celle de l'Eglise comme guide de la société. Ils voulaient absolument être la tête, l'esprit, l'agent dirigeant du monde intellectuel; de manière que l'être nouveau qu'ils voulaient produire fût désormais créé à leur propre image, mais assurément pas à celle de Dieu. Il serait un sot, l'homme qui nierait que la plupart des résultats obtenus jusqu'à présent contre l'Eglise comme directrice de l'humanité sont l'œuvre de ce parti, qui nierait que ce parti est aujourd'hui plus puissant que jamais.

(La fin au prochain numéro)

BIBLIOGRAPHIES.

LES ÉTATS-UNIS CONTEMPORAINS PAR M. CLAUDIO JANNET.

Nous venons bien tard faire connaître aux lecteurs de la *Revue Canadienne* cet important ouvrage.

Le livre de M. Jannet, publié à Paris, en décembre 1875, a obtenu un grand succès. Il a remué l'opinion publique en France et aux États-Unis, et la presse canadienne lui a fait l'accueil le plus sympathique. Au moment où nous écrivons, sa troisième édition est probablement épuisée, une traduction anglaise a été faite aux États-Unis, et ce beau succès est encore inférieur au mérite de l'œuvre.

Comme tous les ouvrages qui sortent du cercle si vaste des lieux communs et qui s'élèvent audessus du vulgaire, celui de M. Jannet devait soulever quelques critiques. Il n'était pas fait pour plaire aux prôneurs de la souveraineté du peuple, et aux admirateurs passionnés des institutions démocratiques. Il a donc eu cet honneur de soulever dans leurs rangs quelques réclamations ; mais l'œuvre, appuyée sur des faits et des raisonnements sans réplique, n'a pu être entamée, et reste intacte.

On sait que nos voisins ont depuis longtemps la prétention d'être le premier peuple du monde, et de poser en modèle aux yeux des autres nations. Dans son *introduction à l'Histoire des États-Unis*, Bancroft n'est pas loin de les proposer expressément à l'imitation des européens.

“ Pendant que les nations de l'Europe, dit-il, aspirent à un changement, notre constitution excite la plus profonde admiration du peuple par lequel elle a été établie. La prospérité découle de l'observation de la justice ; l'industrie est vivifiée par la liberté du commerce, et le travail est récompensé par un gain certain et très-élevé. La paix intérieure est maintenue sans le secours d'institutions militaires, et l'opinion n'autorise que l'entretien d'un petit

nombre de troupes permanentes pour la garde des frontières. Une vaillante marine protège notre commerce qui déploie ses bannières sur toutes les mers et étend ses entreprises sous toutes les latitudes. Par notre diplomatie nous entretenons des relations amicales sur le pied d'égalité avec les premières puissances du globe, tout en évitant de nous mêler à leurs intrigues, à leurs passions et à leurs guerres. Nos ressources nationales sont développées par une culture incessante des arts de la paix. Tout homme peut jouir des fruits de son industrie ; chacun est libre de publier ses convictions. Notre gouvernement par son organisation est nécessairement identifié avec les intérêts du peuple et sa durée dépend exclusivement de l'attachement de la nation. Les ennemis mêmes de l'Etat, s'il y en a, ont la liberté d'exprimer leurs opinions sans être inquiétés ; leur présence n'est pas un danger là où la raison est libre de combattre toutes les erreurs. La constitution n'est pas une lettre morte, irrévocablement fixée ; on peut la perfectionner en adoptant tous les changements que le temps et l'opinion exigeront ; il n'y a pas de crainte qu'elle périsse aussi longtemps qu'elle conservera la force de ses institutions.....

“ Nous n'avons pas de dette nationale, la République est opulente, le gouvernement peu coûteux, et le trésor rempli.....

- Une presse libre répand les meilleures productions de toutes les nations et de tous les âges..... D'autres gouvernements sont bouleversés par les innovations et les réformes des Etats voisins ; notre Constitution, fixée dans les affections du peuple qui l'a choisie, neutralise l'influence des principes étrangers et ouvre sans crainte un asile aux hommes vertueux, malheureux ou opprimés des autres nations.. ..

“ Notre pays ne doit sa gloire et sa prospérité actuelles qu'aux institutions dont l'a doté son heureux génie.”

Ce tableau est riant. Mais si, déjà, lorsqu'il a été fait, il n'était pas entièrement fidèle, il est bien certain qu'aujourd'hui aucun historien impartial ne voudrait le rééditer. Si le portrait fut jamais ressemblant, tout le monde admettra qu'il a cessé de l'être.

Il n'est plus le temps où la République Américaine n'avait pas de dette nationale, était opulente, et se vantait d'avoir un gouvernement peu coûteux et un trésor rempli.

Il n'est plus le temps où la Constitution excitait une admiration unanime, où personne n'aspirait à un changement, où la paix intérieure était maintenue sans institution militaire, où les innovations et les bouleversements des gouvernements européens n'étaient pas à craindre.

Cet âge d'or de l'enfance d'un grand peuple s'est évanoui, et nos

orgueilleux voisins s'aperçoivent aujourd'hui que s'ils ont grandi très-rapidement, ils ont aussi vieilli très-vite.

Ils viennent de célébrer leur *centenaire*, et l'élection présidentielle qui suit la fête produit une crise qui met la République à l'agonie. Que va-t-il résulter de ce conflit sans exemple que nous observons avec tant d'intérêt? Il est difficile de le prévoir; mais ce que nous pouvons dire, c'est qu'une nouvelle guerre civile ou une séparation sont possibles.

Quelles sont les causes de cette décrépitude prématurée chez la nation que Bancroft représentait comme si forte et si prospère? Comment se fait-il qu'après un siècle d'existence elle souffre déjà comme les peuples européens, et même plus qu'eux de ces troubles intérieurs et de cette instabilité qui sont généralement le produit des institutions en décadence? Le livre de M. Jannet répond à ces questions de la manière la plus satisfaisante. C'est l'étude la plus soignée et la plus complète qui ait été faite sur les Etats-Unis. C'est une enquête minutieuse et intelligente, où tous les témoins compétents, hommes d'Etat, économistes, historiens, journalistes, etc., ont été interrogés, où tous les faits importants ont été analysés et condensés, et d'où les conséquences doctrinales découlent d'elles-mêmes.

Comme son titre l'indique, l'objet de cette étude n'est pas la République de Washington et de ses successeurs immédiats, c'est la République de Lincoln et de Grant, celle qui depuis quarante ans a subi des transformations si importantes dans ses institutions et dans ses mœurs.

M. Jannet explique ces transformations; il en indique les causes et les résultats: il en prédit les dernières conséquences. Il suit la morale du radicalisme aux Etats-Unis depuis Jefferson jusqu'à nos jours, il observe ses progrès, il apprécie ses actes et son influence croissante, et il montre l'abîme où glissera la nation américaine, si des réformes promptes et énergiques ne sont pas adoptées par les gouvernements.

Après avoir démontré que l'œuvre de Washington a prospéré parce qu'elle était soutenue par de grandes vertus privées, par de saines traditions et par des mœurs publiques comparativement bonnes, il lui est facile de faire voir que ces éléments de vie nationale n'existent plus chez nos voisins. La corruption et la fraude s'y sont développées à tous les degrés de l'échelle sociale, et ont mis en relief les vices des institutions, en même temps qu'elles en ont diminué les avantages.

Tous les lecteurs canadiens devraient donc étudier cet ouvrage qui renferme pour nous les leçons les plus salutaires. Nous

sommes plus ou moins enclins à imiter nos voisins : il ne faudrait les imiter que dans ce qu'ils ont de bon. Or, le livre de M. Jannet, en faisant la part de leurs qualités et de leurs défauts, fournit des enseignements précieux à tous ceux qui s'occupent des affaires publiques dans notre pays.

Comme œuvre littéraire, les *Etats-Unis contemporains* occupent aussi un rang distingué. Le style en est sobre, sévère et correct. Les matières y sont rangées avec ordre, et la méthode suivie donne aux démonstrations un enchaînement et une clarté qui ne se rencontrent pas toujours dans des ouvrages de ce genre. Sans théories creuses, sans phrases sonores, sans tableaux à effet, l'écrivain va droit à son but comme un observateur austère, et s'élève parfois aux plus hautes considérations philosophiques et sociales.

Je ne puis donner une meilleure idée de son style et de sa largeur de vues qu'en reproduisant la conclusion de son livre :

“ Arrivés au terme de cette étude, la conclusion qui s'en détache pour nous invinciblement, c'est que, dans tous les pays et dans tous les temps, dans les conditions historiques et économiques les plus diverses, les lois morales qui régissent les sociétés humaines, agissent avec une permanence et une fixité inéluctables. Fondée sur le Décalogue et la raison même de Dieu, la distinction du bien et du mal est immuable. Partout, les hommes sont prospères ou malheureux, selon qu'ils observent la loi divine ou la méprisent. Tout leur libre arbitre consiste à choisir entre ces deux termes du problème de la vie, et tous les efforts de l'esprit d'innovation viennent se briser, sans jamais pouvoir les ébranler, contre ces bornes éternelles posées par Dieu à l'orgueilleuse faiblesse de sa créature. C'est là l'enseignement que, par-delà l'océan et à travers les mirages de sa rapide prospérité, la jeune République du nouveau-monde renvoie aux vieilles nations européennes, trop portées à croire aux sophismes de la grande erreur moderne et à se méfier de leurs propres traditions.”

A. B. R.

Depuis quelques années notre littérature nationale attire d'une façon marquée l'attention de la France, notre ancienne mère-patrie. Nos ouvrages canadiens ont été l'objet d'appréciations flatteuses dans les journaux et les revues. Nous sommes très sensibles à cette marque de courtoisie car il n'y a pas longtemps encore les Français semblaient ignorer qu'il y avait au Canada tout un peuple parlant et écrivant leur langue.

La *Revue des Questions Historiques*, livraison du mois d'octobre dernier, contient une critique de l'ouvrage de M. L. P. Turcotte "*Le Canada sous l'Union*." Elle porte la signature de M. Claudio Jannet, l'auteur de "*Les Etats-Unis contemporains*," ouvrage qui a eu tant de vogue depuis sa publication. Nous donnons plus loin cette critique et nous l'accompagnons d'une autre appréciation publiée il y a quelque temps dans le *Courrier d'Oulouais* et due à la plume d'un autre ami du Canada, M. Rameau.

M. Turcotte a le droit d'être fier de ces nouveaux témoignages flatteurs, après avoir déjà reçu l'approbation de la presse canadienne sans distinction de partis politiques, de nos hommes publics et de juges compétents comme M. Etienne Parent, M. J. C. Taché, l'honorable P. J. O. Chauveau, etc.

Le succès de l'ouvrage est dû surtout à l'impartialité de l'écrivain, et à l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

Cet ouvrage est indispensable aux hommes politiques, à tous ceux qui veulent connaître l'histoire intime du Canada pendant la période de l'Union (1).

C.....

EXTRAIT DE LA "REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES"
DU 1^{er} OCTOBRE 1876.

Le Canada sous l'Union, 1841-1867, par Louis P. Turcotte, 2 vol. in-8, 1871-73, Québec.

" M. Louis Turcotte, un des meilleurs écrivains canadiens contemporains, a retracé l'histoire de son pays pendant une période de vingt-sept ans, qui a été comme la transition entre les temps d'oppression qui suivirent la conquête anglaise et l'établissement du régime de pleine liberté, où notre ancienne colonie est devenue le centre du nouvel Etat connu sous le titre de *Dominion of Canada*.

" L'acte de Québec (2) de 1791 qui accordait aux canadiens-français le maintien de leur langue, de leur religion, de leurs lois et un gouvernement représentatif était constamment violé, par les gouverneurs britanniques, poussés dans cette voie par les descendants des *loyalistes* américains, qui s'étaient établis sur les bords des grands lacs, où ils avaient formé la province du Haut-Canada, et dans quelques comtés du Canada français ou Bas-Canada.

" Cette persécution amena, en 1837 et 1838, une insurrection dans certains districts : à la même époque un mouvement révolu-

(1). L'ouvrage se vend \$1.00 les deux volumes chez les libraires de Montréal et de Québec.

(2) Constitution de 1791.

tionnaire éclata dans le Haut-Canada, où la domination d'un groupe de conservateurs protestants connus sous le nom de *Family compact* avait poussé à bout les immigrants. Ces deux mouvements furent réprimés cruellement et l'Angleterre en profita pour abolir l'*acte de Québec*. Par la constitution de 1841, elle réunit en une seule province les deux Canadas. Quoiqu'à cette époque la population du Haut-Canada fût très-inférieure à celle du Canada français, le nombre de leurs députés à la Chambre basse devait être égal. L'usage du français était interdit dans les cours de justice et les débats législatifs. (1)

“ Le but avoué de l'*Union* était la destruction de la nationalité française; tous les avantages étaient en faveur de la province anglaise et protestante, qui devait y trouver entre autres choses le moyen d'y relever son crédit, d'ouvrir ses routes et d'attirer l'immigration britannique, tout cela aux frais des Franco-Canadiens.

“ Heureusement les Canadiens ne se découragèrent pas. Repoussant tout agissement révolutionnaire et réservant leurs droits pour l'avenir, ils s'appliquèrent à tirer parti de l'*Acte d'Union* avec une sagesse et une persévérance dignes de servir de modèle à tous les peuples opprimés.

“ Leurs efforts portèrent d'abord sur l'obtention d'un gouvernement responsable, c'est-à-dire de la responsabilité ministérielle, et ils triomphèrent grâce à leur alliance avec les *réformistes* du Haut-Canada. M. Louis Turcotte raconte ces luttes avec des détails qui rendent son livre fort intéressant pour les études du droit constitutionnel. On y voit sans doute les misères du gouvernement parlementaire, qui usent les forces de beaucoup d'hommes de talent dans des luttes égoïstes pour la possession du pouvoir; mais au Canada la question avait une portée toute autre: il s'agissait pour la population française de sauver sa nationalité. Guidée par des hommes comme Sir L. Lafontaine, M. Viger, M. Morin, Sir Etienne Taché et plus tard M. Cartier, elle y réussit pleinement; elle s'assura des représentants en nombre égal dans les ministères, le libre usage de sa langue, et elle finit par gagner à sa cause les *conservateurs* du Haut-Canada eux-mêmes, notamment leur chef, Sir Allan MacNab. Deux gouverneurs anglais, Sir C. Bagot (1842-1843) et surtout Lord Elgin (1847-1854), contribuèrent beaucoup à ces heureux résultats.

“ Dès que le Bas-Canada eut recouvré une sorte d'autonomie de fait, il s'appliqua à développer les chemins de fer, la colonisation et l'instruction. Le clergé joua un grand rôle sous ce dernier rap-

(1) La langue anglaise était la seule langue parlementaire, mais on permit la traduction des lois, etc., et les discussions se faisaient dans les deux langues.

port; il multiplia les écoles de paroisses et fonda l'Université de Laval à Québec. Mais l'œuvre la plus importante de cette époque fut l'abolition des droits féodaux (1854). On sait que les Français s'étaient servis du système des seigneuries pour peupler le pays. Ce système, en somme, malgré certaines défaillances, avait remarquablement atteint ce but; seulement à la longue, les censives, les droits de lots et de ventes, la banalité étaient des obstacles à la prospérité publique. La législature du Canada les a abolis en indemnisant les seigneurs et en partageant, judicieusement les charges de cette indemnité entre les censitaires et l'Etat. On lira avec d'autant plus d'intérêt l'exposé détaillé de cette grande mesure, que l'exemple des Français du Canada montre avec quelle facilité la question des droits féodaux eût pu être résolue chez nous en 1789... sous la révolution.

“Cependant avec le temps la distribution des partis avait changé, et les questions religieuses avaient, comme partout, pris la première place dans la politique. Les protestants intolérants et révolutionnaires du Haut-Canada s'étaient constitués à l'état de parti et trouvèrent pendant quelque temps un appui chez des démocrates canadiens, qui arboraient sur leur drapeau l'enseignement laïque.

“Après quelques succès momentanés, les démocrates ont perdu crédit auprès des Canadiens, restés heureusement fidèles à la direction du clergé.

“En 1864, Sir Etienne Taché et M. Cartier provoquèrent l'établissement d'une confédération de toutes les possessions britanniques de l'Amérique du Nord. Ce projet a abouti en 1867, les dangers d'une annexion aux Etats-Unis ont été écartés, et le Bas-Canada, redevenu dans la Confédération une province distincte sous le nom de *province de Québec*, peut librement développer sa nationalité dans l'ordre religieux, littéraire et économique.

“Là s'arrête l'ouvrage de M. Turcotte. Si sous sa plume la langue française se ressent un peu trop du contact de l'anglais, on n'a qu'à louer chez lui l'art de la composition, qui arrive à donner un vif intérêt à des débats parlementaires racontés année par année. M. Turcotte a toutes les grandes qualités de l'historien. Versé dans les matières politiques, juridiques et économiques dont il a à parler, ses jugements sont fermes et ses principes religieux et sociaux toujours nettement exprimés. Il est en même temps d'une remarquable modération vis-à-vis de ses adversaires; il ne craint pas de constater les fautes de ses amis, et il a su éviter la plupart des écueils qui s'attachent au récit des événements contemporains.

LETTRE DE M. RAMEAU A M. LOUIS P. TURCOTTE.

Monsieur,

Tout ce qui vient du Canada m'est toujours cher et agréable, mais c'est avec un intérêt tout particulier que j'ai lu le volume que vous m'avez envoyé, et où vous avez condensé avec talent et avec une impartialité remarquable l'histoire de ce dernier lustre.

“ Non seulement j'y ai pris un grand plaisir, mais pour moi qui suis, quoique d'un peu loin, les évolutions de la politique canadienne, c'est un livre d'une véritable utilité, qui me permet de parcourir en un coup-d'œil rapide toute la suite des événements depuis vingt-cinq ans, et de renouer ainsi facilement à leurs antécédents toutes les questions qui viendront à s'agiter.

“ J'en estime si bien l'intérêt et l'utilité, que je veux tâcher autant qu'il me sera possible de le faire connaître et d'attirer sur ce livre l'attention de notre public français, mais je n'oserais vous répondre de beaucoup de succès, car non seulement il y a trop peu de gens ici qui s'intéressent à notre vieille colonie, mais il faut même avouer que le nombre des gens qui la connaissent est encore plus restreint qu'il ne serait raisonnable de le supposer.

“ J'ai lu avec une attention toute particulière ce qui se rapporte à l'administration si remarquable de Sir La Fontaine et à celle non moins notable de Sir Cartier, deux hommes d'état dont les annales du Canada conserveront la mémoire ; quelles que soient en effet les fautes que la critique et la divergence d'opinion puissent leur reprocher, ce sera toujours un mérite considérable d'avoir fait entrer la race conquise dans les conseils du gouvernement, et d'avoir su tenir et conserver d'une main forte le pouvoir pendant de longues années, au milieu des orages d'une démocratie toujours tumultueuse.

“ Ce n'est point le fait d'un esprit faible ou vulgaire. Vous êtes de ceux à qui l'on peut parler avec cette justice ; car cette impartialité me montre assez que vous comprenez que l'on peut apprécier dignement la valeur des hommes sans les admirer toujours, de même que l'on peut les critiquer tout en rendant justice dans ce qu'ils ont fait de grand et de bon.

“ C'est là le vrai signe de l'indépendance de l'esprit ; car, admirer absolument, ou blâmer sans réserve, c'est le propre de la servilité ou de la sottise—peut-être faudrait-il dire avec le latin : *stultitia servi*.

“ Veuillez, monsieur, agréer l'estime et la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre tout dévoué serviteur ;

Paris, ce 28 février 1873.

E. RAMEAU.

LE PAYS DES FOURRURES

(Suite)

CHAPITRE XIX.

UNE VISITE DE VOISINAGE.

Le 2 décembre, l'intensité du froid avait diminué. Ces phénomènes de parasélènes étaient un symptôme auquel un météorologiste n'aurait pu se méprendre. Ils constataient la présence d'une certaine quantité de vapeur d'eau dans l'atmosphère, et, en effet, le baromètre baissa légèrement, en même temps que la colonne thermométrique se relevait à quinze degrés Fahrenheit (9° centigr. au-dessous de zéro).

Bien que ce froid eût encore paru rigoureux en toute région de la zone tempérée, des hiverneurs de profession le supportaient aisément. D'ailleurs, l'atmosphère était calme. Le lieutenant Hobson, ayant observé que les couches supérieures de neige glacée s'étaient ramollies, ordonna de déblayer les abords extérieurs de l'enceinte. MacNap et ses hommes entreprirent cette besogne avec courage, et en quelques jours elle fut menée à bonne fin. En même temps, on mit à découvert les trappes enfouies, et elles furent tendues de nouveau. De nombreuses empreintes prouvaient que le gibier à fourrure se massait aux environs du cap, et, la terre lui refusant toute nourriture, il devait aisément se laisser prendre à l'amorce des pièges.

D'après les conseils du chasseur Marbre, on construisit aussi un traquenard à rennes, suivant la méthode des Esquimaux. C'était une fosse large en tous sens d'une dizaine de pieds et creuse d'une douzaine. Une planche formant bascule, et pouvant se relever par son propre poids, la recouvrait de manière à la dissimuler entière-

ment. L'animal, attiré par les herbes et branches déposées à l'extrémité de la planche, était inévitablement précipité dans la fosse, dont il ne pouvait plus sortir. On comprend que, par ce système de bascule, le traquenard se retendait automatiquement, et qu'un renne pris, d'autres pouvaient s'y prendre à leur tour. Marbre n'éprouva d'autre difficulté, en établissant son traquenard, qu'à percer un sol très-dur ; mais il fut assez surpris—et Jasper Hobson ne le fut pas moins—quand la pioche, après avoir traversé quatre à cinq pieds de terre et de sable, rencontra en dessous une couche de neige, dure comme du roc, et qui paraissait être très-épaisse.

“ Il faut, dit le lieutenant Hobson, après avoir observé cette disposition géologique, il faut que cette partie du littoral ait été soumise, il y a bien des années, à un froid excessif et pendant un laps de temps très-long ; puis, les sables, la terre, auront peu à peu recouvert la masse glacée, vraisemblablement étendue sur un lit de granit.

—En effet, mon lieutenant, répondit le chasseur, mais cela ne rendra pas notre traquenard plus mauvais. Au contraire même, les rennes, une fois emprisonnés, trouveront une paroi glissante sur laquelle ils n'auront aucune prise.”

Marbre avait raison, et l'événement justifia ses prévisions.

Le 5 décembre, Sabine et lui étant allés visiter la fosse, entendirent de sourds grognements qui s'en échappaient. Ils s'arrêtèrent.

“ Ce n'est point le brame du renne, dit Marbre, et je nommerais bien la bête qui s'est fait prendre à notre traquenard !

—Un ours ! répondit Sabine.

—Oui, fit Marbre, dont les yeux brillèrent de satisfaction.

—Ph bien, répliqua Sabine, nous ne perdrons pas au change. Le beefsteak d'ours vaut le beefsteak de renne, et on a la fourrure en plus. Allons ! ”

Les deux chasseurs étaient armés. Ils coulèrent une balle dans leur fusil déjà chargé à plomb, et s'avancèrent vers le traquenard. La bascule s'était remise en place, mais l'amorce avait disparu, ayant été probablement entraînée au fond de la fosse.

Marbre et Sabine, arrivés près de l'ouverture, regardèrent jusqu'au fond du trou, après avoir déplacé la bascule. Les grognements redoublèrent. C'étaient, en effet ceux d'un ours. Dans un coin de la fosse était blottie une masse gigantesque, un véritable paquet de fourrure blanche, à peine visible dans l'ombre, au milieu de laquelle brillaient deux yeux étincelants. Les parois de la fosse étaient profondément labourées à coups de griffe, et certainement, si les murs eussent été faits de terre, l'ours aurait pu se frayer un chemin au dehors. Mais sur cette glace glissante, ses pattes n'avaient

pas eu prise, et si sa prison s'était élargie sous ses coups, du moins n'avait-il pu la quitter.

Dans ces conditions, la capture de l'animal n'offrait aucune difficulté. Deux balles, ajustées avec précision vers le fond de la fosse, eurent raison du vigoureux animal, et le plus gros de la besogne fut de l'en tirer. Ces deux chasseurs revinrent au fort Espérance pour y chercher du renfort. Une dizaine de leurs compagnons, munis de cordes, les suivirent jusqu'au traquenard, et ce ne fut pas sans peine que la bête fut extraite de la fosse. C'était un ours gigantesque, haut de six pieds, pesant au moins six cents livres, et dont la vigueur devait être prodigieuse. Il appartenait au sous-genre des ours blancs par son crâne aplati, son corps allongé, ses ongles courts et peu recourbés, son museau fin et son pelage entièrement blanc. Quant aux parties comestibles de l'individu, elles furent soigneusement rapportées à Mrs. Joliffe, et figurèrent avantageusement comme plat de résistance au diner du jour.

Dans la semaine qui suivit, les trappes fonctionnèrent assez heureusement. On prit une vingtaine de martes, alors dans toute la beauté de leur vêtement d'hiver, mais seulement deux ou trois renards. Ces sagaces animaux devinaient le piège qui leur était tendu, et le plus souvent, creusant le sol près de la trappe, ils parvenaient à s'emparer de l'appât et à se débarrasser ensuite de la trappe rabattue sur eux. Résultat qui mettait Sabine hors de lui, le chasseur déclarant un tel subterfuge "indigne d'un renard honnête."

Vers le 10 décembre, le vent ayant passé dans le sud-ouest, la neige se reprit à tomber, mais non pas par flocons épais. C'était une neige fine, en somme peu abondante, mais elle se glaçait aussitôt, car un froid vif se faisait sentir, et comme la brise était forte, on le supportait difficilement. Il fallut donc se caserner de nouveau et reprendre les travaux de l'intérieur. Par précaution, Jasper Hobson distribua à tout son monde des pastilles de chaux et du jus de citron, l'emploi de ces antiscorbutiques étant réclamé par la persistance de ce froid humide. Du reste, aucun symptôme de scorbut ne s'était encore manifesté parmi les habitants du fort Espérance. Grâce aux précautions hygiéniques prises, la santé générale n'avait point été altérée.

La nuit polaire était profonde alors. Le solstice d'hiver approchait, époque à laquelle l'astre du jour se trouve à son maximum d'abaissement au-dessous de l'horizon pour l'hémisphère boréal. Au crépuscule de minuit, le bord méridional des longues plaines blanches se teintait à peine de nuances moins sombres. Une réelle impression de tristesse se dégageait de ce territoire polaire, que les ténèbres enveloppaient de toutes parts.

Quelques jours se passèrent dans la maison commune. Jasper Hobson était plus rassuré contre l'attaque des bêtes fauves, depuis que les abords de l'enceinte avaient été déblayés, — fort heureusement, car on entendait de sinistres grognements sur la nature desquels on ne pouvait se méprendre. Quant à la visite de chasseurs indiens ou canadiens, elle n'était pas à craindre à cette époque.

Cependant, un incident se produisit, ce qu'on pourrait appeler un épisode dans ce long hivernage, et qui prouvait que, même au cœur de l'hiver, ces solitudes n'étaient pas entièrement dépeuplées. Des êtres humains parcouraient encore ce littoral, chassant les morses et campant sous la heige. Ils appartenaient à la race "des mangeurs de poissons crus" (1), qui sont répandus sur le continent du North-Amérique, depuis la mer de Baffin jusqu'au détroit de Behring, et dont le lac de l'Esclave semble former la limite méridionale.

Un matin du 14 décembre, ou plutôt à neuf heures avant midi, le sergent Long, revenant d'une excursion sur le littoral, termina son rapport au lieutenant, en disant que si ses yeux ne l'avaient point trompé, une tribu de nomades devait être campée à quatre milles du fort, près d'un petit cap qui se projetait en cet endroit.

"Quels sont ces nomades ? demanda Jasper Hobson.

—Ce sont des hommes ou des morses, répondit le sergent Long. Pas de milieu !"

On aurait bien étonné le brave sergent en lui apprenant que certains naturalistes ont précisément admis "ce milieu" que lui, Long, ne reconnaissait pas. Et, en effet, quelques savants ont plus ou moins plaisamment regardé les Esquimaux comme "une espèce intermédiaire entre l'homme et le veau-marin."

Aussitôt le lieutenant Hobson, Mrs. Paulina Barnett, Madge et quelques autres, d'aller constater la présence de ces visiteurs. Bien vêtus, bien encapuchonnés, se tenant en garde contre les gelées subites, armés de fusils et de haches, chaussés de bottes fourrées auxquelles la neige glacée prêtait un point d'appui solide, ils sortirent par la poterne et suivirent le littoral, dont les glaçons encombraient la rivière.

La lune, dans son dernier quartier, jetait de vagues lueurs sur l'icefield, à travers les brumes du ciel. Après une marche d'une heure, le lieutenant dut croire que son sergent s'était trompé, ou tout au moins qu'il n'avait vu que des morses, lesquels avaient sans doute regagné leur élément par ces trous qu'ils tiennent constamment praticables au milieu des champs de glace.

(1) Traduction exacte du mot *esquimaux*.

Mais le sergent Long, montrant un tourbillon grisâtre qui sortait d'une extumescence conique, sorte de hutte, élevé sur l'icefield, se contenta de répondre tranquillement :

“Voilà donc une fumée de morsés !”

En ce moment des êtres vivants sortirent de la hutte, se traînant sur la neige. C'étaient des Esquimaux, mais s'ils étaient hommes ou femmes, c'est ce qu'un Esquimau seul eût pu dire, tant leur accoutrement permettait de les confondre.

En vérité, et sans approuver en quoi que ce soit l'opinion des naturalistes citée plus haut, on eût dit des phoques, de véritables amphibiens, velus, poilus. Ils étaient au nombre de six, quatre grands et deux petits, larges d'épaules pour leur taille médiocre, le nez épaté, les yeux abrités sous d'énormes paupières, la bouche grande, la lèvre épaisse, les cheveux noirs, longs, rudes, la face dépourvue de barbe. Pour vêtements, une tunique ronde en peau de morse, un capuchon, des bottes, des mitaines de même nature. Ces êtres, à demi sauvages, s'étaient approchés des Européens et les regardaient en silence.

“Personne de vous ne sait l'esquimau ?” demanda Jasper Hobson à ses compagnons.

Personne ne connaissait cet idiome ; mais aussitôt, une voix se fit entendre, qui souhaitait la bienvenue en anglais :

“Welcome! welcome!”

C'était un Esquimau, ou plutôt, comme on ne tarda pas à l'apprendre, une Esquimaude, qui, s'avançant vers Mrs. Paulina Barnett, lui fit un salut de la main.

La voyageuse, surprise, répondit par quelques mots que l'indigène parut comprendre facilement, et une invitation fut faite à la famille de suivre les Européens jusqu'au fort.

Les Esquimaux semblèrent se consulter du regard, puis, après quelques instants d'hésitation, ils accompagnèrent le lieutenant Hobson, marchant en groupe serré.

Arrivée à l'enceinte, la femme indigène, voyant cette maison dont elle ne soupçonnait pas l'existence, s'écria :

“House! house! snow-house?”

Elle demandait si c'était une maison de neige, et pouvait le croire, car l'habitation se perdait alors dans toute cette masse blanche qui couvrait le sol. On lui fit comprendre qu'il s'agissait d'une maison de bois. L'Esquimaude dit alors quelques mots à ses compagnons, qui firent un signe approbatif. Tous passèrent alors par la poterne, et, un instant après, ils étaient introduits dans la salle principale.

Là, leurs capuchons furent retirés, et l'on put reconnaître les

sexes. Il y avait deux hommes de quarante à cinquante ans, au teint jaune-rougeâtre, aux dents aiguës, aux pommettes saillantes, ce qui leur donnait une vague ressemblance avec des carnivores ; deux femmes encore jeunes, dont les cheveux nattés étaient ornés de dents et de griffes d'ours polaires ; enfin, deux enfants de cinq à six ans, pauvres petits êtres à mine éveillée, qui regardaient en ouvrant de grands yeux.

“ On doit vraisemblablement supposer que des Esquimaux ont toujours faim, dit Jasper Hobson. Je pense donc qu'un morceau de venaison ne déplaira pas à nos hôtes.”

Sur l'ordre du lieutenant Hobson, le caporal Joliffe apporta quelques morceaux de renne, sur lesquels ces pauvres gens se jetèrent avec une sorte d'avidité bestiale. Seule, la jeune Esquimaude qui s'était exprimée en anglais montra une certaine réserve, regardant, sans les quitter des yeux, Mrs. Paulina Barnett et les autres femmes de la factorerie. Puis, apercevant le petit baby que Mrs. Mac Nap tenait sur ses bras, elle se leva, courut à lui et, lui parlant d'une voix douce, se mit à le caresser le plus gentiment du monde.

Cette jeune indigène semblait être, sinon supérieure, du moins plus civilisée que les autres, et cela parut surtout quand, ayant été prise d'un léger accès de toux, elle mit sa main devant sa bouche, d'après les règles les plus élémentaires de la civilité.

Ce détail n'échappa à personne. Mrs. Paulina Barnett, causant avec l'Esquimaude et employant les mots anglais les plus usités, apprit en quelques phrases que cette jeune indigène avait servi pendant un an chez le gouverneur danois d'Uppernawik, dont la femme était Anglaise. Puis elle avait quitté le Groënland pour suivre sa famille sur les territoires de chasse. Les deux hommes étaient ses deux frères ; l'autre femme, mariée à l'un d'eux et mère des deux enfants, était sa belle-sœur. Ils revenaient tous de l'île Melbourne, située, dans l'est, sur le littoral de l'Amérique anglaise, regagnant à l'ouest la pointe Barrow, l'un des caps de la Géorgie occidentale de l'Amérique russe, où vivait leur tribu, et c'était un sujet d'étonnement pour eux de trouver une factorerie installée au cap Bathurst. Les deux Esquimaux secouèrent même la tête en voyant cet établissement. Désapprouvaient-ils la construction d'un fort sur ce point du littoral ? Trouvaient-ils l'endroit mal choisi ? Malgré toute sa patience, le lieutenant Hobson ne parvint point à les faire s'expliquer à ce sujet, ou du moins il ne comprit pas leurs réponses.

JULES VERNE.

(à continuer.)

CHRONIQUE PARISIENNE

Après Luther et ses imputations venimeuses contre le clergé, après Rabelais et ses monstrueuses descriptions, après Voltaire et ses sarcasmes, après Robespierre et ses échafauds, après Béranger enfin et ses chansons et la presse politique avec ses invectives, il ne restait plus au prêtre français qu'à boire un dernier calice plus humiliant à la vérité, sinon plus amer que tous les autres : il ne lui restait plus qu'à paraître dans le roman contemporain.

Notre époque ayant élevé ce pilori, il n'est sorte de personnes et d'institutions respectables qu'on n'y ait successivement attachées ; et, un jour, pour relever l'intérêt qui languissait et ramener la popularité qui faisait mine d'aller à d'autres spectacles et à d'autres bateleurs, Victor Hugo, en plein chef-d'œuvre (1), créa son odieux Claude Frolo, et se mit à donner l'exemple de " manger du prêtre."

Non que le roman, en côtoyant l'histoire, n'eût déjà mordu plus d'une fois à ce fruit défendu. Nous avons lu Walter Scott, dont les tableaux, poussés au noir, faisaient efficacement quoique courtoisement son procès au clergé catholique, et nous montraient des templiers trop buveurs, des évêques trop mondains, des abbés trop peureux et des moines plus gras que nature.

Manzoni lui-même, dans ses immortels *Fiancés*, ouvre le récit par la pourtraicture d'un certain don Albondio, fort réjouissant sans doute, et dans l'espèce, peut-être, fort ressemblant, mais que l'on ne saurait sans injustice généraliser comme le type du curé de campagne. C'est pourtant ce qu'on n'a pas manqué de faire... et l'angélique profil de Frédéric Borromée qui apparaît sur la fin, ne compense que très-imparfaitement, à notre avis, le tort fait dès le début à toute une classe de ses humbles confrères. Personne ne devait savoir mieux que Manzoni que si le ridicule ne donne pas toujours la mort, presque toujours il inocule la lèpre.

(1) Notre-Dame de Paris.

Il est une réflexion douloureuse dont on ne peut se défendre en comparant à ce point de vue les romans anglais et les romans français. Dans les récits protestants, en effet, le clergyman intervient aussi souvent, plus souvent même que sous la plume de nos romanciers : mais avec quelle convenance presque toujours ! avec quelle auréole de savoir et d'honneur ! avec quelles passions élevées ! Lisez Dickens, Thackeray, Miss Bronte, et en Amérique Miss Cummins ; tous font à l'homme d'église un rôle qui se soutient dans l'estime, souvent même dans la sympathie du lecteur, et personne n'a la déloyauté de substituer ici l'exception à la règle.

Pour comprendre à quel point nos écrivains sont coupables d'en agir autrement, il faut savoir que si le roman baisse un peu chez nous depuis quelques années sous le rapport de la clientèle et du nombre des lecteurs, il a gagné considérablement en valeur littéraire. Il serait puéril de le contester : non-seulement il se maintient au degré élevé où l'avait vu la génération précédente, mais encore quelques-uns des romanciers du jour, Octave Feuillet, Jules Sandeau, Victor Cherbuliez, Alphonse Daudet, Paul Féval, lui ont donné une forme et lui ont imprimé des qualités qui le rendent à certains égards supérieur à ce qu'il a jamais été. Il n'en est que plus dangereux, quand il s'avise de chercher le succès dans le scandale.

Tant que le prêtre n'a été que compare dans le récit, comme sous la plume de Chateaubriand, par exemple, on a pu pardonner à l'auteur de l'avoir trop humanisé, et même d'avoir ça et là gravement dénaturé son rôle, méconnu son caractère et forcé ses traits. Mais vint le jour où le prêtre fut résolument envisagé comme une "variété sociale," bonne à défrayer la curiosité des lecteurs de feuilletons, c'est-à-dire uniquement comme élément de pittoresque. Alors Lamartine écrivit *ex professo* son *Jocelyn*, et le moyen-âge ecclésiastique fut livré en proie à toutes les audaces de l'école romantique, qui en fit ce que nous savons par le seul ouvrage qui survive à cette levée de boucliers : *Notre-Dame de Paris*.

Parmi les romans de cette première époque, les plus populaires, heureusement, n'ont peut-être pas été, à ce point de vue, les plus dangereux. Tels, pour ne parler que d'eux, les récits exhubérants d'Alexandre Dumas, père. Sans doute Richelieu et Mazarin n'y sont pas ménagés, et le clergé n'y partage que trop souvent avec la noblesse et la royauté, les anathèmes de ce grand flatteur du mouvement bourgeois et voltairien de 1830. Mais l'abondance même de ces fictions en neutralise le péril. Car l'in vraisemblable et le fantastique sont tels, que le lecteur ne tarde pas à se sentir prévenu et à constater que Dumas est avec la réalité comme le

paysan ivre est avec son âne : tantôt à gauche, tantôt à droite, jamais dessus.

Tels ne sont pas, tant s'en faut, les récits de Georges Sand, et particulièrement son roman anti-clérical au premier chef de *Mademoiselle La Quintinie*.

L'éloge de Mme. Sand comme écrivain n'est plus à faire, et l'on sait ce que valent à ce point de vue la plupart de ces nombreux volumes d'une si facile lecture et d'une si dangereuse beauté. Là, ce n'est pas une plume que le narrateur laisse courir sur des feuillets insensibles, c'est un scalpel qu'il promène sur des chairs vivantes : et si prévenu ou si froid que vous puissiez être, vous ne pouvez vous défendre de tomber sous le charme et de vous sentir ému. Là, le cœur humain et la nature se fondent en un hymne mystique, moins vague que la poésie panthéiste peut-être, mais malheureusement tout aussi peu chrétien. Personne ne les a fait parler comme cette femme, qui a eu le rare privilège d'obtenir à la fois les suffrages de la foule et l'approbation des délicats.

Pourquoi ce suffrage a-t-il été général à l'apparition du volume cité plus haut et l'approbation moins unanime ? Parce que *Mademoiselle La Quintinie* est avant tout une œuvre de sectaire : parce que la rage révolutionnaire de l'auteur y éclatant sans frein, sa pensée ne s'y enveloppe plus d'aucune de ces opinions moitié fil, moitié coton, comme on dit dans les ateliers, par où elle réussit ailleurs à gazer le blasphème : eu un mot, parce que Mme. Sand à son tour a voulu manger du prêtre.

Il en résulte une série de lettres déclamatoires, chicanières, travaillées, où le fil du récit vous échappe vingt fois chemin faisant et d'où le lecteur sort toujours avec moins de conviction que de fatigue.

L'auteur y poursuit surnoisement cette thèse chère aux réfugiés genevois, que le célibat du prêtre est contre nature, et ouvertement cette autre thèse que l'influence sacerdotale est le fléau des familles, le ver rongeur des mariages et l'élément dissolvant de toutes les forces sociales les plus faites pour s'unir dans les mêmes pensées et se combiner dans les mêmes efforts. On y entrevoit vaguement la religion positiviste entrant en lutte victorieuse avec la religion catholique à propos d'une pauvre jeune fille qui se laisse péniblement arracher la foi par son futur beau-père ; et il est piquant d'y voir un prêtre converti à la même doctrine par deux ou trois vénérables voltairiens. Après cela, j'ignore ce que Mme Sand a pu penser de ce livre avant de mourir : car il lui a été donné de le voir mis en action par les vieux catholiques !

Nous naissons tous originaux, a dit un auteur, et nous mourons

tous copies. Il n'est donc pas étonnant que Georges Sand ait eu ses imitatrices : mais ce serait presque la rabaisser, que de citer leurs mauvais livres après les siens. Laissons donc dans le juste oubli qui les couvre et les désespère, les malheureuses révoltées qui ont emboîté le pas derrière cette plume hors-pair : pauvres créatures dévoyées qui tricoteront de très bons bas et qui passent leur temps à barbouiller du papier... sans même arriver à la notoriété du scandale !

Quant aux romanciers de l'autre sexe qui après Georges Sand, et tous avec moins de talent, ont touché au prêtre, ils ont fait preuve les uns de la même mauvaise foi, les autres de la même ignorance. Mais c'est à la vérité l'ignorance qui domine, et on reste confondu des erreurs accumulées en leurs tableaux par les soi-disant peintres de cette " variété sociale."

La première et la plus dommageable de toutes a trait à la vocation. Savez-vous ce que sont, dans l'idée des romanciers, les cloîtres de la Trappe et les solitudes de la Chartreuse ? — Avant tout des pénitenciers et au bas mot des refuges. Le prêtre est un dégouté, la religieuse une victime du siècle, le séminaire un asile de jeunes beaux-fils désenchantés, le couvent un purgatoire ouvert exclusivement aux mécomptes et aux repentirs précoces. On voit tout ce qui peut sortir de là : car l'exception se substituant ainsi à la règle et le spectacle, comme on l'a dit, se trouvant entièrement dans le spectateur, tel croit avoir dit ce qu'il sait, qui n'a dit en réalité que ce qu'il pense.

Dans un de ces gracieux volumes, où l'académicien Mérimée ciselait les " nouvelles " qui faisaient, paraît-il, la joie des dieux sous le dernier empire, j'en trouve une intitulée : *l'abbé Aubain*, que l'auteur n'est pas fâché de nous présenter comme type de l'intéressante variété sociale des curés de campagnes. L'abbé Aubain n'en est pas moins un déclassé de la plus belle eau, infiniment plus lettré que ne le comporte la petite île à moitié sauvage où il exerce son ministère. Ne me demandez pas comment cela se fait. Contentez-vous de savoir qu'il le fallait, pour attirer d'abord, puis pour distraire, puis pour absorber, puis enfin pour ensorceler une belle marquise échappée, on ne sait pourquoi, aux délices de Paris et en train d'aérer un vieux château abandonné aux rats depuis plus d'un demi-siècle. La paroissienne timorée a d'ailleurs bien vite filé ce beau caprice avec son curé, et comme elle est justement la petite-nièce de l'évêque du lieu, elle s'en tire, en obtenant à son singulier soupirant un avancement magnifique. Seulement, l'auteur a trouvé le moyen d'ajouter encore une petite infamie sous forme d'épilogue. Après nous avoir représenté son héros comme

sérieusement épris, il ouvre au lendemain de sa nomination une de ses lettres intimes, dans laquelle lettre à un sien confrère, le faux amoureux se gausse de sa paroissienne et de ses utiles frayeurs, se félicite de son nouveau poste et se promet d'y déboucher des flacons plus généreux et d'y rôtir des chapons plus tendres.

Tout cela en quelques pages d'un récit élégant et sobre, où l'auteur, en véritable artiste qu'il est, ne tire même pas de conclusions et laisse au lecteur d'achever sa pensée. Perfidie dont aucun prêtre, je pense, ne lui saura gré; car elle rappelle trop le mot prêté à certain tyran en faveur de ses opprimés: nous ne les tuons pas, mais nous ferons qu'ils meurent.

Avec plus de verve peut-être, mais une verve moins châtiée, M. Emile Zola emboîte le pas à M. Mémirée, et se met lui aussi à manger du prêtre. Seulement, il ne s'agit plus ici du hors d'œuvre léger d'une nouvelle, ce sont deux copieux romans, deux substantiels et plantureux volumes. Dans le premier, *la Conquête de Plassans*, nous sommes en face de l'esprit de domination et d'envahissement sous les traits de l'abbé Faujas, qui vient de traverser en inconnu la petite ville qu'il va évangéliser, et dont, accoudé à sa fenêtre, la soir, il médite de faire la conquête.

“Tête nue, il regarde la nuit noire, heureux d'être seul et s'absorbant dans ses pensées qui lui mettent tant de dureté au front, les bras croisés et levant la tête pour voir au loin jusqu'au fond de la petite ville endormie. Les grands arbres de la sous-préfecture faisaient une masse sombre, les poiriers du côté allongeaient leurs membres maigres et tordus, puis ce n'était qu'une mer de ténèbres, un néant dont pas un bruit ne montait. La ville avait une innocence de fille au berceau. L'abbé Faujas tendit les bras d'un air de défi ironique, comme s'il voulait prendre Plassans sur sa poitrine pour l'étouffer!”

Ainsi le romancier veut absolument que ce soit “pour l'étouffer”: vous n'en mettriez certainement pas votre main au feu, ni moi non plus: mais, que voulez-vous? M. Zola supposera tout, plutôt que de conclure aux ardeurs de la charité qu'il ne connaît pas et aux patiences du zèle apostolique.—Chose étrange pourtant, ce dominateur envahissant demeure chaste, et je dirais presque que l'auteur y a eu plus de mérite que l'abbé Faujas. Car étant donné le caractère de celui-ci, et les tendances de celui-là, l'écrivain a dû avoir plus de tentations que le prêtre. Aussi n'a-t'il pas manqué d'y succomber dans *La faute de l'abbé Mouret*, son second roman “ecclésiastique.”

On raconte d'un critique d'art fort ivrogne, que se voyant un

jour dans une glace, il s'arrêta et se mit à critiquer vigoureusement son portrait. Je n'irai pas jusqu'à dire que les romanciers en général et M. Zola en particulier, critiquent ainsi leurs propres travers.... Non : mais ils s'acharnent après l'idée absolument subjective et fantaisiste qu'ils se sont faite du prêtre ; et ils mettent autant de passion à rechercher le mal pour le décrire, que les réformateurs pour le combattre et pour l'amoinrir. *La fuite de l'abbé Mouret* est un produit de cette préoccupation malsaine. L'auteur, réaliste systématique, toujours neuf dans ses peintures, mais pas toujours heureux, y broie les plus vives couleurs, à cette seule fin d'intéresser à la chute d'un curé de village et de nous édifier ensuite des efforts efficaces qu'il fait pour ne plus pécher. Je ne voudrais pas répondre cependant, que l'auteur n'ait plutôt cherché là, un cadre à effet pour ses descriptions, un prétexte pour ses tableaux rutilants et pour ses paysages, parfois magiques. En voici un, où se résume le mélange de traits heureux et de traits risqués qui sont la fortune de M. Zola et qui donnent la mesure de sa facture littéraire. Il s'agit d'une messe matinale et déserte dans une pauvre église de village.

.....
 —“ *Orate fratres*, dit le prêtre à voix haute, tourné vers les bancs vides, les mains élargies et rejointes dans un geste d'appel aux hommes de bonne volonté.

“ Et se retournant vers l'autel, il continua en baissant la voix. Assis sur ses talons, Vincent marmotta une longue phrase latine, dans laquelle il se perdit. Ce fut alors que les flammes jaunes entrèrent par les fenêtres. Le soleil à l'appel du prêtre venait à la messe. Il éclaira de larges nappes dorées à la gauche, l'autel de la Vierge, l'horloge à poids enfermée dans une armoire, dont les coups sourds ébranlaient la nef, pareils aux battements d'un cœur énorme caché quelque part sous les dalles. Un craquement souleva le confessionnal, l'horloge réchauffée battit l'heure à coups plus vif. Il sembla que le soleil peuplait les bancs des poussières qui dansaient dans ses rayons et que l'Eglise se remplissait d'une foule tiède. Au dehors, on entendait les petits bruits du réveil heureux de la campagne, les herbes qui soupiraient d'aise, les feuilles qui s'essuyaient dans la chaleur, les oiseaux lissant leurs plumes et donnant un premier coup d'aile. A une des fenêtres, un gros sorbier se haussait, jetant des branches par les carreaux cassés, etc.”—D'où il appert surtout, n'est-ce pas, que M. Zola qui ici, parle si évidemment de ce qu'il sait, a fréquenté de bien mauvaises compagnies, depuis le temps où il servait la messe.

Faisons, quoique plus modérément, le même reproche à M. Ferdinand Fabre, qui a par-devers lui toute une galerie sacerdotale et qui s'est fait une spécialité dans le genre qui nous occupe en ce moment. M. Fabre déclare que dans la vie réelle, comme dans ses livres, les bons prêtres dominent de beaucoup; et que dans ses livres comme dans la vie réelle, il n'y a pas de prêtres absolument parfaits.—Très-bien, Monsieur Fabre: excellente profession de foi! mais maintenant voyons un peu vos livres.

Hélas! pour un abbé Courbezon vraiment évangélique que je rencontre, et à qui vous n'avez même pu vous défendre d'attribuer une de ces manies, signe distinctif, suivant vous, et peut-être châtiment du célibataire, que de prêtres plus qu'imparfaits! et comme vous avez mal payé au séminaire, au presbytère et au couvent la longue et généreuse hospitalité que, dit-on, vous y avez reçue!

Certes, les romans de M. Fabre ne sont pas licencieux, comme ceux d'Hector Morlot:—ils ne représentent que des clercs un peu menteurs et légèrement grapilleurs comme Barnabé, des prêtres à manies comme l'abbé Courbezon, ou ambitieux comme l'abbé Tigrane. M. Fabre et les romanciers de son école sont plutôt comme le roi Louis-Philippe, dont Guizot disait qu'il commençait beaucoup de fautes et n'en finissait que fort peu. Malheureusement, ce qu'ils laissent ébauché, le lecteur l'achève.

Flétrissons donc de toute l'énergie de notre bons sens et de notre foi ces tempéraments habiles et perfides. Flétrissons la curiosité malsaine éveillée contre tout ce qu'il y a de respectable en ce monde, et l'exploitation du scandale comme moyen de succès. C'est en vain qu'on a cru voir à fond le curé de village, en peignant exactement un lever de soleil dans son église, ou en rôdant autour de sa silencieuse et discrète maison. C'est en vain qu'entre une soirée au théâtre et un bal masqué, des auteurs ont pris sur eux d'interroger le prêtre et de faire parler les longs silences de ses soirs d'hiver, troublés seulement par le grillon qui chante dans les fentes de l'âtre et les crépitements de la braise qui achève de se consumer..... La vie de cet homme est à la fois plus haute et plus simple que cela. Elle n'a pas ces complications et ces fièvres inquiètes. Elle n'affecte pas ces airs tragiques. C'est plutôt un mélange de succès discrets et d'insuccès dévorés en silence: ce sont des incidents sans éclat, des aventures sans bruit, des chagrins sans larmes: ce sont des espoirs qui ne sourient qu'au ciel, et des plaies sourdes parfois qui se laissent magner aux mouches, jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de les cicatrizer et de les guérir.

TH. B.

Paris, décembre 1876.

CHRONIQUE DU MOIS

La province de Québec vient d'éprouver une perte cruelle par la mort de son deuxième lieutenant-gouverneur, l'hon. René-Edouard Caron. Tous les partis sans distinction reconnaissent dans le regretté défunt, l'un des hommes qui a le plus honoré le Canada par ses talents et son intégrité. Issu d'une respectable famille de cultivateurs, M. Caron sut dès le début inspirer une grande confiance et gagner l'estime de ses concitoyens de Québec qui ne lui marchandèrent pas les honneurs.

Sa carrière a été excessivement bien remplie et laborieuse. Né avec le siècle, il fut mêlé à toutes les luttes politiques qui ont accompagné la reconnaissance de nos droits par l'Angleterre. Sa modération et son jugement sûr lui firent éviter les écarts de beaucoup de ses collègues au Parlement, qui entraînèrent les Canadiens dans une voie dangereuse. Il reconnaissait la justesse de leurs réclamations, mais il pensait avec raison que ce n'était pas de la révolte que l'on pouvait attendre le redressement des torts dont on avait à se plaindre. Sa conduite fut d'abord blâmée par ses électeurs de Québec et, il donna sa démission comme député. Les événements lui donnèrent raison et Québec lui dut en partie de ne pas voir les échafauds se dresser comme il arriva à Montréal. Peu d'hommes laisseront après eux une mémoire plus honorée que celle de l'hon. M. Caron. Après avoir pris pendant plus de 30 ans une part active à nos débats politiques, il fut appelé sur le banc judiciaire. Là il se montra aussi à la hauteur de ses graves fonctions et ses décisions furent toujours accueillies avec un grand respect. Une nouvelle marque de l'estime que l'on faisait de ses talents lui fut donnée lorsque l'on s'occupa de la révision de nos lois. Il fut nommé l'un des trois commissaires chargés de la codification de nos statuts. Il s'acquitta de cette tâche ardue avec tout le zèle et l'énergie qu'il mettait dans tout ce qu'il entreprenait.

Pour couronner une vie déjà si honorablement remplie, il fut appelé en 1873, au poste le plus élevé qu'un Canadien puisse envier en ce pays, celui de lieutenant-gouverneur. Il remplit toujours les devoirs de cette charge avec toute la dignité et le tact que comportait une aussi haute position.

Dans la vie privée, l'hon. M. Caron était le type du gentilhomme canadien. Sa politesse exquise, son urbanité s'alliaient parfaitement à des manières distinguées. Il savait exercer la charité, de façon à ne jamais blesser ceux qu'il assistait. Catholique pratiquant, il se montra toujours et en toute circonstance un enfant soumis et dévoué de l'Eglise. Aussi Notre Saint Père le Pape avait reconnu les services rendus à la bonne cause, en lui conférant le titre de chevalier-commandeur de l'ordre de St. Grégoire-le-Grand. La perte d'un si grand citoyen sera vivement ressentie par toute la province, mais particulièrement à Québec, sa ville d'adoption, où il a passé plus de 50 années de son existence et dont il fut longtemps le premier officier, en qualité de maire.

Les funérailles de l'hon. M. Caron ont eu lieu à la Basilique de Québec, le 18 décembre, au milieu d'un immense concours. La pompe funèbre a été des plus solennelles.

Le choix de son successeur est déjà fait. L'hon. M. Luc Letellier de St. Just a prêté serment le 16 de ce mois, devant leurs honneurs les juges Meredith et Taschereau, comme lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Il se trouve maintenant une place vide dans le cabinet fédéral et l'on nomme plusieurs députés ou sénateurs qui ont une chance d'obtenir le portefeuille laissé vacant par la nomination de l'hon. M. Letellier. Le choix du nouveau ministre ne sera probablement pas connu avant quelques jours.

Les travaux de la législature provinciale sont encore peu avancés, et les items du budget ne sont pas tous adoptés. La mort du lieutenant-gouverneur les a retardés, les Chambres n'ayant point siégé depuis son décès jusqu'après ses funérailles. Jusqu'ici la discussion n'a pas été très animée, et il ne s'est pris qu'un seul vote et encore sur un item peu important du budget. Cette division a montré le peu de forces dont dispose l'opposition. Toutefois on s'attend à un débat très-vif lorsque le gouvernement fera connaître sa politique sur les octrois des chemins de fer de la rive sud. Les Chambres s'ajourneront probablement pour le premier de l'an.

La législature locale d'Ontario est convoquée pour le trois janvier prochain, pour la dépêche des affaires.

De tristes nouvelles nous arrivent des territoires du Nord-Ouest. La petite vérole a fait son apparition dans cette contrée. Elle ex-

erce de grands ravages parmi les émigrés islandais et les tribus indiennes. La population est en proie, à la plus vive terreur et s'enfuit devant la contagion. Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour arrêter ses progrès. On est plus brave à Montréal, où le fléau sévit aussi cruellement peut-être, mais on y est tellement accoutumé que l'effroyable maladie décime notre population, sans que l'on fasse beaucoup, pour arrêter sa marche ascendante.

* * *

L'imbroglie électoral se continue chez nos voisins. Les républicains comme les démocrates réclament l'élection du président et la proclament. De nouvelles complications surgissent chaque jour, les protestations se dressent contre les protestations, et il est difficile de prévoir comment se dénouera cette trame pour ainsi dire inextricable. En attendant, le pays est dans une extrême effervescence, et les incidents les plus malheureux se sont déjà produits. Ainsi, dans la Caroline du Sud, il y a deux chambres d'assemblée entièrement distinctes. L'une est républicaine et l'autre démocrate. Elles ont élu chacune, leur président, et ont siégé en même temps. On conçoit qu'un tel état de choses est peu tolérable, mais pour le moment il n'y a pas de remède. L'administration des affaires publiques, le commerce et toutes les opérations financières souffrent singulièrement de cette incertitude, et le respect de la loi est gravement amoindri.

La question viendra sous peu devant le congrès, qui aura bien du mal à la résoudre, si toutefois il y parvient. Le sénat est en faveur des républicains, tandis que la majorité de la chambre d'assemblée est démocrate. On peut donc s'attendre à de sérieux conflits entre ces deux branches de l'administration fédérale. Les républicains, appuyés par le gouvernement, prennent une attitude oppressive et violente.

On prête au président Grant, et avec beaucoup de vraisemblance, des propos qui ne montrent rien moins que l'esprit d'impartialité et de déférence pour l'autorité du scrutin qu'on a droit d'attendre du premier magistrat de la république. Dans une entrevue, M. Grant se serait prononcé avec une extrême rigueur contre les démocrates. Suivant son opinion, M. Tilden n'aurait obtenu la majorité que dans les états qui se sont montrés déloyaux pendant la guerre; sa majorité à New-York n'était due qu'au vote d'une population étrangère et ignorante; les plus précieux intérêts de la républicaine seraient mis en danger si le parti démocrate arrivait au

pouvoir ; le sud est encore agité, et est opposé par tous ses intérêts au paiement de la dette nationale comme au maintien de l'honneur et du crédit du pays. Enfin il ne pensait pas que le bien général pût résulter du triomphe du parti démocratique et qu'au contraire beaucoup d'intérêts seraient gravement menacés.

Un langage semblable de la part du président, au moment où les principes sur lesquels reposent les institutions sont ouvertement méconnus, et où tous les moyens semblent bons au parti républicain pour se cramponner au pouvoir, même au mépris du droit et de la loi, ne saurait être qu'un encouragement à l'illégalité sinon à la violence. D'ailleurs les procédés du président justifient cette appréciation et ce qui se passe dans la Caroline du Sud en est la preuve.

Comme on le voit, l'horizon s'assombrit aux Etats-Unis, et les esprits les plus éclairés augurent rien de bien rassurant, de la situation politique. On va même jusqu'à prêter des visées de dictature à Grant, dans le cas où un conflit s'élèverait entre les deux Chambres sur le choix final du futur président. Dans ce cas, si Grant peut compter sur la petite armée fédérale, il ne pourra pas certainement s'appuyer sur l'immense majorité du peuple dont le vote pèse en faveur de Tilden. Une telle tentative aurait pour résultat un soulèvement général et l'on reverrait sans doute les jours les plus sombres de la guerre de sécession.

Les journaux démocrates du Nord inclinent à la conciliation et conseillent la modération, tandis que les organes du Sud font valoir leurs droits avec la plus grande énergie, et ne craignent pas d'affirmer que si l'on foule aux pieds ses prérogatives les plus sacrées, le peuple se soulèvera et exigera par la force la justice qu'on lui refuse.

Pour résumer, on peut dire que les Etats-Unis se trouvent dans une situation peut-être sans exemple dans les fastes de l'Union. La confirmation de l'élection présidentielle a déjà été soumise aux chambres, mais jamais elle n'a présenté un enchaînement de complications aussi graves et de prétentions aussi opposées.

* * *

Le cabinet français a subi un remaniement. Les députés de la gauche, qui sont en grande majorité, refusaient de voter le budget, si M. Dufaure, le chef du ministère, n'était pas remplacé par un des leurs. Les ministres pouvaient compter sur la majorité au sénat, et pendant quelque temps on a cru que le président MacMahon garderait son cabinet, en s'appuyant sur la chambre haute. Toutefois

on a abandonné cet expédient risqué, et M. Jules Simon a été appelé à la présidence du conseil, remplaçant M. de Marcère au ministère de l'intérieur, tandis que M. Martel a pris le portefeuille des cultes laissé vacant par la retraite de M. Dufaure. Les autres ministres ont gardé leur portefeuilles. Malgré les longs services de M. Dufaure, le président a été forcé de le jeter à la mer, comme il avait fait de M. Buffet. Cependant ces deux hommes avaient laissé s'évanouir leur popularité parlementaire pour rester fidèles au programme du président. La crise est passée pour le moment, mais une nouvelle peut surgir d'un moment à l'autre. La gauche s'est montrée satisfaite de l'exposé politique de M. Simon et l'a applaudi. M. Gambetta et ses partisans les plus acharnés ont seuls manifesté leur mécontentement. Il a même déclaré à ses amis que le nouveau gouvernement avait été formé contre son gré et qu'il se le rappellerait plus tard. On peut croire que le fameux tribun jalouse M. Simon et qu'il s'attendait à être appelé à faire partie de la nouvelle administration.

Les dernières nouvelles nous apprennent que M. Poyer-Quertier, président du comité des finances, a recommandé au sénat d'insérer de nouveau dans le budget certaines allocations pour les aumôniers de l'armée et autres fins religieuses. On sait que ces octrois avaient été dernièrement retranchés par la chambre des députés. Il a dit que le sénat affirmerait par là ses droits qu'il devait exercer aussi librement que l'autre chambre. Il termina son discours en termes conciliants, déclarant que les deux chambres étaient animées des mêmes sentiments patriotiques. Si l'on adopte la suggestion de M. Poyer-Quertier, il s'élèvera là probablement un conflit entre les deux chambres, car les républicains prétendent que, d'après la constitution, le sénat n'a pas le droit de prendre l'initiative des mesures financières, et qu'il ne peut remettre dans le bujet aucun des items qui ont été rejetés par la chambre des députés.

* * *

Depuis quelques semaines, N. S. P. le Pape a éprouvé deux pertes cruelles par la mort de Leurs Eminences les cardinaux Antonelli et Patrizzi. Le premier était attaché à Sa Sainteté en qualité de Secrétaire d'Etat; le second était son Vicaire-général et le doyen du Sacré-Collège. Tous deux ont dépensé leur vie au service de Pie IX, ont lutté avec lui contre les ennemis de l'Eglise et lui ont aidé à supporter les rudes épreuves de l'exil et de l'emprisonnement. Connaissant le grand attachement de Pie IX pour

ses fidèles serviteurs, il nous est permis de juger combien son cœur a été affligé, lorsqu'il a fallu se séparer de ces deux vieillards sexagénaires qui l'avaient servi pendant toute la durée de son pontificat.

* * *

La question d'Orient n'a pas fait beaucoup de chemin depuis un mois. Les travaux de la conférence préliminaire sont cependant terminés et les résolutions qu'on y a adoptées ont été communiquées par les plénipotentiaires à leurs gouvernements respectifs. Il paraîtrait que ces derniers en sont satisfaits. La seconde conférence doit se réunir sous peu, et c'est alors que le résultat de la première sera communiqué à la Turquie. Cette dernière se montrera-t-elle aussi satisfaite, voilà la question. Tout dernièrement, le gouvernement turc faisait publier dans les journaux de Vienne qu'il s'en tiendrait au traité de Paris. La conférence s'est entendue sur la question de l'occupation, mais la Porte est opposée à toute occupation étrangère.

En attendant, la Turquie et la Russie poursuivent des armements gigantesques, et l'on assure que cette dernière envahira le territoire turc vers le 2 janvier prochain. Ainsi, le commencement de l'année serait, à l'inverse de ce qui se pratique ordinairement, le signal de l'effusion du sang et d'une lutte acharnée. Peut-être que les efforts de la diplomatie réussiront-ils à retarder ce sanglant dénouement, car il est rumeur que l'armistice actuel sera prolongé de deux mois.

P. HUDON.

ERRADUM.—Page 883, ligne 18, au lieu de *Ascatuhé* lisez *Ascasubi*.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME TREIZIEME DE LA "REVUE CANADIENNE"

JANVIER

Où vont donc nos années ? JAMES DONNELLY	5
Monseigneur Alexandre Macdonell, Z.....	8
Manitoba, A. BÉCHARD.....	21
Chronique Parisienne, TH. B.....	37
De la Religion, F. X. DEMERS.....	44
Le Canada devant l'Europe, lu à l'Union Catholique, le 7 Novembre 1875, FERD. LABADIE.....	60
Une double Evasion, ***	68

FÉVRIER

Le Pape et le Précieux Sang, ***	81
Monseigneur Alexandre Macdonell, Z.....	94
De la Religion, F. X. DEMERS.....	108
Chronique Parisienne, TH. B.....	137
Une double Evasion, ***	143

MARS

De la Religion, F. X. DEMERS.....	161
Monseigneur Alexandre Macdonell, Z.....	177
De la Féodalité en Canada, EDMOND LAREAU	188
Chronique Parisienne, TH. B.....	199
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	205
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	222
Une double Evasion, ***	238

AVRIL

A la mémoire d'Alexine, enfant de P. St. Jean, Ecr., M. P., d'Ottawa, L. H. FRÉCHETTE	241
De la Religion, F. X. DEMERS	243
De la Féodalité en Canada, EDMOND LAREAU.....	271
Chronique Parisienne, TH. B.....	281
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	289
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	305

MAI

De la Féodalité en Canada, EDMOND LAREAU.....	321
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	329
Monseigneur Alexandre Macdonell, Z.....	352
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	375
Chronique Parisienne, TH. B.....	393

JUIN

Législation de la Session 1875-76, EDMOND LAREAU	401
Monseigneur Alexandre Macdonell, Z.....	411
Chronique Parisienne, TH. B.....	430
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	438
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI	460
La St. Jean-Baptiste. ***	475

JUILLET

Au Public catholique, G. LAMARCHE, Ptre., Chan.....	481
Douleurs et Joies (Nouvelle), A. GAGNON.....	483
Le Christianisme dans l'Histoire, F. X. DEMERS.....	502
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	510
De la Destinée providentielle des Empires, J. S. RAYMOND, Ptre.	524
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	542
Chronique Parisienne, TH. B.....	547
Chronique du Mois, P. HUDON	554

AOÛT

Vacances, CHARLES DUVAL (Louisiane).....	561
Le Christianisme dans l'histoire, F. X. DEMERS.....	563
De la destinée providentielle des empires, J. S. RAYMOND, Ptre.	575

TABLE DES MATIÈRES

963

Douleurs et joies (Nouvelle), ALPHONSE GAGNON.....	588
Le pays des Fourrures, JULES VERNE.....	599
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	614
Chronique Parisienne, TH. B.....	627
Chronique du Mois, P. HUDON.....	633

SEPTEMBRE

Benedictus es, Domine, V. D. JACQUES.....	641
De la destinée providentielle des empires (Fin), J. S. RAYMOND, Ptre.....	642
Le Christianisme dans l'histoire, F. X. DEMERS.....	660
Douleurs et Joies (Nouvelle) Fin, ALPRONSE GAGNON.....	673
Le Bison des Prairies, (Traduit du Penn Monthly).....	687
Le Vaisseau, ALBERT DELPIT.....	694
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	695
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	704
Chronique Parisienne, TH. B.....	709
Chronique du Mois, P. HUDON.....	715

OCTOBRE

Le Christianisme dans l'histoire, F. X. DEMERS.....	721
Belgrade, C. COURRIÈRE.....	733
Le Radiomètre, P. SAINTE-CLAIRE DEVILLE.....	745
Le Chien et l'Enfant, LÉONTINE ROUSSEAU.....	749
Les Origines de la Photographie, BARON ERNOUF.....	751
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	768
Variété, * * *.....	776
Mathilde de Canosse, PÈRE BRESCIANI.....	779
Chronique Parisienne, TH. B.....	789
Chronique du Mois, P. HUDON.....	796

NOVEMBRE

Le Christianisme dans l'histoire, F. X. DEMERS.....	801
De la Musique Religieuse, C. M. PANNETON.....	812
Le Marquis de Montcalm, CH. DE BONNECHOSE.....	822
L'Eglise et l'Etat, R. P. LIBERATORE, S. J.....	828
L'Eglise et le Monde Intellectuel (Traduit par A. de B.) R. P. THÉBAUD, S. J.....	841
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE.....	856

Lettre du Mexique, * * *	865
Chronique Parisienne, TH. B.	868
Chronique du Mois, P. HUDON	875

DÉCEMBRE

Don Garcia Moreno, Président de l'Equateur, J. DESROSIERS	881
Le Christianisme dans l'histoire, F. X. DEMERS	889
L'Eglise et l'Etat, R. P. LIBERATORE, S. J.	887
Le Marquis de Montcalm, CH. DE BONNECHOSE	906
Les Origines de la Photographie, BARON ERNOUF	915
L'Eglise et le Monde Intellectuel (Traduit par A. de B.), R. P. THÉBAUD, S. J.	921
Bibliographies, * * *	934
Le Pays des Fourrures, JULES VERNE	942
Chronique Parisienne, TH. B.	948
Chronique du Mois, P. HUDON	955